

ÉTÉ 2018

volume xii, numéro 3

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale

Le chantier de l'éducation



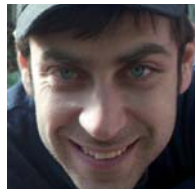
La domination numérique

L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevrette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre,
littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
politique



Sylvain Deschênes
Édition graphique,
révision et coordination
de la production

Les Cahiers de lecture sont
publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél.: 514 845-8533 ou 1 866 845-8533
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-027-7

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2018 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	3 ans
Abonnement	30 \$	75 \$
Abonnement de soutien	40 \$	100 \$
International	50 \$	125 \$
Institution	50 \$	125 \$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

Vous pouvez vous abonner ou
acheter au numéro à la boutique
internet de L'Action nationale:

action-nationale.qc.ca

Titres recensés

THIERRY C PAUCHANT

**Manipulés. Se libérer de la main
invisible d'Adam Smith**

5

NICOLAS ZORN

**Le 1 % le plus riche. L'exception
québécoise**

7

CATHERINE CHARRON

**Aux marges de l'emploi.
Parcours de travailleuses
domestiques québécoises,
1950-2000**

8

SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY

**Despotisme sans frontières.
Les ravages du nouveau
libre-échange**

9

ANNE LEGARÉ

**Le Québec, une nation
imaginaire**

11

CÉLINE SAINT-PIERRE

**La première Révolution
tranquille. Syndicalisme
catholique et unions
internationales dans le Québec
de l'entre-deux-guerres**

12

VALÉRIE LAPOINTE-GAGNON

**Panser le Canada. Une histoire
intellectuelle de la Commission
Laurendeau-Dunton**

13

JÉRÉMIE MCEWEN

Avant je criais fort

14

CHRISTIAN NADEAU

Georges Leroux, Entretiens

15

JEAN LAMARRE

**Le mouvement étudiant
québécois des années 1960 et
ses relations avec le mouvement
international**

16

SERGE DUPUIS

**Le Canada français devant
la Francophonie mondiale.
L'expérience du mouvement
Richelieu pendant la deuxième
moitié du XX^e siècle**

17



PHILIPPE DE GROISBOIS

**Les batailles d'Internet.
Assauts et résistances à l'ère du
capitalisme numérique**

20

LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



SÉBASTIEN PROULX

**Un Québec libre est un Québec
qui sait lire et écrire**

22

GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-

FRANÇOIS GINGRAS

Réussir l'éducation

JOËLLE TREMBLAY

L'inéducation

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL

La perte et l'héritage

MARTINE DELVAUX

Le monde est à toi

27

JEAN BÉDARD

**Journal d'un réfugié de
campagne**

29

SERGE MONGEAU

**L'écosophie ou la sagesse de la
nature**

29

MARIE-CLAUDE LOISELLE

**La communauté indomptable
d'André Forcier**

30

JEAN-PIERRE LEFEBVRE

L'homoman à la caméra

31

FRANÇOIS DUMONT

L'ombre du roman

32

SOPHIE DUBOIS

**Refus global. Histoire d'une
réception partielle**

33

SEAN MILLS

**Une place au soleil. Haïti, les
Haïtiens et le Québec**

35

AURÉLIE CAMPANA

**L'impasse terroriste: Violence et
extrémisme au XXI^e siècle**

36

ROMÉO BOUCHARD

**L'UPA: un monopole qui a fait
son temps**

37

Collaborateurs

Françoise Bouffière

Orthopédagogue

Serge Cantin

Philosophe, Université du Québec à Trois-Rivières

Karine Castonguay

Enseignante en littérature, Collège de Rosemont

Simon Couillard

Doctorant en études québécoises, UQTR

Martin David-Blais

Université Saint Paul, Ottawa

David Dupont

Chercheur, IRÉC

Mathieu Gauthier-Pilote

Président de FACIL

Philippe Girard

Artiste

Yves Frenette

Université de Saint-Boniface

Karine Hébert

Professeure, Université du Québec à Rimouski

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au Collège Montmorency

Yvan Lamonde

Historien

Jenny Langevin

Blogueuse

Simon Langlois

Professeur de sociologie, Université Laval

Marie Lavigne

Historienne

Andrée-Anne Leblanc

Enseignante en littérature, Cégep de Joliette

Claire Portelance

Professeure retraitée

François Rioux

Professeur de littérature, collège Montmorency

ÉDITORIAL

EN TERRITOIRE INCULTE OCCUPÉ

Dans un billet tout court, sobrement rédigé, mais avec une précision chirurgicale, Luc Normand Tellier publiait dans le journal *Le Devoir* du 23 mai dernier un billet (Montréal, territoire mohawk) qui aurait mérité un accueil retentissant. L'historien n'a pourtant pas lancé un message banal. Il a tout simplement démontré l'ignorance abyssale dans laquelle la rectitude politique et les postures de repentance sont en train de faire plonger le discours public. À l'heure où politiciens et notables en tous genres rivalisent de vertus pour s'excuser de l'histoire, le geste est méritoire et il porte bien au-delà de l'anecdote qui l'a déclenché.

Tellier a tenu à faire un simple rappel des faits : le slogan des bien-pensants qui se croient du bon côté de la morale en rappelant que Montréal est en territoire mohawk non cédé ne repose sur rien d'autre que la contrition. La documentation historique et les recherches archéologiques ne laissent place à aucune ambiguïté. Les trois villages actuellement occupés par des Mohawks aux alentours de Montréal ont été fondés par les missionnaires qui y ont accueilli ou qui y ont rejoint des groupes plus ou moins en dissidence avec la Ligue des Cinq-Nations et qui y ont trouvé refuge. Il y avait bien des Iroquoiens du Saint-Laurent pour accueillir Jacques Cartier, mais ils n'étaient plus là quand Maisonneuve et les Montréalais fondent Ville-Marie.

Ce rappel des faits n'enlève rien aux communautés autochtones qui y vivent sinon que le sauf-conduit pour la vérité qui devrait leur être accordé du seul fait de leur identité culturelle. C'est sur la base de leur condition et de leur statut politique que le Québec devrait définir ses relations avec elles. C'est chose relativement difficile, d'autant qu'elles vivent sous l'empire de la Loi sur les Indiens, une loi *canadian* inique, une loi d'apartheid qui ne changera pas parce que des incantations mal fondées sont servies pour agrémenter les scénarios d'ouverture d'événements en tous genres. En appeler au fait que le territoire n'a pas été cédé c'est, du reste, utiliser un argument qui tient du même paradigme de soumission que celui qui sert de socle à la loi *canadian*. C'est encore représenter les autochtones comme inscrits dans une logique de conquête et de cantonnement.

Il est plus facile de tripoter les œuvres et les archives que renverser un ordre qui ne demande pas mieux que de faire semblant de compatir. Les gestes d'appui symbolique qui restent prisonniers de symboles frelatés ne font que prolonger ce qu'ils dénoncent. Le visage de la folklorisation peut être changeant. Et les costumes victimaires en faire ressortir étrangement les traits.

Le hasard a voulu que le texte de Tellier paraisse le jour même où un musée *canadian* annonçait qu'un tableau d'une peintre célèbre en ce pays, Emily Carr, allait être renommé parce que son titre, supposément, heurterait

des autochtones. Qu'il en heurte, c'est sans aucun doute vrai, mais cela n'est en aucune manière une raison pour justifier le révisionnisme historique et attenter à l'intégrité d'une œuvre d'art. Le tableau s'intitule *Indian Church* parce que c'est ainsi que son auteur l'a nommé, usant du vocabulaire en usage et de son choix à l'époque où le tableau a été produit. Le faire disparaître c'est renoncer à l'inscrire dans son histoire pour le déporter dans le registre des bons sentiments, registre aussi variable que les courants idéologiques qui l'inspirent.

Ces anecdotes se multiplient un peu partout, en divers pays, et divers motifs sont invoqués pour les justifier, mais elles se ramènent tout à cette idée que la culture peut désormais être envisagée, définie et vécue comme désencastrée de sa condition d'inscription, délestée de son passé et des couches de sens que le temps qui passe sédimente dans la mémoire et les institutions. Cela renvoie à une terrible et sourde bataille contre la culture savante telle qu'elle s'est constituée en Occident. Modulable au gré des excommunications et des anathèmes, cette culture, les œuvres qui lui donnent sa densité et sa portée, devraient désormais s'effacer devant la mise en scène du simulacre ? Qui décidera d'expurger les mots d'un roman de Michel Tremblay, d'une nouvelle de Madeleine Ferron ou de cacher un nu de Cosgrove ? Il n'y a pas de limite pour une telle dérive.



Indian Church, Emily Carr, 1929

George Orwell (1984) a donc vu juste. François Truffaut et Bradbury (Farhenheit 451) également. Nous campons au bord d'un véritable abîme d'inculture. Applaudir les vertueux qui prennent leurs aises avec les faits historiques, c'est brûler des livres. C'est une menace beaucoup plus grave que le numérique et la dématérialisation. Il y a là un enjeu culturel majeur qu'il importe de bien nommer pour bien comprendre le sens des batailles à livrer. S'imaginer pouvoir reconstruire les œuvres pour se bricoler non pas du sens, mais des armes de légitimation idéologique c'est travailler contre le lien social fondamental.

Rectifier les faits peut parfois gâcher les cocktails ou faire tourner au vinaigre les cérémonies, mais c'est le prix à payer pour éviter de consentir au simulacre et à la destruction des repères. Les élus, les responsables des institutions et tous ceux et celles qui se servent de leurs statuts et positions pour bricoler de faux rituels font non seulement insulte à l'intelligence, ils travestissent leur rôle en jouant les inquisiteurs d'opérette. Il faut les rappeler à l'ordre et le faire en leur offrant des livres et en souhaitant qu'ils les lisent. Le domaine de l'inculture est déjà trop vaste pour qu'on les laisse l'occuper en bombant le torse la mine contrite.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

Location d'outils
SIMPLEX

**ENTREPRISE
FAMILIALE
QUÉBÉCOISE
FONDÉE
EN 1907**

SIMPLEX.CA
1 800 361-1486



 **LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES**
Membre platine

LA « MAIN INVISIBLE »

RÉCIT D'UNE MÉTAPHORE DEVENUE DOCTRINE

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au Collège Montmorency

THIERRY C. PAUCHANT

MANIPULÉS. SE LIBÉRER DE LA MAIN INVISIBLE D'ADAM SMITH

Anjou, Éditions Fides, 2018,
272 pages

Les classiques font l'objet d'interprétations multiples, plus ou moins rigoureuses, et le fait d'extraire une œuvre de son époque et de son contexte comporte de forts risques de lui faire dire des choses qu'elle ne dit pas. Ainsi le portrait d'Adam Smith (1723-1790) comme chantre de l'ultralibéralisme est vu par plusieurs comme une interprétation abusive, voire erronée de sa pensée. Thierry Pauchant, professeur aux HEC, reprend cette idée et analyse plus particulièrement l'usage de l'expression « main invisible » par les économistes ultralibéraux et leurs émules. Il vise ici au premier chef Samuelson comme étendard de la théorie néoclassique, Friedman, comme porteur du néolibéralisme, ainsi que Hayek, comme promoteur de la pensée libertarienne. Pour Pauchant, la métaphore de la main invisible a été reprise à tort et utilisée à des fins de manipulation politique, comme signifiant « que les comportements égoïstes et mercantiles des acteurs engendrent la richesse collective de façon équitable via les mécanismes du marché, des profits et des prix. » (p. 17).

L'auteur commence par repérer l'expression « main invisible »/« invisible hand » dans les cinq ouvrages de Smith qui nous sont parvenus. Puis il cite, longuement (non sans troncature cependant), les extraits repérés. Après les avoir présentés en trois chapitres, il reprend, dans un chapitre ultérieur, des passages de l'analyse historique (« omniprésente dans l'œuvre entière d'Adam Smith » [p. 27]) qui donnent sens à la métaphore. Ce procédé en deux temps se justifie, mais introduit, hélas, énormément de redondance (ce qui est d'ailleurs, plus généralement, un des grands problèmes de cet ouvrage et qui nuit beaucoup au plaisir de la lecture et à l'intérêt du propos). Pauchant identifie très exactement trois occurrences de l'expression « main invisible », soit 6 mots sur plus de 1,5 million de mots que comporte le corpus.

La première occurrence de l'expression est repérée dans *De l'histoire de l'astronomie*, un texte de jeunesse de Smith, publié par ses exécuteurs testamentaires. L'objet en est l'évolution de la démarche scientifique, partant du cas de l'astronomie. On

se situe dans l'Antiquité et la Préhistoire. La métaphore de la main invisible sert à la description de la croyance, en particulier lorsqu'il est question d'expliquer les phénomènes inaccessibles à l'observation et à l'intelligibilité (ou vus comme tels). C'est ici « la main invisible » des dieux qui intervient a posteriori pour rassurer les âmes troublées par l'inquiétude.

La deuxième main invisible apparaît dans un texte traitant de féodalité, on se transporte donc au Moyen Âge. La source s'en trouve dans l'ouvrage *Théorie des sentiments moraux* (6 éditions entre 1759 et 1790). Smith souligne explicitement les répercussions négatives de l'appropriation abusive des richesses par certains seigneurs, mais observe que, tout en poursuivant leurs fins, même ceux d'entre eux qui sont « orgueilleux et insensibles » (p. 45) et dont les « yeux sont plus grands que le ventre » (p. 45) redistribuent une partie des richesses produites par les serfs, ce qui est un bénéfice collectif.

Concernant l'éducation, il faut rappeler, sans désespérer, mais par souci de lucidité, que celle-ci repose sur les fondements culturels et matériels de la société dans laquelle elle prend place. Les institutions éducatives actuelles sont en train de liquider, avec enthousiasme et parfois avec arrogance, le peu qu'il reste de l'héritage humaniste que l'auteur défend. La pensée critique, pour ne prendre que cet exemple, fait déjà partie des programmes éducatifs et sert de mantra à ceux-là mêmes qui sont en train d'accomplir la version néolibérale de l'école.

La troisième main invisible apparaît dans la critique du mercantilisme. On se trouve ici au siècle des Lumières, dans l'ouvrage *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (première publication 1776, en tout 6 éditions jusqu'en 1791). Sans exclure la réglementation et certaines barrières aux importations, Smith déplore, parmi les interventions de l'État, celles qui sont génératrices de monopoles, néfastes à son point de vue à l'économie d'une nation. Il estime que la liberté individuelle d'entreprendre des producteurs et des marchands est préférable, car ceux-ci se concentrent généralement sur leur domaine d'expertise



et ont tendance à garder leur capital à portée de contrôle. Cela favorise le commerce intérieur (moins risqué), le tout étant bénéfique pour l'économie globale d'une nation notamment aux plans de l'emploi et des revenus de la population. Ce n'est pas forcément le but du marchand ou du producteur que de bénéficier à l'économie globale en agissant ainsi, mais c'est bien l'effet global de leur activité individuelle.

Suite à cette présentation, Pauchant répond aux interprétations de la pensée de Smith par ce qu'il désigne tout du long comme « la pensée économique dominante ». On peut dire que, pour Pauchant, la pensée ultralibérale gonfle et réduit à la fois la notion de « main invisible ». Elle la réduit en lui donnant un référent strictement économique. Or, Smith était, dans les mots de Pauchant, un tenant d'une « éthique de la complexité », à savoir qu'il prenait soin de situer les faits économiques dans l'ensemble social dont ils sont issus, tout en considérant leur dimension morale (bien-être, justice, etc.).

Inversement, la main invisible est gonflée, d'abord quantitativement, au sens où par divers procédés manipulatoires de diffusion, elle est devenue un élément central d'une doctrine économique favorisant une minorité, alors que, dans l'œuvre de Smith, elle est une métaphore qu'on pourrait qualifier de périphérique. Gonflée, la métaphore l'est également au plan qualitatif, par l'attribution de multiples sens (et contresens) que ne cautionne pas la lecture extensive de l'œuvre de Smith et, particulièrement, les extraits concernant la main invisible. Dans les deux premières occurrences, il n'est pas question de prix ni de marchés, ni de profits, ni de concurrence. D'ailleurs, le contexte historique de ces mentions ne s'y prête pas. Pour sa part, la troisième occurrence fait ressortir à la fois les bienfaits et

voir Manipulés

à la page 6

Manipulés

suite de la page 5



les méfaits de l'intérêt mercantile des acteurs économiques. Smith ne suppose ni l'efficacité automatique ni l'ordre spontané découlant du marché libre ni ne cautionne l'accumulation démesurée de richesse, les fortes inégalités ou la privatisation et la concentration à tout crin des bénéfices de l'activité économique. Ce n'est pas un adversaire de la réglementation publique, y compris de celle de l'État¹, bien qu'il en critique certaines formes propres à son époque. Enfin, toujours pour Pauchant, la pensée de Smith est subtile et nuancée et fait ressortir tant les avantages que les inconvénients des pratiques économiques et politiques dont il traite.

L'ouvrage comporte enfin un projet pour l'action et la pensée politiques, que l'auteur présente comme une « nouvelle voie », qu'il nomme la « quatrième voie » ou une « nouvelle troisième voie » en économie politique » (p. 29), projet qu'il souhaite mobilisateur et dépassant le clivage gauche-droite², afin de faire émerger « une économie plus émancipatrice, sociale et viable » (p. 29). Dans ce but, l'auteur préconise la recherche et l'éducation, notamment l'enseignement de la pensée critique, de la culture générale et la valorisation de la connaissance, de la curiosité, du questionnement. Il critique au passage la version instrumentale actuelle de l'école qui tend à la réduire de plus en plus à ses impératifs économiques.

Il n'y a pas trop de pourfendeurs de l'ultralibéralisme et le monde a besoin de penseurs pour en débusquer les fausses évidences et les dégâts matériels et sociaux. À cet égard, l'ouvrage de Pauchant est le bienvenu. Sa démonstration est pertinente et nous rappelle qu'il faut lire patiemment les œuvres pour bien se les approprier. Bien que moins original que ne le laisseraient croire les annonces de l'auteur, le propos est intéressant et accessible dans ses grandes lignes.

Mais l'ouvrage comporte des problèmes importants, de plusieurs ordres, qui en rendent la lecture parfois agaçante. Le lecteur aura droit à certains lieux communs de la pensée systémique, érigée en norme contre le principe du « toute chose égale par ailleurs » et de la dite « fragmentation » qui n'ont certes pas leur place partout, mais qui, là où ils l'ont, ont rendu de grands services à la connaissance humaine... Il faut éviter de confondre approches du réel et qualité du travail intellectuel.

Un autre problème de taille est que la présentation de départ liquide en moins de deux pages au total le sort de Samuelson, de Hayek et de Friedman. Qu'on soit de leur école ou non (et ce n'est pas le cas de l'auteur des présentes lignes, c'est peu dire), on ne peut introduire de la sorte à des pensées classiques dans un ouvrage qui se veut, justement, anti-réductionniste. On se dit, en tentant d'être bon joueur, qu'il ne s'agit que d'une introduction et que la pensée de ces auteurs sera mieux située et mieux vulgarisée dans le développement de l'ouvrage. Ce n'est, malheureusement, pas le cas.

Pour terminer, quelques mots sur le projet politique de l'auteur, peu original et manquant singulièrement de tonus au regard de l'ampleur des problèmes auxquels nous sommes confrontés. En particulier, concernant l'éducation, il faut rappeler, sans désespérer, mais par souci de lucidité, que celle-ci repose sur les fondements culturels et matériels de la société dans laquelle elle prend place. Les institutions éducatives actuelles sont en train de liquider, avec enthousiasme et parfois avec arrogance, le peu qu'il reste de l'héritage humaniste que l'auteur défend. La pensée critique, pour ne prendre que cet exemple, fait déjà partie des programmes éducatifs et sert de mantra à ceux-là mêmes qui sont en train d'accomplir la version néolibérale de l'école. Cet usage contemporain de l'idée de « pensée critique » figure parmi les pires manipulations de l'autorité ultralibérale. Par ailleurs, des courants politiques aussi larges que « la gauche » débattent en leur sein même d'orientations, de sélection des problèmes, de grilles d'analyse, de solutions et du reste. Cela est absolument nécessaire, voire sain, ainsi que prévisible dans un monde qui est, comme l'auteur le répète abondamment, complexe.

1 Pauchant fait, au contraire, référence à une longue liste d'interventions de l'État préconisées par Smith, établie par un des mentors de Milton Friedman (Viner).

2 Une liste des protagonistes potentiels de ce projet est suggérée aux pages 157-158 : « les personnes ouvertes à l'économie du bien-être et du développement, l'approche des capacités, la pensée polyanienne, le nouveau keynésianisme, le pragmatisme, l'éthique de la complexité, l'économie écologique et positive, la gouvernance des communs, le commerce équitable, l'associationnisme et le coopératisme, l'innovation sociale, l'économie sociale et solidaire, l'entrepreneuriat social ou collectif et beaucoup d'autres. »

L'Action nationale Éditeur

Maxime Duchesne
Finances d'un Québec indépendant
préface de Bernard Landry



L'Action
NATIONALE
ÉDITEUR

Finances d'un Québec indépendant Maxime Duchesne

Cette étude vise à déterminer la viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant. Elle estime l'ensemble des revenus qu'un Québec indépendant percevrait et l'ensemble des charges additionnelles qu'il assumerait, en partant de l'hypothèse qu'il fournirait les mêmes services à ses citoyens que ceux présentement offerts sans devoir chercher de nouvelles sources de revenus. Il s'agit donc d'une analyse pro forma qui ne fait pas de choix budgétaires.

ISBN 978-2-89070-110-6

104 pages

action-nationale.qc.ca

LUTTER CONTRE LES VENTS CONTRAIRES

Simon Langlois

Professeur de sociologie, Université Laval

NICOLAS ZORN

LE 1 % LE PLUS RICHE. L'EXCEPTION QUÉBÉCOISE

Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2017, 202 pages

Voici un livre important non seulement pour l'étude de la société québécoise, mais aussi pour l'analyse des inégalités à l'échelle internationale, un sujet de préoccupation dans les pays développés. L'auteur explicite bien en effet la genèse de l'augmentation des inégalités et l'avènement d'une nouvelle aristocratie de l'argent – ce que certains nomment avec justesse la «nouvelle ploutocratie» – plus connue sous le vocable du «1 % le plus riche», qui inspire le titre de l'ouvrage. Nicolas Zorn montre qu'il est possible d'intervenir par un ensemble de mesures fiscales et institutionnelles afin de limiter l'augmentation de ces inégalités et, surtout, pour limiter la concentration excessive de la richesse aux mains des *happy fews* en haut de l'échelle sociale. L'exemple québécois (et dans une certaine mesure, l'exemple canadien) est une sorte d'expérience naturelle qui donne à voir que des solutions sont possibles afin de modérer (mais sans l'éliminer) la concentration des revenus et des ressources économiques vers le haut. Diverses références à d'autres pays (Japon, pays européens, USA) ajoutent du poids à l'analyse proposée qui permet de comprendre le phénomène à l'étude, mais aussi d'entrevoir des politiques afin d'en limiter la croissance, ce qui confère à cet ouvrage une portée universelle et non seulement une grande pertinence pour la sociographie québécoise.

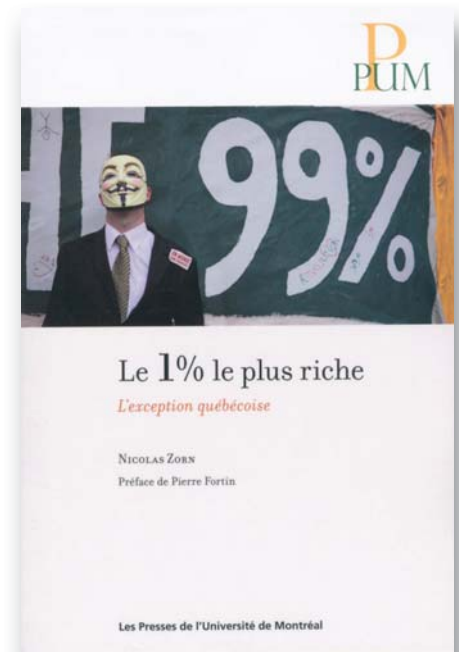
L'ouvrage documente et mesure la croissance des revenus au sein du percentile supérieur à partir des données québécoises disponibles. Celles-ci sont clairement présentées et l'on voit nettement quelle a été la hausse des revenus au sein de ce percentile et la part qu'ils représentent au sein de la société québécoise. Cette part s'est accrue dans les quinze dernières années, mais à un niveau moins élevé qu'aux États-Unis qui représentent sans doute un cas extrême dans les sociétés développées. Rappelons quelques chiffres : la part du 1 % s'est accrue en 40 ans à 10,4 % au Québec, alors qu'elle a été de 20 % aux USA, de 13 % en Allemagne, de 12-13 % en Ontario et en Alberta, mais de 9 % en France et de 6 % aux Pays-Bas. La croissance est notable, mais inégale selon les pays. L'ouvrage explique bien les raisons de cette augmentation, mais aussi les raisons des différences nationales.

Rappelons les causes des augmentations rapportées. La financiarisation des économies développées a créé des opportunités nouvelles qui ont alimenté la croissance des revenus des hauts salariés, comme on l'a vu avant la crise qui a éclaté en 2008. Mais c'est surtout la capacité accrue de certains groupes de dirigeants d'entreprises, de cadres supérieurs et d'autres personnes favorisées de contourner les règles (dites) normales du marché qui a contribué à leur donner une sorte de rente. Nicolas Zorn, Thomas Piketty et d'autres ont bien montré que les revenus du capital, plus encore que les revenus du travail salarié, ont joué un rôle déterminant dans ces hausses concentrées entre peu de mains.

Le modèle québécois a fait – et fait encore – ses preuves, mais il fait face à des limites et des nuages se pointent à l'horizon.

L'auteur parle d'un «schéma d'extraction et de création de rentes» (p. 119), ajoutant «qu'au lieu de créer de la richesse, [le 1 %] accaparerait celle créée par d'autres». Les hauts dirigeants des entreprises ont la capacité de fixer eux-mêmes leurs rémunérations en se comparant les uns aux autres sous prétexte d'attirer ou de retenir les meilleures compétences. D'autres groupes, comme les médecins québécois, ont réussi à négocier des hausses fort élevées de revenus tout en contrôlant l'accès à leurs professions. Le livre de Zorn explicite bien plusieurs autres facteurs à l'origine des hausses constatées, notamment le rôle de la mondialisation, les avancées de la technologie ou encore l'influence de la scolarisation. Mais son analyse va plus loin, car il réussit à expliquer pourquoi ces dernières ont été divergentes dans les pays comparables en examinant leurs institutions (normes gouvernementales, syndicalisme, etc.) et, surtout, la fiscalité.

Zorn reprend – et documente de manière précise – l'une des conclusions de Thomas Piketty dans son ouvrage le plus connu, *Le capital*. «Plus le taux marginal maximal d'imposition est élevé, moins il favorise la concentration des revenus vers le sommet» (p. 57). Il rapporte aussi les conclusions de différents analystes (Stiglitz, Lévy, Atkinson, etc.) qui ont bien documenté les raisons de cette concentration. Zorn montre comment le modèle institutionnel québécois a permis d'expliquer le phénomène relativement modéré de concentration des revenus vers le sommet.



Néanmoins, nous pouvons retenir que les institutions du marché du travail et le syndicalisme pourraient avoir tempéré la hausse des revenus du premier centile québécois, comme le prédit la littérature, alors que l'évolution récente de la gouvernance d'entreprise, la financiarisation de l'économie, l'impôt et les normes sociales pourraient l'avoir favorisé (p. 125).

Ces deux ensembles de facteurs sont bien documentés, non seulement dans ce livre, mais aussi dans d'autres analyses qui se sont multipliées ces dernières années. Si la situation québécoise paraît somme toute plus favorable sur le plan des inégalités, elle devra compter avec les facteurs qui vont contribuer à accentuer les différences de revenus dans les années à venir ainsi qu'à l'accroissement de la part dévolue au sommet de la hiérarchie. L'auteur en est conscient et il entrevoit clairement l'avènement de nuages sur le modèle québécois et ses limites dans un environnement mondialisé, d'un côté, mais aussi, ajouterons-nous, à la suite des mutations microsociologiques et macrosociologiques à l'œuvre dans notre société.

On ne pourra pas empêcher deux diplômés d'université – ou encore moins deux diplômés d'une faculté de médecine – de former un ménage à hauts revenus qui va se distancier des autres ménages. De même, les travailleurs non formés et non diplômés ne pourront plus, contrairement à leurs semblables des années 1950-1970, compter sur un marché du travail plus fermé et protégé par les syndicats pour leur assurer une part plus grande du fruit de leur travail, étant soumis notamment à la concurrence de faibles salaires dans les pays émergents.

Il existe au Québec un large consensus sur le maintien d'un régime fiscal redistributif et progressif et une certaine conscience sociale au sein de l'élite financière et du monde des affaires québécois, comme l'a montré la série de reportages faits par Bernard Derome sur les ondes de Radio-Canada auprès des riches nantis de

voir **Le 1 % le plus riche**

à la page 8



Le 1 % le plus riche

suite de la page 7

notre société. Mais cette adhésion au modèle québécois a des limites à ne pas dépasser et les citoyens doivent continuer à se référer à des normes d'équité et de justice sociale, afin d'en assurer la pérennité, comme le donnent à penser nos propres recherches récentes sur le sentiment de justice. La progressivité de l'impôt a des limites à respecter pour continuer à emporter l'assentiment d'une majorité. Par ailleurs, la mutation morphologique à l'œuvre dans la société québécoise est porteuse d'inégalités croissantes difficiles à contrer dans un régime démocratique. Il se peut qu'on évolue vers une société qui sera à la fois en mesure de procurer le nécessaire aux démunis, de redistribuer les revenus jusqu'à un certain point, d'assurer une meilleure égalité des chances devant les biens publics (éducation, santé, services) tout en observant un sommet de la hiérarchie sociale qui s'éloigne jusqu'à un certain point du reste de la société.

C'est ce cas de figure qui émerge dans les sociétés sociales démocrates comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou le Québec. L'important sera de maintenir un équilibre entre ces divers éléments essentiels à la cohésion sociale, afin d'éviter l'accentuation

des fractures sociales comme celles qui sont à l'œuvre aux États-Unis sous le gouvernement de Donald Trump. Le modèle québécois a fait – et fait encore – ses preuves, mais il fait face à des limites et des nuages se pointent à l'horizon.

L'ouvrage de Nicolas Zorn est éclairant sur les défis à venir. Je retiens qu'il est surtout porteur d'un message réaliste, mais aussi empreint d'un certain optimisme, pour le Québec. La critique souvent entendue «du démantèlement de l'État» est excessive, surtout si on compare notre situation à celle qui prévaut chez nos voisins du sud où cette expression est justifiée. Par exemple, le gouvernement Trump vient, au moment d'écrire ces lignes, de modifier radicalement le système des «food stamps», pénalisant des millions de personnes pauvres. Nous n'en sommes pas là au Québec. Le livre de Zorn envoie le message que l'adhésion à un modèle de société plus juste donne des fruits et va dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'une cohésion sociale. Il est important de le rappeler à ceux et celles qui paient des taxes et des impôts pour qu'ils n'aient pas l'impression que cela a peu d'effet, contrairement à ce que donne à penser une frange de la gauche radicale qui noircit la situation à dessein électoral. ♦



CATHERINE CHARRON

AUX MARGES DE L'EMPLOI. PARCOURS DE TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES QUÉBÉCOISES, 1950-2000

Montréal, Les Éditions du Remue-ménage, 2018, 262 pages

La main-d'œuvre féminine au Canada était formée en 1891 à 41 % de travailleuses domestiques; en 1981, elles ne sont plus que 3 %. Cette chute radicale selon les statistiques officielles, explique peut-être pourquoi le service domestique rémunéré chez des particuliers «disparaît du radar des historiens et historiennes du travail vers le milieu du XX^e siècle». Or, explique Catherine Charron, cette forme de travail perdure et ses pratiques «se diversifient et s'infiltrant dans de nouveaux espaces sociaux» (p. 64).

Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, la figure de la «servante» résidant en maison privée est devenue rarissime et elle a été remplacée par diverses aides familiales effectuant à domicile notamment de la garde d'enfants, des soins aux personnes âgées ou des travaux ménagers. C'est à ces travailleuses domestiques non résidentes qu'est consacré ce livre. L'ouvrage *Aux marges de l'emploi*, se base sur des récits de vie d'une trentaine de femmes de la région de Québec nées entre 1914 et 1958 qui permettent de saisir les transformations du travail domestique rémunéré entre les années 1950 et 2000.

Ce livre étant tiré de la thèse de doctorat en histoire de l'auteure, le premier chapitre est consacré à la méthodologie de l'enquête ainsi qu'aux questionnements théoriques de l'auteure. On y trouve un bilan historiographique ainsi qu'une intéressante recension des approches théoriques féministes sur le travail domestique, champ de recherches particulièrement fécond depuis les années 1980.

Le deuxième chapitre trace un portrait socio-historique du travail des femmes et de l'évolution du travail domestique depuis l'après-guerre dans le contexte de la transition vers une économie de services et de la généralisation du travail des mères. Alors qu'au sein des familles, ce sont surtout les mères, et à un moindre degré les pères, qui continuent d'exercer gratuitement de multiples fonctions domestiques, les pratiques de ce travail, lorsqu'il est rémunéré, se diversifient. Émergent des emplois d'auxiliaires ou d'aides familiales dans le secteur communautaire, dans les réseaux de la santé et des services sociaux, dans des entreprises privées de services ou d'économie sociale. Ce travail peut être fait au noir, s'inscrire dans l'économie informelle ou encore dans l'économie formelle. Cette recherche cible le travail rémunéré réalisé dans un lieu privé et fait d'activités associées à celles qui sont autrement réalisées gratuitement par des femmes dans les familles telles l'entretien ménager et le soin des personnes. Dans cette étude, se profile «la prégnance des logiques non marchandes et/ou non économiques dans les transformations du service domestique au cours des dernières décennies au Québec» (p. 23).

Pour cerner ces mutations, Catherine Charron a donné la parole à celles qui ont exercé ce travail. Au chapitre trois, à partir de récits de vie,

elle en explore les ancrages familiaux et les assignations sociales: on est domestique de mère en fille, on en fait son premier travail pour aider une sœur qui vient d'accoucher, une tante ou une voisine qui en a besoin et c'est souvent la mère qui dirige sa fille vers ce travail. Les femmes interviewées ont presque toutes été gardiennes ou aides familiales pour des membres de leur famille (p. 113). Ce travail effectué dans leur jeunesse est vu, la plupart du temps, comme un devoir par les femmes de l'enquête nées avant la guerre. Pour celles qui sont nées après 1940, la notion d'entraide est présente, mais certaines le voient plutôt comme une exploitation par la famille. Pour d'autres, un lien s'est forgé entre le travail domestique et le travail communautaire: ainsi, des prestataires de l'aide sociale ont été inscrites à des programmes d'employabilité en milieu communautaire, certaines ont fait du bénévolat auprès d'organismes qui les avaient aidées en période difficile et, de là, elles ont pu obtenir des contrats de travail domestique.

Au 4^e chapitre l'auteure examine l'exclusion et le refoulement vers le travail domestique qui marque le parcours de ces femmes qui n'ont pas réussi à s'insérer durablement en emploi bien qu'elles aient, pour un grand nombre, occupé à un moment ou à un autre un emploi autre que domestique. La moitié des femmes de l'échantillon ont eu recours à l'aide sociale et, pour toutes, cette expérience a été humiliante: «J'aime mieux faire du ménage que de me retrouver sur l'aide sociale» dit l'une d'elles (p. 131). Le 5^e chapitre intitulé «Entre service et servitude» explore ce qui, dans les faits, distingue le service à domicile de la condition de «servante». À propos de la professionnalisation de laquelle découlerait une amélioration des conditions de travail et du statut social des travailleuses, elle souligne que ces efforts ont «laissé intact le rapport de sujétion personnelle sur lequel a toujours reposé le système du service domestique» qu'il s'agisse de la servante d'il y a cent ans ou de la travailleuse domestique de l'an 2000 (p. 163).

Comme le corpus de cette étude est limitée géographiquement à la région de Québec, Charron précise d'emblée, qu'aucune des femmes interrogées n'est issue de l'immigration. Malgré cela, en vertu de l'assignation collective des femmes au travail domestique, les analyses et les constats de cet ouvrage peuvent contribuer à l'étude de la situation des femmes issues de l'immigration qui composent, dans d'autres régions ainsi qu'à Montréal, une partie significative des travailleuses domestiques et des travailleuses au bas de l'échelle.

Enfin, cet ouvrage est une invitation à repenser les frontières entre l'économie marchande et l'économie domestique ainsi que les concepts de sphère privée et de sphère publique.

Marie Lavigne
Historienne

UN APPEL À LA DÉMONDIALISATION

Jenny Langevin
Blogueuse

SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY
**DESPOTISME SANS
FRONTIÈRES. LES RAVAGES DU
NOUVEAU LIBRE-ÉCHANGE**
Montréal, VLB éditeur, 2018, 132 pages

Les sociétés modernes vivent, depuis la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques, une époque de grands bouleversements. La tension politique du monde, autrefois potentialisée entre deux pôles – le bloc soviétique et l'empire américain – ne sait plus, aujourd'hui, où donner de la tête. Certains parlent de l'établissement d'un nouvel ordre mondial. D'autres, comme Francis Fukuyama, évoquent littéralement la fin de l'histoire. Plusieurs penseurs, chercheurs et intellectuels cherchent à nommer l'époque que nous vivons, à en décrire les caractéristiques principales. La victoire absolue du capitalisme libéral donne à beaucoup d'immenses espoirs. Des utopies censées nous rapprocher d'un monde pacifié après des millénaires de violence et d'exercice arbitraire du pouvoir voient le jour. Quand les Hommes vivront d'amour, seront citoyens du monde, parleront espéranto ou globish, seront davantage préoccupés par l'ouverture d'un Apple Store près de chez eux que par le politique, il n'y aura plus de misère, chante-t-on.

Ce refrain, entonné à gauche comme à droite, n'est pas celui du jeune essayiste, chroniqueur et doctorant québécois Simon-Pierre Savard-Tremblay. Ce dernier, dans son plus récent essai intitulé *Despotisme sans frontières*, tient un tout autre propos. Selon lui, l'heure n'est ni à la fête ni au retour à un monde pré-adamique. Au contraire. Les 132 pages de son nouvel ouvrage démontrent avec vigueur que, paradoxalement, l'heure est à la dépossession des hommes. Dépossession de leur nation, de leur histoire, de leurs racines. Dépossession de leur citoyenneté. Dépossession des limites qui organisaient leur monde et rendaient possibles leurs communautés. La grande fête à laquelle nous sommes sans cesse conviés aujourd'hui serait donc semblable à cet épisode troublant de l'histoire française où, en 1518, n'ayant plus rien pour eux tant la misère était grande, des centaines de Strasbourgeois furent victimes d'une «épidémie dansante» et se trémoussèrent nuit et jour jusqu'à en mourir.

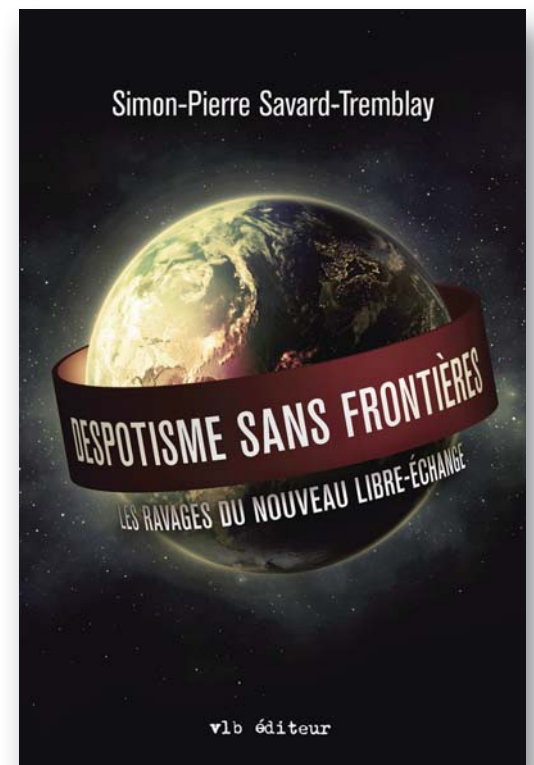
Savard-Tremblay nous met en garde: la grande danse à laquelle nous sommes invités à participer chaque jour par les élites mondialisées est plus funeste qu'elle n'y paraît. Sa démonstration est systématique et convain-

cante. Elle est celle d'un analyste au regard lucide. SPST concentre en effet ses forces là où il le faut. On sent, dans son style, l'influence incontestable de l'université et de ses exigences méthodologiques et stylistiques. En ce sens, son essai ne se lit pas comme un roman. Il démontre et démonte. Certains citoyens, peu familiers avec ce genre plus sérieux et froid, trouveront son écrit moins accessible. Voilà une critique que j'adresserai à l'auteur suite à ma lecture de son livre, car on souhaiterait que des propos aussi pertinents soient lus par le plus grand nombre.

Savard-Tremblay propose pas moins de cinq pages d'exemples de compagnies transnationales ayant réussi ou étant sur le point de réussir à extorquer des millions et des millions de dollars à des États après les avoir poursuivis grâce aux «mécanismes de règlement des différends investisseurs-États» présents systématiquement dans les ententes de libre-échange.

Ma remarque est cependant fort légère. Elle porte en effet sur la forme et non sur le fond des propos tenus dans *Despotisme sans frontières*, car sur ce fond, je n'ai rien à redire. La thèse de SPST est claire comme un ciel de juillet: le néolibéralisme dépossède les citoyens. Le politique ne disparaît pas, l'exercice d'un pouvoir arbitraire non plus: tout cela ne fait que passer des mains du peuple aux mains de cette élite mondialisée que Simon-Pierre Savard-Tremblay nommait, dans son essai précédent (*L'État-succursale*), *overclass*. Le pouvoir migre du peuple souverain vers les experts de la finance. C'est «la mise sous tutelle de l'État» (p. 37) au profit des impératifs de l'idéologie libre-échangiste. C'est «le pouvoir de l'investisseur contre la démocratie» (p. 49).

Les preuves apportées par l'auteur pour étayer son propos sont nombreuses et troublantes. Les gouvernements élus démocratiquement représentent au premier chef, même si cette représentation est imparfaite, les désirs et les intérêts des citoyens. Or, Savard-Tremblay propose pas moins de cinq pages d'exemples de compagnies transnationales ayant réussi ou étant sur le point de réussir à extorquer des millions et des millions de dollars à des États après les avoir poursuivis grâce aux «mécanismes de règlement des différends investisseurs-États» présents systématiquement dans les ententes de libre-



échange. Le crime de ces gouvernements? Avoir voulu mettre une limite à l'exploitation de leur territoire et de leurs citoyens par ces compagnies. Avoir voulu, au nom du bien commun, appuyer sur la pédale de frein du bolide libre-échangiste. L'auteur note: «[c]e mécanisme dit "investisseur-État" est à sens unique: l'État est toujours défenseur, et la multinationale, toujours demanderesse» (p. 59).

Simon-Pierre Savard-Tremblay démontre aussi combien les cultures qui composent notre monde risquent d'être les prochaines victimes du néolibéralisme. La forme que prend le tourisme le montre bien. Voyager, pour beaucoup, consiste à aller visiter des musées interactifs ressemblant à s'y méprendre à d'autres musées interactifs situés des milliers de kilomètres plus loin, à manger chez McDonald à Berlin en se prenant en *selfie*, à s'acheter des lunettes O'Neil à Paris, à boire un café Starbuck à Amsterdam et à aller voir Lady Gaga en concert sur l'Acropole. Sous prétexte de démocratiser la culture, «le capitalisme s'est chargé de [la] transformer en produit de consommation de masse. [...] Les cultures nationales ne sont pas nécessairement détruites par la mondialisation. Elles sont plutôt intégrées à une "culture globale" marchandisée façonnée selon les standards américains. Il s'agit, en somme, d'une incorporation totale de la culture à l'ordre économique.» (p. 72)

Or, que sont les Hommes lorsqu'ils sont dépossédés de leur culture et de leur patrie, sans possibilité d'imposer des limites à Béhémot-capital? Ni plus ni moins que des sauvages. Parés de tous les atours de la civilisation – gadgets électroniques, vêtements griffés, voitures récentes – ils n'en seront pas moins réduits à l'état de sauvages, car soumis aux impératifs du marché, c'est-à-dire à la concurrence de tous contre tous. «Tout est

Despotisme

suite de la page 9



aujourd'hui soumis au test de la rentabilité, même les enfants, note SPST: des scientifiques du King's College affirment avoir mis sur pied un test capable d'évaluer les bambins, dès l'âge de 3 ans, afin de savoir s'ils seront plus tard des fardeaux pour la société et intervenir en amont» (p. 73). On n'est plus loin du moment où on proposera l'avortement aux femmes portant un fœtus qui sera identifié comme un futur fardeau pour la société. Il y a de quoi, en effet, frémir d'effroi devant de telles velléités eugénistes.

Si on a accusé les nazis – à raison – d'avoir déshumanisé des pans entiers de la population, il devient urgent de nous rendre compte que la déshumanisation est aussi l'apanage de l'idéologie du libre-échange néolibéral. Ça n'est pas parce que cette déshumanisation est adoucie par le confort matériel qu'elle est moins menaçante et dangereuse que celle dont on accuse les anciens régimes fascistes et nationaux-socialistes des années 30 et 40. Peut-être est-ce même le contraire, vu qu'elle est parfaitement inclusive, ne laisse personne de côté (tous sont et seront déshumanisés), et considérant le fait qu'on y consent finalement globalement, sourire aux lèvres, avec ce funeste enthousiasme propre aux individus sous hypnose.

Oui, j'ose le dire, on y consent globalement sans être capable d'y opposer une résistance significative et efficace. Voilà un léger désaccord que j'exprimerai face aux propos de l'auteur. Simon-Pierre Savard-Tremblay mentionne que le système craque de toute part. Les exemples évoqués sont justes. Mais ceux-ci – l'élection de Trump en 2016, le Brexit, les populismes en Europe, le souverainisme porté par le Front national en France en 2017 – n'ont donné, jusqu'ici, aucun résultat concret dans la mise par terre du nouvel ordre mondial. Menés par des leaders mal préparés dans le

cas du Brexit, par un homme incohérent dans celui des élections américaines de 2016, mâtés par des furies libérales effarouchées dans le cas des élections françaises de 2017, les mouvements de fond identifiés par l'auteur, s'ils existent en effet et témoignent d'un malaise populaire indéniable, montrent plutôt le fait que la dépossession des peuples semble consommée chaque jour un peu plus. Les peuples se réveillent. Mais à force d'échouer à faire craquer réellement le système qui les oppresse, ces derniers risquent d'autant

plus d'accepter de se faire endormir entourés de iPhone et de réfrigérateurs intelligents. Le Brexit, Trump, les populismes en Europe et le souverainisme du FN montrent toutefois qu'il y a un potentiel encore en dormance au sein des peuples. Il faut impérativement l'exploiter. Je partage cette opinion exprimée par Savard-Tremblay.

Simon-Pierre Savard-Tremblay ne nous laisse pas sans évoquer une piste qui, selon lui, pourrait sauver le politique et la démocratie. «La réponse réside [...] dans la démondialisation,

croit-il, emballant projet d'agencement entre la restitution des souverainetés nationales et un internationalisme intelligent» (p. 116). Mais est-ce vraiment par manque d'un projet que les mouvements politiques censés redonner le pouvoir au peuple échouent ou ne compte que d'incertaines victoires? Dans certains cas, peut-être. L'ordre libéral a cependant besoin, il me semble, de bien davantage qu'un projet pour être renversé ou même seulement modéré. C'est d'une plus grande force de frappe, de leaders inspirés et accessibles, après dans la lutte dont les peuples ont besoin pour que ce projet de reconquête de leur pouvoir advienne. Cela, l'auteur aurait peut-être dû le mentionner avec plus d'insistance. On ne lui en voudra cependant pas, car sur l'essentiel, Simon-Pierre Savard-Tremblay a raison. Son livre mérite assurément une lecture attentive et devra être lu, discuté et analysé par le plus grand nombre de gens possible. ♦

L'Action nationale Éditeur

Mémoires d'un enfant
de la Révolution tranquille
Denis Monière



L'Action
NATIONALE

Mémoires d'un enfant de la Révolution tranquille

Denis Monière

D'entrée de jeu, je n'hésite pas à me définir comme un enfant de la Révolution tranquille parce que j'ai été formé durant ces années d'effervescence et que j'ai bénéficié des réformes politiques initiées par le gouvernement libéral de 1960 à 1966. J'ai connu l'avant et l'après. J'ai été immergé dans le système de valeurs préconisé par un catholicisme fervent. J'ai vu les effets matériels de la prospérité économique et les conséquences des transformations sociales qui ont suivi l'industrialisation du Québec de l'après-guerre et qui, en dix ans, ont bouleversé le mode de vie, les valeurs et les comportements des Québécois.

ISBN 978-2-89070-024-6

224 pages

action-nationale.qc.ca

IMAGINER LA NATION

Martin David-Blais
Université Saint Paul, Ottawa

ANNE LEGARÉ
**LE QUÉBEC, UNE NATION
IMAGINAIRE**
Montréal, Presses de l'Université de
Montréal, 2018, 201 pages

Ce livre, qui était au départ un assemblage d'articles universitaires, est finalement devenu un appel aux souverainistes québécois pour qu'ils redoublent d'efforts et qu'ils réfléchissent sérieusement à leur projet de société. L'ouvrage traite de nation, d'indépendance et d'imaginaire, mais, disons-le tout de go, le titre du livre ne rend probablement pas justice au contenu, car, au premier coup d'œil, il donne à penser que, selon l'auteure, le Québec en tant que nation est une vue de l'esprit chimérique, ce qui n'est aucunement le cas. Il est question d'une collectivité nationale appelée à projeter en pensée son déploiement pour ensuite s'affirmer comme sujet historique. Cette grande question est abordée en trois problématiques distinctes.

La première concerne le fait que le Québec demeure au sein de la fédération canadienne et que, bien qu'il soit une nation, on lui attribue le statut de région. Pour Legaré, on ne doit pas s'y tromper: le Québec ne saurait penser réaliser son déploiement national au sein du Canada. En fait, cette situation qui a trop perduré a de profonds effets débilissants. D'abord, parce que le Québec se trouve sous l'emprise d'un État central qui agit à sa guise et selon une logique propre qui n'a rien à voir avec le désir de réalisation collective des Québécois en tant que nation. Ensuite, parce que la situation présente et le statut de région émusent leur volonté d'affirmation et leur élan à vouloir devenir un véritable sujet collectif.

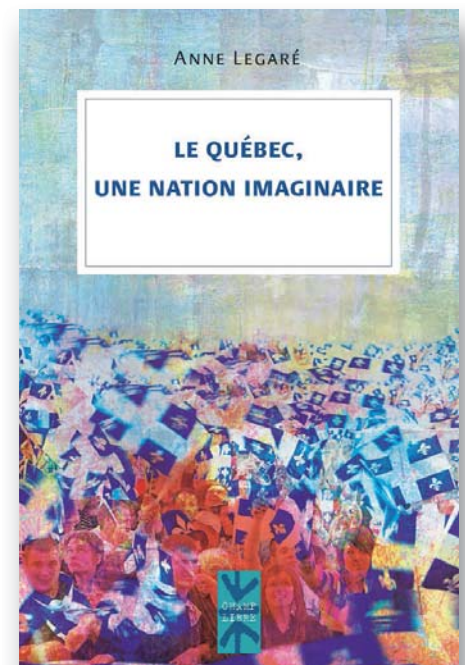
La seconde problématique porte sur la nature du projet d'être ensemble que les souverainistes pourraient proposer. Le propos consiste alors en un appel lancé à ces derniers pour qu'ils résistent à la tentation d'adopter une définition essentialiste et réificatrice de la nation; dans la foulée, l'auteure leur demande d'opter plutôt pour une conception non fixiste, respectueuse des libertés individuelles et ouverte aux différences de tout ordre. Cette seconde partie du livre est, ma foi, une variation sur l'opposition classique entre la «nation ethnique» et la «nation civique» et l'auteure prend résolument parti pour la conception dite civique, s'opposant ainsi aux tentatives pour ramener le nationalisme québécois dans le giron d'un conservatisme étroit et passéiste.

La troisième problématique concerne le Québec sur la scène internationale. Il s'agit cette fois d'une invitation à réfléchir sur l'action et la voix du Québec dans le monde contemporain et à bien prendre la mesure de tous les enjeux que son déploiement suscitera. L'auteure aborde en succession la délicate question de la reconnaissance de la souveraineté, la nécessité du réalisme politique pour ce qui concerne l'action des grandes puissances occidentales à son endroit, la complexe question de l'américanité et les écueils qu'elle recèle ainsi que l'éternelle ambition de la francophonie.

**Anne Legaré exhorte les dirigeants
du Parti québécois à abandonner
leurs habitudes électoralistes, car
en se contentant de proposer un
bon gouvernement, on n'a de cesse
de remettre à plus tard la tâche de
penser le projet d'un
Québec souverain.**

Le livre est, on l'a dit, un assemblage d'articles universitaires. D'ordinaire, les collages de ce type sont assez insipides; cette fois au contraire, le résultat, bien qu'inégal, s'avère réussi. Le thème général, la nécessité de réfléchir à la souveraineté en termes de projet, est développé avec cohérence. D'une part, l'auteure en appelle aux Québécois pour qu'ils continuent à vouloir se déployer comme nation, c'est-à-dire en tant qu'entité collective dotée d'une voix propre et d'un désir de se poser en sujet. D'autre part, elle propose aux souverainistes de placer l'imaginaire au cœur de la démarche collective, de sorte que toutes et tous se mettent à la tâche de projeter, d'imaginer le Québec devant être institué. L'ouvrage est plutôt réussi, ai-je dit, mais on sent bien néanmoins, à la lecture, le poids des textes passés, ce qui réduit la force du livre. Je pense notamment à la troisième partie. Il était logique que l'on parle du déploiement du Québec dans le monde et la communauté des nations, surtout à l'ère de la mondialisation accélérée; toutefois, plusieurs pages ont l'allure de fragments accumulés dans des tiroirs.

Beaucoup plus forte est la première partie consacrée aux conséquences du statu quo. La thèse de Legaré est que si le Québec reste au sein de la fédération canadienne, les conséquences en seront très importantes. Le déploiement national sur le terrain des institutions sera sans cesse bloqué et on observera un affaiblissement croissant



de la volonté collective. Cet avertissement procède d'une conception passablement structuraliste des choses (ce qui n'est pas péjoratif dans mon esprit): les structures institutionnelles ont un impact lourd sur les sociétés, sur les individus qui les composent ainsi que sur les consciences et les comportements. Le Canada actuel consiste en un ensemble structural fortement asymétrique, lequel est dominé par un État fédéral fort qui, conformément à sa logique fonctionnelle fondamentale, traite le Québec en région subordonnée. Pour l'auteure, on ne saurait nourrir l'espoir qu'il pourrait en être autrement. L'articulation entre réalité structurale et émoussement de la volonté d'agir tient pour beaucoup à un phénomène dit «d'habitus» (concept bourdieusien bien connu): cela consiste en une intériorisation par les individus des asymétries structurales et il s'ensuit une légitimation progressive du statu quo. Traduit en diagnostic politique, le propos revient au constat d'un effet d'accumulation: à force de vivre dans le cadre institutionnel de la région et à force de se faire traiter comme tel, les Québécois tendent à trouver tout cela de plus en plus normal et légitime, ce qui à terme rendra la mobilisation pour la souveraineté d'autant plus difficile.

Le fait que l'ouvrage soit un assemblage de textes un peu anciens a passablement d'impact dans la seconde partie (la nature du projet d'être ensemble) qui est pourtant la plus importante. Le propos fait beaucoup de place aux considérations philosophiques et prend par moments des allures un peu hégéliennes, ce qui n'est pas forcément une stratégie argumentative efficace en contexte politique. Par contre, Anne Legaré a, il y a peu, publié dans *Le Devoir* («Le PQ doit sortir de l'électoralisme», 17 janvier 2018), un court texte d'opinion dans lequel elle condense l'essentiel de son point de vue, et le résultat me semble bien plus probant. On me permettra de m'y référer un moment.

voir Nation imaginaire

à la page 12

suite de la page 11

Dans ce texte, Anne Legaré exhorte les dirigeants du Parti québécois à abandonner leurs habitudes électoralistes, car en se contentant de proposer un bon gouvernement, on n'a de cesse de remettre à plus tard la tâche de penser le projet d'un Québec souverain. Elle les exhorte en outre à ne pas fleureter avec le point de vue nationaliste conservateur qui chercherait à définir le projet national autour d'une conception fixiste et passéiste de la nation. Elle propose d'opter au contraire pour une démarche volontaire (opposée à l'attentisme et au défaitisme), « ouverte » et axée sur l'idée d'imaginaire. Par ouverture, on entend non seulement le refus de fixer ce que serait l'essence de la nation, mais aussi de s'abstenir de prédéterminer ce dont sera fait l'espace politique que deviendra le Québec souverain. Pareille démarche commande d'adopter une posture inclusiviste et de procéder à des alliances avec de très nombreuses composantes de la société. Elle exige au surplus d'inviter toutes les parties prenantes à projeter le Québec, étape essentielle pour faire jaillir un Québec sujet. Voilà un point de vue qui me semble bien trop optimiste et passablement cousu de fil blanc au regard de ce qui se passe en ce moment au sein du mouvement souverainiste; il reste que le positionnement est clairement formulé et que l'argumentaire peut se traduire en une action politique concrète. À savoir: une action fondée sur une stratégie faite de discussion multilatérale et d'alliances multiples. Lorsque l'on retourne au livre, on trouve sensiblement le même propos, mais il est coulé cette fois dans une discussion cadrée autour de l'opposition classique entre nation « ethnique » et « civique » et où abondent les formulations philosophiques et les références à la philosophie de l'histoire.

Je ne cache pas que j'ai pris un réel plaisir intellectuel à lire cette seconde section du livre tout en éprouvant une perplexité pour ce qui concerne l'efficacité politique du point de vue exprimé.

Entre autres questions, je me suis interrogé sur les possibilités d'alliances. Comment unifier les diverses mouvances nationalistes si, d'entrée de jeu, on déclare passéistes et moralement contestables les versions du nationalisme faisant grand cas de l'identité et revendiquant une certaine définition de la nation? Dans le même ordre d'idées, je me suis demandé jusqu'à quel point il est judicieux de tabler sur l'idée de projet ouvert, une démarche incrémentale à laquelle souscriraient de nombreux acteurs sociaux. Ayant en mémoire les efforts de rapprochement déployés par Jean-François Lisée vers Québec solidaire, il me semble que le jeu politique, peu importe l'arène, peu importe l'enjeu, se mène presque toujours en termes de contrôle et d'intérêt, ce qui rend les résultats absolument contingents. Autre objet de perplexité: comment une telle vision, qui décline l'idée de projet en des termes si abstraits, peut-elle produire un discours politique efficace? Comment en faire une base de mobilisation alors que les considérations d'intérêt et d'identité sont subsumées en un discours formulé en termes d'universalité et d'ouverture radicale aux possibles? Dans le même ordre d'idées, comment un tel discours pourrait-il résister aux attaques des adversaires alors que l'on sait bien que le jeu politique carbure aux procès d'intention et aux représentations complètement réductrices de l'autre? Dit autrement, je me demande comment on pourrait faire entendre que l'on parle d'ouverture et d'universalisme à des adversaires – inconscients de leur propre nationalisme et leurs propres biais – pour qui tout nationalisme rime nécessairement avec exclusion et repli. ❖

Céline Saint-Pierre

LA PREMIÈRE RÉVOLUTION TRANQUILLE

Syndicalisme catholique et unions internationales dans le Québec de l'entre-deux-guerres



CÉLINE SAINT-PIERRE

LA PREMIÈRE RÉVOLUTION TRANQUILLE. SYNDICALISME CATHOLIQUE ET UNIONS INTERNATIONALES DANS LE QUÉBEC DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Montréal, Del Busso éditeur, 2017, 232 pages

Comme il est écrit en quatrième de couverture, c'est Fernand Dumont qui, le premier, a vu dans les années 1930 l'époque d'une première Révolution tranquille. Ce jugement est désormais bien partagé. Dans son *Histoire sociale des idées au Québec*, Yvan Lamonde, par exemple, a contribué à diffuser une telle lecture de cette décennie riche de transformations et d'espoirs collectifs, malgré la crise. En pointant le faisceau sur les organisations syndicales, Céline Saint-Pierre veut faire voir leur rôle non seulement dans l'organisation des travailleurs, mais sur la scène politique; elle montre aussi l'exceptionnelle activité qui a eu cours en cette décennie dans le domaine de la législation du travail.

Dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Céline Saint-Pierre étudie ce qu'elle pose comme « un duel idéologique des plus significatifs entre des forces sociales anciennes et nouvelles » au sein même du mouvement syndical. D'un côté, l'auteure identifie le syndicalisme catholique, par lequel l'Église cherche à conserver son pouvoir idéologique et moral sur les ouvriers canadiens-français, et notamment à empêcher l'intrusion du communisme au Québec. L'Église trouve appui ici sur le groupe d'intellectuels qui bâtissent le Programme de restauration sociale en 1933, dans lequel une troisième voie est prônée entre capitalisme libéral et communisme. Elle dispose aussi d'une alliée objective dans la petite bourgeoisie canadienne-française qui s'inquiète à la fois du contrôle grandissant de l'économie québécoise par les multinationales américaines et d'une régulation étatique plus ferme. Bref, tout en plaçant la question sociale au cœur de leurs préoccupations, les élites canadiennes-françaises appartenant à plusieurs groupes sociaux lisent celle-ci en la reliant à la question nationale. En face, les syndicats internationaux (américains) affiliés au Congrès des métiers et du travail du Canada s'opposent à l'intervention de l'État dans les relations de travail et à la confessionnalité des syndicats. Le conflit entre les idéologies des deux grandes familles syndicales se cristallise entre autres autour de la Loi relative à l'extension juridique adoptée en 1934, qui s'inspire du cor-

poratisme social. À l'aide principalement des journaux syndicaux et de la presse à grand tirage de l'époque, ainsi que d'un cadre d'analyse inspiré par la sociologie d'Alain Touraine, Céline Saint-Pierre analyse les prises de position des ancêtres de la CSN et de la FTQ non seulement sur les enjeux propres aux ouvriers, mais plus globalement sur ceux concernant la société québécoise tout entière.

Sa conclusion est qu'on ne peut accuser l'Église, la petite bourgeoisie canadienne-française et le syndicalisme catholique de repli sur soi dans ces années. Plutôt, il y a eu de la part de tous, par les moyens disponibles, résistance contre la dépossession économique des Québécois. Par ses combats contre la centrale catholique, le syndicalisme international s'est au contraire constitué en allié objectif des multinationales américaines. Le fait de n'avoir pas été soutenue par l'Union nationale après son accession au pouvoir en 1936 a aussi rendu l'implantation du corporatisme social impossible à une échelle significative et a fait du premier ministre Maurice Duplessis un adversaire du projet nationaliste de reconquête économique et de la doctrine sociale de l'Église, ce qui se manifestera avec éclat des années plus tard lors de la célèbre grève de l'amiante. La division des ouvriers canadiens-français entre syndicats catholiques et internationaux a compromis tant les conquêtes syndicales que les conquêtes nationales, et ce, jusqu'au début des années 1960.

Bien que les résultats de ce travail ne bouleversent pas les interprétations développées au cours des dernières années sur cette décennie importante des années 1930, le livre de Céline Saint-Pierre rappelle utilement aux lecteurs d'aujourd'hui que lorsqu'ils sont désunis, les Québécois ne peuvent espérer ni gain social ni gain national.

Lucia Ferretti

Chef de pupitre, histoire et culture

IMAGINER ANDRÉ LAURENDEAU HEUREUX COMME SISYPHE

Yvan Lamonde
Historien

VALÉRIE LAPOINTE-GAGNON
**PANSER LE CANADA. UNE
HISTOIRE INTELLECTUELLE
DE LA COMMISSION
LAURENDEAU-DUNTON**
Montréal, Boréal, 2018, 413 pages

De 1932 à 1962, André Laurendeau aura été l'acteur et l'observateur le plus perspicace du milieu intellectuel et politique canadien-français et québécois : penseur des Jeune-Canada (1932), confronté à une perte de foi religieuse et nationaliste en France de 1935 à 1937, directeur de *L'Action nationale* (1937-1946 et 1948-1954), chef provincial du Bloc populaire canadien (1944-1948), rédacteur en chef du *Devoir* à compter de 1948, lecteur critique de l'aventure de *Cité libre* en 1950, critique de la montée de l'indépendantisme et des positions de Pierre Bourgault en 1961, il est celui qui dans *Le Devoir* du 20 janvier 1962 avoue son profond besoin de savoir si son fédéralisme et le fédéralisme canadien peuvent avoir la substance qui permettrait de faire face au «séparatisme». À vrai dire, il porte la question depuis 1932 : Jeune-Canada ou Jeune-Québec ? Diplômé de profession et tenant d'un fédéralisme décentralisé, Lester B. Pearson consent à la commission demandée par Laurendeau et celle-ci, coprésidée par Laurendeau et Davidson Dunton, recteur de l'Université Carleton d'Ottawa, se met en branle en juillet 1963 et dure huit ans, jusqu'en mars 1971. L'appellation de la commission – Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme – est son programme, et Valérie Lapointe-Gagnon (VLG) le donne à comprendre, sa perte.

Cette remarquable étude fait la preuve que l'histoire intellectuelle est d'une efficacité sans pareil en identifiant les idées à comprendre et en expliquant les tenants et aboutissants. Une telle approche est comme une obligation à aller à l'essentiel. Foin alors de l'histoire où l'on croyait expliquer en enfilant des dates, des noms propres et des noms d'institutions sur un axe de progrès assuré.

Avec pertinence, l'auteure développe l'idée de «kairos», de moment opportun que des penseurs grecs ont aussi appliquée à la médecine pour faire comprendre que le moment même de la prescription est tout aussi crucial que le remède prescrit. Cette mise en scène narrative donne toute sa gravité au «moment Laurendeau-Dunton» sans dramatiser à outrance. VLG

a traversé les dossiers de santé politique du Canada durant ces huit années de commission : archives systématiques de la Commission et des commissaires, journaux personnels, mémoires et études spécifiques (Laurendeau, Frank Scott, Gertrude Laing, Jean-Louis Gagnon, Léon Dion), correspondance des protagonistes ; elle a scruté les procès-verbaux des 83 rencontres des commissaires, les 409 mémoires soumis, les 178 études commandées à 78 chercheurs du «meilleur séminaire de recherche permanent en sciences humaines» jamais organisé. Une analyse serrée, qui respire bien, permet au lecteur de voir clair dans les crises récurrentes de la pathologie canadienne. L'écriture de l'analyse du cas est vibrante et sans concession à quelque relâchement ou paresse analytique. De l'athlétisme analytique.

**On demandait aux Canadiens qui
n'avaient pas vraiment compris le
Canada français de comprendre
un Québec qui ne comprenait
pas nécessairement lui-même les
changements qu'il avait connus en
accéléré depuis dix ans.**

Mais surtout, l'analyse fait voir au fil du texte que et comment les dés étaient politiquement pipés. La commissaire Gertrude Laing écrira au terme de l'exercice : «*By our composition and in our debates, we were re-living the whole Canadian experience, and if in the end we agonized to the point of deep distress to find an accommodation, it was because we truly represented the basic dilemma of Canada*» (p. 289).

La commission avait été amorcée sur une «idée-force» de Laurendeau, «l'égalité entre les deux peuples fondateurs» de la Confédération canadienne, ce qu'on traduisit malhabilement dans le mandat par «founding races», puis qu'on corrigea par «equal partnership». «Deux» mena à dualité à dualisme.

Une revue de presse des premiers mois de travail de la commission pointa du doigt l'absence d'économistes et de «vétérans», observait qu'avec la meilleure volonté, le Canada «cannot solve Quebec's problems» alors que plus tard dans l'Ouest on estimait que si les Ukrainiens avaient accepté de perdre leur langue, les Canadiens français devaient faire de même. On demandait aux Canadiens qui n'avaient pas vraiment compris le Canada français de comprendre un Québec qui ne comprenait pas nécessaire-



ment lui-même les changements qu'il avait connus en accéléré depuis dix ans.

La commission se donna un premier signe de ses difficultés lorsqu'achoppa la définition du terme «biculturalisme» (p. 162-166), le «bi» portant l'exigence des «deux peuples fondateurs». Les tensions devinrent manifestes et lancinantes – Laurendeau, Lacoste, Laing, Dion vs Scott, Cormier, Rudnyckij – lorsqu'il fallut discuter de la forme du régime politique du biculturalisme, «redéfinir le fédéralisme canadien pour donner au Québec la plus grande mesure de souveraineté possible, sans toutefois porter atteinte à l'existence même du Canada en tant qu'État fédéral» (Marc Brière, p. 353). La question du «statut particulier» du Québec dans la Confédération fut un «kairos» pour la commission, son point de bascule. Ce qui était «exigence première» pour Laurendeau devint le sujet d'un «dialogue de sourds» (p. 283) et selon VLG la possibilité d'une entente mourut au feuillet de la 47^e réunion de septembre 1966. On comprend que lorsque les choses deviennent sérieuses – la politique, le pouvoir, la Constitution –, le culturel montre son visage de concession maximale. La dualité culturelle, à la rigueur ; la dualité politique, jamais. Autre «kairos», à propos cette fois du médicament lui-même : face à l'asymétrie impossible pour Scott et ceux qu'il représente au Canada, ne reste pour le Québec que la distinction «culturelle» ou bien un choix politique, l'indépendance. C'est ce que le RIN défend à l'époque et ce que Gaston Miron est en train de nommer et d'incarner. C'est ce dont parle Laurendeau dans le volume I du rapport de la commission : «Mais la minorité, du moment que sa vie collective lui apparaît comme un tout, peut fort bien en vouloir la maîtrise et regarder au-delà des libertés culturelles. Elle pose alors la question de son statut politique» (p. 250).

voir Panser le Canada

à la page 14

Panser le Canada

suite de la page 13

On glisse alors insensiblement du biculturalisme au multiculturalisme sous l'argumentation du commissaire d'origine ukrainienne Rudnyckyj et des mémoires ou présentations de la totalité des 225 associations ukrainiennes existantes (p. 301) et de celle du commissaire Scott. Le juriste de McGill utilise un sophisme pour refuser tout statut politique particulier au Québec: l'objet de la commission n'est pas le Québec, mais le Canada français. On comprend mieux que les États généraux du Canada français aient alors fait éclater ce Canada français, cet argument des minorités françaises hors Québec qui servait désormais trop crûment d'argument contre le projet des souverainistes.

Laurendeau meurt à la tâche le 1^{er} juin 1968. À la conférence fédérale-provinciale sur la Constitution en février, le ministre de la Justice Pierre Elliott Trudeau avait pris de front Daniel Johnson sur la question de la place du Québec dans la Confédération et le 24 juin, c'est le même homme, dorénavant remplaçant de Pearson, qui se fait chahuter à Montréal à la célébration de la fête de la Saint-Jean-Baptiste et qui devient premier ministre du Canada le

lendemain. Émule de Scott, Trudeau fait alors du multiculturalisme un point essentiel de sa politique d'unité canadienne et devient selon VLG «l'assassin des espoirs» (p. 359) de la commission BB. Pour Trudeau, tenant des droits et libertés individuels, le «Canada français» est une minorité comme les autres. Foin du «bi», place au «multi».

On avait ouvert une fenêtre culturelle – le bilinguisme – mais fermé la porte politique – le biculturalisme. Et songeant à cette séquence politique des deux peuples fondateurs, du statut particulier, de la société distincte, de la souveraineté, on se met à rêver à l'analyse que ferait VLG du rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne de 1982 et du vide constitutionnel sur lequel vit le Québec

depuis. La physique n'est pas la politique: l'horreur du vide n'y a pas la même réalité.

À côté de quels «kairos» les Québécois et les Canadiens passent-ils sans cesse? Y a-t-il seulement encore un ou des «kairos»? ❖

Scott utilise un sophisme pour refuser tout statut politique particulier au Québec: l'objet de la commission n'est pas le Québec, mais le Canada français. On comprend mieux que les États généraux du Canada français aient alors fait éclater ce Canada français, cet argument des minorités françaises hors Québec qui servait désormais trop crûment d'argument contre le projet des souverainistes.



JÉRÉMIE MCEWEN

AVANT JE CRIAIS FORT

Montréal, XYZ éditeur, 2018, 172 pages

Parce que nos départements respectifs ne se trouvent pas dans les mêmes recoins du dédale qu'est notre cégep, je ne croise à peu près jamais Jérémie McEwen, je le connais surtout par ses chroniques à la radio publique. Il enseigne la philosophie et moi la littérature, deux disciplines dont la pertinence au collégial est de temps à autre remise en question, parce qu'«il faut préparer les jeunes au marché du travail» et qu'apprendre à penser par soi-même nuirait à cela, apparemment.

Dans *Les trois sœurs* de Tchekhov (pièce citée dans le livre), le lieutenant-colonel Verchinine aime à philosopher, ce qui dans son cas consiste à se dire que la vie sera meilleure dans deux ou trois cents ans et que pour l'heure il faut travailler. Le philosophe McEwen se propose un autre projet: réfléchir à la vie d'aujourd'hui, réfléchir au lieu de crier fort comme on le fait à droite et à gauche, et surtout ne pas enfoncer de l'opinion dans la gorge des lecteurs comme on le fait à gauche et à droite, plutôt leur offrir matière à réflexion.

Le collègue est pédagogue, réussit très bien à synthétiser la pensée de nombreux philosophes, à expliquer des débats intellectuels, le tout dans des chapitres concis. Un peu trop concis parfois, on reste sur sa faim, et avec certains chapitres on dirait que l'auteur ne savait pas comment les conclure, ou qu'il refusait de le faire, alors ça se termine en queue de poisson, ou de manière confuse. Une brique de l'épaisseur d'*Être et temps* ferait fuir les profanes, on a sans doute voulu garder un format plus modeste, je comprends bien ces considérations commerciales, mais peut-être qu'un peu moins de chapitres aurait permis de donner plus de substance à chacun, quitte à faire un tome deux. Tant qu'à s'attarder à la forme, je comprends plus ou moins l'intérêt de diviser le livre en quatre parties, est-ce faire des sections pour faire des sections? Avec leurs titres sibyllins, dans l'ordre «Je», «Tu», «Nous» et «Il» (et «Elle» brille par son absence), on voit mal comment déplacer des chapitres d'une section à l'autre changerait quoi que ce soit.

N'empêche, c'est un plaisir de lire cette prose intelligente qui embrasse entre autres sujets l'amitié, l'humour, le pardon, la voix, le temps, Banksy, P. K. Subban, le hip-hop – et n'allez pas imaginer que c'est pour racoler: McEwen fait lui-même du rap; par ailleurs les chapitres qui en parlent figurent parmi les plus intéressants. Il va aussi aborder des sujets plus délicats comme le conflit israélo-palestinien, les «accommodements raisonnables» ou la question du voile islamique,

mais de biais, de façon prudente (d'aucuns diront: «frileuse»), en chuchotant presque pendant qu'ailleurs on n'en finit plus de s'égosiller.

Il y a des passages plus personnels, par exemple celui sur l'enregistrement de la voix du père de l'auteur, qu'il écoute de temps à autre pour retrouver le disparu et le perdre de nouveau. Le sujet ne s'exclut pas de son discours, le discours n'est pas désincarné. Et c'est en fait une approche très humble, McEwen ne cache pas son admiration pour Serge Bouchard, par exemple, et même s'il est un professeur savant, cultivé, il apprend des autres, qu'ils soient un vieux mammoth laineux ou une cégépienne qui offre une critique inattendue de Descartes. La réflexion philosophique n'est pas ici qu'un jeu gratuit, elle mène à des fragments d'une éthique, dont la modestie est une composante. Par exemple, en prenant appui sur la pensée de la philosophe française Marguerite Léna, ou la résumant, McEwen écrit: «Il faut semer notre petitesse et la faire croître en tant que petitesse. Face au temps, comme face au fleuve, nous serons toujours petits. Mais nous pouvons nous comprendre ainsi, avec modestie, et dès lors nous ouvrir davantage sur le monde» (p. 125-126).

La conclusion, intitulée «Philosophie pour tous», est claire: «Si un philosophe n'est pas au service des gens autour de lui, je ne crois pas qu'il fasse un travail très utile» (p. 158). Avec ce livre, McEwen est cohérent avec sa pensée: il va dans le monde, avec ses doutes, sa finitude, il réfléchit avec les autres, se place en interlocuteur plutôt qu'en autorité. Même si ce n'est pas sa prétention, *Avant je criais fort* peut très bien se présenter comme une introduction à la philosophie, une philosophie appliquée, qui peut aider à naviguer l'infinie complexité des choses, qui ne réduisent pas, bien entendu, à l'hostie de marché du travail.

François Rioux

Professeur de littérature, collège Montmorency

Les Cahiers de lecture depuis 2007 : 34 numéros, plus de 1000 recensions, des collaborateurs de tous les horizons



Tous les numéros sont en vente à la boutique : actionnationale.quebec

UNE HISTOIRE (TROP) INSTITUTIONNELLE

Karine Hébert

Professeure, Université du Québec à Rimouski

JEAN LAMARRE

**LE MOUVEMENT
ÉTUDIANT QUÉBÉCOIS
DES ANNÉES 1960 ET
SES RELATIONS AVEC LE
MOUVEMENT INTERNATIONAL**
Québec, Septentrion, 2017, 175 pages

Les années soixante dégagent à l'échelle internationale une aura de contestation qui, en raison de leur association à la Révolution tranquille, prennent au Québec des couleurs encore plus vibrantes. Jean Lamarre se penche sur l'une des facettes de cette contestation en examinant la manière dont le mouvement étudiant québécois s'est inscrit dans la vaste lancée étudiante occidentale. Chaque rassemblement national, qu'il soit américain, français, canadien ou québécois a fait l'objet d'un nombre croissant d'analyses au cours des dernières décennies, mais les études qui les abordent de manière intégrée sont encore éparpillées. L'ouvrage de Lamarre participe ainsi d'un vaste courant historiographique porté par les études postcoloniales et transnationales.

Dans un premier chapitre, l'auteur plante le sujet en délimitant ce qu'il considère être le cœur du mouvement étudiant québécois des années soixante: l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ, 1964-1969). Les premiers pas de l'UGEQ sont scrutés, notamment par une analyse serrée du Livre blanc sur l'internationalisation qu'elle a produit pour en délimiter les grandes orientations et proclamer son parti pris pour l'ouverture internationale. Une telle position, on le comprend, visait d'abord à conscientiser les étudiants québécois à la réalité «coloniale» vécue par le Québec à cette époque et à les inscrire à la tête d'un mouvement étudiant de libération. Selon les leaders de l'UGEQ, la position privilégiée du Québec, à cheval entre le monde occidental «développé» et ce qu'on appelait encore à l'époque le Tiers-monde, offrait aux étudiants québécois une tribune de choix qu'il convenait d'occuper.

En mettant à profit de la correspondance, quelques fonds d'archives institutionnels et des analyses publiées, les chapitres suivants examinent les relations de l'UGEQ avec d'autres mouvements nationaux. Ce sont celles avec les associations canadiennes qui sont d'abord mises en lumière. Lamarre consacre quelques pages aux relations tumultueuses entretenues par les associa-

tions québécoises pré-UGEQ avec la très corporatiste Fédération nationale des étudiants des universités canadiennes, alors que les suivantes exposent l'influence – souvent contestée – de la centrale étudiante québécoise sur le déploiement du syndicalisme étudiant à l'échelle canadienne, entre autres à travers l'Union canadienne des étudiants. Ces relations rappellent que les étudiants québécois ont participé activement à l'affirmation nationale du Québec à travers les instances qui les concernaient.

Par la suite, les relations complexes avec le mouvement américain sont passées au crible. Prompte à dénoncer la guerre du Vietnam ou à se prononcer en faveur des mouvements antiségrégationnistes, l'UGEQ n'a pu établir de relations étroites avec la National Student Association dont les prises de positions ambiguës sur ces questions la rebutait, ni avec la Students for Democratic Society qui, par son recours occasionnel à la violence, ne pouvait rejoindre les positions pacifistes de l'UGEQ. Bref, «dans les luttes que menait l'UGEQ, les États-Unis étaient au centre des dénonciations, décrits comme société ségrégationniste et impérialiste», et les associations étudiantes américaines traînaient ce boulet aux yeux des étudiants québécois.

Chaque chapitre reprend ainsi une bonne partie des éléments présentés dans les précédents, laissant une forte impression de bégaiement. Une addition de bons articles ne donne pas nécessairement un livre abouti.

Le dernier chapitre est consacré aux liens entre le mouvement québécois et le mouvement français, incarné ici par l'Union des étudiants français (UNEF), grande institutrice du syndicalisme étudiant depuis son congrès de Grenoble en 1946. Si l'UGEQ s'inspire largement de l'UNEF, elle doit s'affirmer face aux attitudes colonialistes de la grande sœur française. Cette dernière, qui se préoccupe peu de sa petite cousine québécoise, ne répondra d'ailleurs pas à l'appel de soutien au moment de la grève étudiante des nouveaux cégeps québécois à l'automne 1968.

En dernière analyse, l'UGEQ est présentée comme une association tout à fait consciente des enjeux internationaux de son temps, prête à se lancer dans l'arène – ce qu'elle fera d'ailleurs en se joignant



aux deux grandes organisations étudiantes internationales de l'époque à titre d'association nationale – et soucieuse de contribuer à l'affirmation nationale qui se joue au Québec à cette époque.

En dépit du fait que l'ouvrage apporte une contribution appréciable sur le plan de la connaissance des associations étudiantes occidentales des années soixante, on peut lui adresser deux reproches particuliers.

Le premier concerne le caractère très institutionnel de l'approche privilégiée par l'auteur. Le mouvement étudiant québécois se résume ici à l'UGEQ durant ses cinq brèves années d'existence alors que la sensibilité internationale des étudiants québécois plonge ses racines bien avant 1964. Il faut rappeler que la Charte de Grenoble a été commentée abondamment au cours des années cinquante, que l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, notamment, a pris officiellement position en sa faveur dès 1954; que des cercles comme le Club de relations internationales ou encore l'Entr'Aide universitaire mondiale existaient aussi durant ces années; que des étudiants comme Denis Lazure ont participé aux grands congrès étudiants internationaux de l'après-guerre.

Par ailleurs, une plongée, même partielle, dans les associations universitaires spécifiques aurait donné une vision plus nuancée du mouvement étudiant: l'UGEQ, bien qu'elle s'en targue, ne résume pas le mouvement étudiant. Ce parti pris institutionnel laisse donc sur leur faim ceux et celles qui s'intéressent aux étudiants et aux étudiantes. Ces dernières sont d'ailleurs les grandes absentes du livre, tout comme les étudiants et étudiantes étrangers qui sont venus étudier au Québec durant les années soixante. L'analyse de leur accueil par les associations étudiantes et la centrale québécoise aurait pu permettre de saisir comment le passage de la théorie à la pratique s'est effectué.

voir Le mouvement étudiant...

à la page 18

LES AMBIGUITÉS D'UN CLUB DE SERVICE

Yves Frenette

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les migrations, les transferts et les communautés francophones, Université de Saint-Boniface

SERGE DUPUIS

**LE CANADA FRANÇAIS
DEVANT LA FRANCOPHONIE
MONDIALE. L'EXPÉRIENCE
DU MOUVEMENT RICHELIEU
PENDANT LA DEUXIÈME
MOITIÉ DU XX^E SIÈCLE**

Québec, Septentrion, 2017, 290 pages

Dans le Portneuf de ma jeunesse, il y avait des conseils locaux des Chevaliers de Colomb qui étaient tellement enracinés que bien des membres auraient fait une crise d'apoplexie s'ils avaient su que l'organisation était d'origine irlandaise-américaine. Il existait aussi dans la région des *clubs de service*, le Kiwanis et le Richelieu, qui étaient plus jeunes et plus fragiles, notamment en raison de la concurrence qu'ils se livraient, tous deux recrutant leurs membres au sein de la classe moyenne alors en pleine ascension.

Grâce au labeur doctoral de Serge Dupuis, un Franco-Ontarien résidant à Québec, le Richelieu a désormais un livre qui lui est consacré. Pour ce faire, le jeune chercheur a méthodiquement exploité le fonds d'archives du Richelieu International au Centre de recherche en civilisation canadienne-française, à Ottawa, les documents pertinents dans les archives nationales du Canada et du Québec, ainsi que les archives de certains clubs ontariens, québécois, acadiens, franco-américains et belges. Il a aussi fait bon usage de 36 entrevues réalisées avec des acteurs du mouvement.

Fondée à Ottawa en 1944 comme «nouveau maillon dans le réseau institutionnel du Canada français» en réaction à la popularité des *service clubs* d'inspiration américaine (Kiwanis, Lions, Rotary), la Société Richelieu fit boules de neige et comptait quelques milliers de membres à l'aube de la Révolution tranquille. Ceux-ci étaient répartis de la Nouvelle-Écosse au Manitoba et du Lac-Saint-Jean au Massachusetts, le nouvel organisme profitant de l'activisme et du réseautage de l'Ordre de Jacques-Cartier (OJC), duquel il émanait et qui était solidement implanté presque partout en Amérique française. Les grands bouleversements sociétaux de la période 1960-1980 ne laissèrent le Richelieu ni indifférent ni intact. Surgirent alors des débats sur la gouvernance, la professionnalisation et la mixité, tant sexuelle qu'ethnique, ainsi que des tensions entre les clubs québécois et ceux situés ailleurs au Canada et aux États-Unis. Il n'y avait pas non plus de consensus sur

l'expansion du mouvement au sein de la Francophonie internationale. Quant à elle, l'action philanthropique «des Richelieu» dut s'adapter successivement à la croissance de l'État-providence, pendant les Trente Glorieuses, et à son recul, lorsque le néolibéralisme montra sa tête hideuse au tournant des années quatre-vingts.

Comme en fait foi le titre de sa monographie, Dupuis veut aborder, en étudiant l'évolution du Richelieu, des questions plus larges quant à la nature du Canada français, notamment sa disparition progressive après 1960 et l'avènement de la Francophonie internationale, ainsi que la montée de l'individualisme et des doctrines égalitaristes. C'est l'aspect le plus réussi de son livre. Par ailleurs, il n'arrive pas toujours à démêler l'écheveau des enjeux et des intérêts propres à l'évolution du mouvement.

À sa décharge, l'histoire du Richelieu

En fait, dès ses débuts à Ottawa, le [mouvement Richelieu] n'était pas aussi près du clergé que l'OJC et d'autres associations canadiennes-françaises. Cela s'explique, comme l'écrit Dupuis, par une certaine méfiance envers une institution ecclésiastique qui, en milieu minoritaire, était de plus en plus sous le contrôle des coreligionnaires et ennemis «irlandais».

est faite d'ambiguïtés et d'oppositions: dès sa naissance, l'organisme fut à la fois traditionnel et moderne. De surcroît, pour ses fondateurs, à l'image de son grand frère l'OJC, il devait favoriser la solidarité des Canadiens français partout où ils se trouvaient sur le continent; c'était compter sans la mutation de l'identité québécoise, qui s'exprimait de plus en plus fortement. Dans ce contexte de tension, voire de conflit, l'internationalisation du Richelieu suscita des divisions qui dépassaient les relations Canada français/Québec, mais qui les englobaient, par exemple sur la place de la religion au sein de l'organisation. Pour certains clubs, particulièrement ceux situés en milieu minoritaire, le lien avec l'Église devait demeurer, et ils résistaient à la décon-fessionnalisation; par contre, au Québec et en France, on était impatient de s'éloigner de l'institution ecclésiastique. Toutefois, la question qui semble avoir suscité le plus de controverse, c'était la mixité. Beaucoup de



membres tenaient au caractère exclusivement masculin du Richelieu et combattaient l'admission des femmes, préférant plutôt la fondation de clubs féminins. Ce n'est que lentement et par soubresauts que l'égalité des sexes devint une réalité au sein de l'organisme.

Il est difficile de tirer des conclusions sur un mouvement qui, en définitive, était décentralisé et dont les clubs reflétaient souvent des contextes locaux, régionaux et nationaux fort dissemblables. Ainsi, «les Richelieu» québécois, particulièrement ceux des villes de Montréal et de Québec, délaissèrent plus rapidement les postures traditionnelles envers la religion, la charité et l'égalité des sexes. Les recherches de Dupuis confortent les analyses d'autres spécialistes, notamment le sociologue Martin Meunier, à l'effet que les mentalités changèrent plus lentement au sein des minorités de langue française.

Sortie pendant la Deuxième Guerre mondiale de la cuisse de l'OJC, la Société Richelieu lui survécut et existe toujours, montrant une capacité d'adaptation que n'a pas eu la «Patente», qui fut dissoute en 1965. En fait, dès ses débuts à Ottawa, le club de service n'était pas aussi près du clergé que l'OJC et d'autres associations canadiennes-françaises. Cela s'explique, comme l'écrit Dupuis, par une certaine méfiance envers une institution ecclésiastique qui, en milieu minoritaire, était de plus en plus sous le contrôle des coreligionnaires et ennemis «irlandais». Paradoxalement, cette relative autonomie était peut-être due au fait que le Richelieu était né au milieu du XX^e siècle, à un moment où d'importantes transformations se faisaient jour, y compris dans l'Église. Le seul fait que l'élite militante ait senti le besoin de mettre sur pied un organisme pour le bénéfice d'une classe moyenne masculine, nullement limitée aux membres des professions libérales, en dit long à ce sujet. D'ailleurs, c'est sans doute la composition sociale du membership qui explique la longévité des «Richelieu», des

voir **Le Canada français...**

à la page 18

Le Canada français...
suite de la page 17



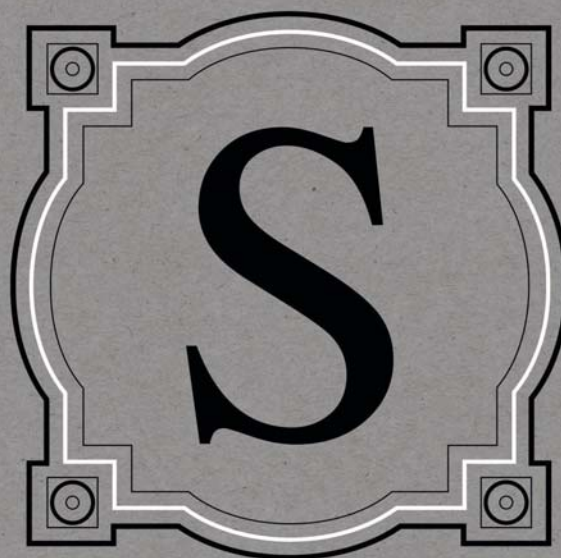
hommes (et avec le temps des femmes) généralement imbus de pragmatisme sur le plan matériel, et souvent aussi sur le plan idéologique. Il y aurait là un aspect de l'histoire du mouvement à creuser. Il faudrait aussi mieux connaître les stratégies de recrutement et le réseautage des différents clubs de service dans les régions où ils étaient en concurrence, ce qui permettrait de jeter de la lumière sur les facteurs qui incitaient un individu à devenir membre de tel club plutôt que de tel autre.

On ne reprochera pas à Serge Dupuis de ne pas s'être assez penché sur ces questions. Cependant, on l'encouragera à élargir ses enquêtes sur les clubs de service du Québec, du Canada français et de l'Acadie. ♦

Le mouvement étudiant
suite de la page 16



Le principal reproche que l'on peut formuler à l'égard de l'ouvrage touche toutefois à sa structure. L'auteur souligne en préface que certains chapitres reprennent des articles déjà publiés (un seul est mentionné en bibliographie cependant). Malheureusement, l'intégration de ces articles en monographie n'est pas complétée. Chaque chapitre reprend ainsi une bonne partie des éléments présentés dans les précédents, laissant une forte impression de bégaiement. Une addition de bons articles ne donne pas nécessairement un livre abouti. Cet ouvrage représente ainsi un bon exemple de la course à la publication à laquelle auteurs et éditeurs sont confrontés. Au final, les lecteurs n'en sortent pas nécessairement gagnants. ♦



La librairie du Square

Carré Saint-Louis

3453 rue Saint-Denis
Montréal, Québec
(514) 845-7617

info@librairiedusquare.com

Outremont

1061 avenue Bernard
Montréal, Québec
(514) 303-0612

outremont@librairiedusquare.com

Indépendante d'esprit

Poésie | Théâtre | Littérature | Sciences humaines

LE SALUT PAR L'AMITIÉ

Serge Cantin

Philosophe, Université du Québec à Trois-Rivières

CHRISTIAN NADEAU

**GEORGES LEROUX,
ENTRETIENS**

Montréal, Boréal, 2017, 374 pages

Dans son avant-propos, Christian Nadeau, l'initiateur et l'animateur de ces entretiens avec Georges Leroux, fait remarquer combien, au sortir de deux ans de conversation avec lui, il est « fasciné d'y retrouver une radiographie de toute l'histoire sociale, intellectuelle, culturelle et politique du Québec, de la Révolution tranquille jusqu'à aujourd'hui » (p. 11). En refermant ce livre, on ne peut qu'entériner ce jugement, à ceci près que la radiographie en question couvre un espace et un temps plus étendus encore.

Car non seulement Georges Leroux (né en 1945) dresse, à travers le récit de ses souvenirs, un riche et saisissant tableau de ce que fut le milieu culturel et intellectuel canadien-français d'avant la Révolution tranquille, mais lui-même, aussi accueillant qu'il se veuille aux philosophies de son temps, semble tout droit sorti du « monde d'hier », pour évoquer le titre des mémoires de Stefan Zweig. « Je répète parfois que mon éducation est plus proche de celle des princes de la Renaissance [...] que de celle de mes trois enfants » (p. 50), va-t-il jusqu'à déclarer.

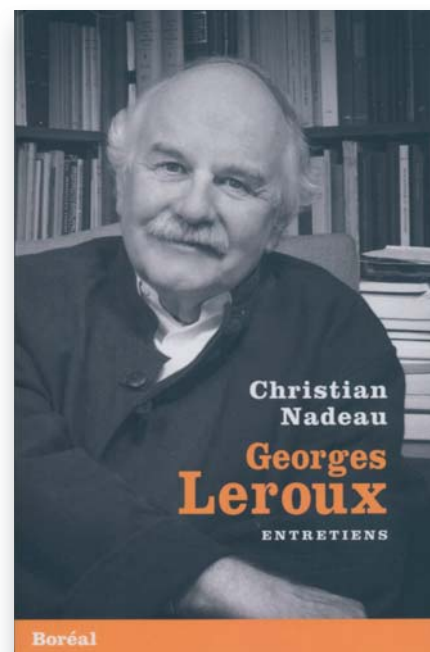
Cela ne disqualifie pas pour autant la lecture qu'il fait du monde d'aujourd'hui; au contraire, c'est en partie grâce à son regard éloigné que cet érudit, traducteur de Platon, spécialiste de Plotin et amoureux de la Grèce antique, parvient à débusquer certains des enjeux les moins manifestes de la modernité, même si, il faut bien l'avouer, il lui arrive aussi à l'occasion d'adopter une posture un peu magistrale et de discourir longuement et savamment sur des sujets un peu trop pointus pour le lecteur non helléniste. Mais ce travers, sans doute imputable à une déformation professionnelle (Leroux fut longtemps professeur de philosophie grecque), se trouve largement compensé par la finesse des portraits qu'il dessine de nombreux acteurs de la scène philosophique contemporaine, à commencer, bien sûr, par Raymond Klibansky (à qui il avait déjà consacré un livre d'entretiens en 2000), auquel s'ajoutent entre autres Paul Ricœur, Jan Patocka, Hannah Arendt, Charles Taylor et, à tout seigneur tout honneur, Jacques Derrida, qui a droit, dans le dernier chapitre du livre, à un vibrant hommage.

Les intellectuels québécois ne sont pas en reste, qu'il s'agisse, en premier lieu, de Fernand Dumont, mais aussi de Jean-Paul Brodeur, Jean Larose, Paul Chamberland, Pierre Vadeboncoeur, Jacques Brault, Claude Lévesque, Robert Hébert, Luc Brisson, Michel van Schendel, Thierry Hentsch, etc. Sans compter ceux qui furent ses professeurs au collège Sainte-Marie (en particulier son professeur de grec, le père Raymond Bourgeault, qui fut, de son propre aveu, la rencontre la plus déterminante de sa vie) et les dominicains de l'Institut d'études médiévales, notamment Benoît Lacroix. De tous ceux-là, et de bien d'autres encore, Georges Leroux parle toujours avec la plus vive sympathie, sinon avec admiration. Décidément, les amateurs de ragots et de règlements de comptes ne trouveront rien ici à se mettre sous la dent.

Esprit brillant et cultivé, doté d'une personnalité complexe et difficile à cerner, mélancolique sauvé de la mélancolie par ses « amitiés philosophiques », comme il s'en confesse, Georges Leroux figure sans aucun doute parmi nos plus importants intellectuels québécois.

Professeur émérite du département de philosophie de l'UQAM, Leroux évoque aussi les temps forts de sa carrière dans une université dont il fut l'un des pionniers (il y est entré en 1969) et à laquelle il se dit toujours fier d'appartenir. Au passage, il s'emploie à déboulonner le mythe (ou ce qu'il présente comme tel) voulant que le département de philosophie de l'UQAM fut un département marxiste, alors qu'il était plutôt, selon lui, un « département éclectique » où il a d'ailleurs pu maintenir, longtemps à lui tout seul, l'étude de la philosophie ancienne.

Cette tâche accaparante ne l'aura pourtant pas empêché, comme on l'a dit, de s'ouvrir aux courants philosophiques contemporains, mais aussi à l'étude de l'histoire de la philosophie québécoise, ne fût-ce que pour constater, non sans une certaine amertume, qu'« il n'y a pas d'œuvre nationale en philosophie au Québec » (p. 288). Il a en outre participé, souvent de près, à certains des plus véhéments débats qui ont jalonné l'histoire de la société québécoise depuis les années 1990, époque où il est devenu un intellectuel public. Il suffit d'évoquer le programme – controversé – d'éthique et culture religieuse, dont il fut l'un des



principaux artisans, et sur lequel il passe un peu rapidement, ou encore, ce sur quoi il s'étend davantage, la mobilisation à laquelle donna lieu la fermeture de la Chaîne culturelle de Radio-Canada, lui qui animait avec Jean Larose la mémorable émission *Passages*.

Dans le « Coda » qui vient clore le livre, Leroux, qui est l'auteur d'un remarquable essai sur Glenn Gould, témoigne de sa passion pour la musique, qu'il reconnaît comme étant une « forme de vie parfaite », plus parfaite encore que la philosophie, et qu'il dit regretter de n'avoir pas pu ou su embrasser pleinement.

Esprit brillant et cultivé, doté d'une personnalité complexe et difficile à cerner, mélancolique sauvé de la mélancolie par ses « amitiés philosophiques », comme il s'en confesse (p. 192), Georges Leroux figure sans aucun doute parmi nos plus importants intellectuels québécois. Est-il pour autant un intellectuel engagé? Tout dépend de ce que l'on entend par l'expression. S'il l'est, ce serait un peu, semble-t-il, à l'image d'un Raymond Aron, qui se définissait plutôt comme un « spectateur engagé ». Car Leroux n'a pas le tempérament d'un militant, encore moins d'un rebelle. Il le dit et le répète tout au long de ce livre d'entretiens et le plus souvent d'ailleurs pour le déplorer, comme s'il n'était jamais parvenu ni à « rompre avec la culpabilité de la *vita contemplativa* » (p. 191), ni à assumer le risque, en s'engageant pleinement dans la *vita activa*, de s'aliéner certaines « amitiés philosophiques ».

À bien y songer, c'est peut-être ce besoin excessif d'amitié, de *philia*, avec la prudence idéologique que sa satisfaction peut parfois exiger, qui explique la discrétion du philosophe sur la question nationale, une discrétion qu'à du reste relevée son interlocuteur: « je note que vous êtes peu intervenu sur la question nationale » (p. 299), lui fait remarquer Christian Nadeau. Leroux a beau lui répondre qu'il n'a jamais fait mystère de sa « position souverainiste fondamentale » (p. 301), force est d'admettre qu'il n'a pas fait non plus grand effort pour la rendre publique. ♦

LA DOMINATION

Mathieu G...
Président

PHILIPPE DE GROSBOIS

LES BATAILLES D'INTERNET. ASSAULTS ET RÉSISTANCES À L'ÈRE DU CAPITALISME NUMÉRIQUE

Montréal, Écosociété, 2018, 264 pages

L'auteur, qui enseigne la sociologie au collégial depuis une quinzaine d'années, signe son premier essai avec *Les batailles d'Internet. Assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique*, publié en début d'année aux éditions Écosociété¹. Les lecteurs et les lectrices d'*À bâbord!* le connaissaient déjà pour ses nombreux articles publiés dans cette revue depuis 2007, notamment sur les enjeux du numérique.

Avec son livre², De Grosbois veut nous montrer qu'Internet est une construction sociale, qu'il est modelé «par des forces sociales, économiques et politiques très concrètes et contingentes». Le réseau des réseaux n'est pas un pur objet technique extérieur à nous : nos décisions individuelles et collectives à son endroit ont influencé, influencent et continueront d'influencer son développement et ses impacts, positifs ou négatifs, sur l'être humain et sa société.

Pour De Grosbois, il importe de nous extirper collectivement d'un «faux débat», plus passionné que raisonné, qui nous invite à choisir entre deux visions ou approches «fatalistes» d'Internet : l'utopie technophile, selon laquelle Internet est une force positive intrinsèquement «démocratique» et dérangeante pour les pouvoirs en place, et la dystopie technophobe, dans laquelle les technologies numériques se retournent inévitablement contre l'être humain, incapable d'arrêter le mouvement qui soumet tous les aspects de sa vie – mêmes les plus intimes – à la logique marchande du capitalisme 2.0 de la Silicon Valley.

Les deux approches, qui «ne se contredisent qu'en surface», ont le défaut de considérer Internet comme «un lieu homogène et stable» hors du social. Puisque tout n'est pas encore «déterminé» et qu'Internet est «le champ de plusieurs batailles», l'enjeu central pour l'auteur est de savoir si nous laisserons «le réseau devenir un appareil de domination, de contrôle et de division des citoyen-ne-s» ou au contraire si nous saurons «réaliser pleinement les potentialités d'un réseau de communication décentralisé qui serait entretenu et développé par et pour la population».

Pour répondre à la question il faut faire «l'étude critique des rapports de force qui existent au sein du réseau» entre les divers acteurs sociaux (grandes et moins grandes entreprises privées, États, mouvements sociaux, individus influents, etc.) qui se livrent bataille pour le contrôle d'Internet. Avec son ouvrage, De Grosbois espère susciter, au Québec, la publication d'analyses politiques et sociales plus approfondies d'Internet, analyses mieux renseignées notamment sur les mouvements sociaux des hackers, des libristes et des «adeptes du pair-à-pair», qui depuis des années s'activent sur tous les fronts (politique, social, économique et technologique) pour freiner les dérives sécuritaires de nos États et la gloutonnerie marchande et impérialiste des Google, Apple, Facebook, Amazon et autres Microsoft.

Quelles sont ces batailles d'Internet? L'auteur nous fait visiter le théâtre de quelques-unes d'entre elles dans les chapitres 2 à 7 du livre, qui suivent la courte histoire sociale d'Internet du premier chapitre. Les batailles qui sont le mieux circonscrites et le mieux traitées par De Grosbois sont celles pour la culture ou plus exactement l'industrie culturelle (chapitre 2), la liberté d'expression et ses «nouvelles frontières» (chapitre 3), le journalisme (chapitre 4) et la vie privée face à la nouvelle réalité de la surveillance globale (chapitre 5). Les batailles pour la politique (chapitre 6) et «le passage de l'immatériel au matériel» (chapitre 7) sont moins bien circonscrites dans leur

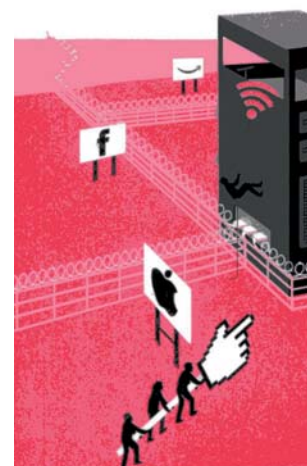
sujet et peut-être pour cette raison moins bien traitées. Le septième chapitre est particulièrement fourre-tout : environnement, Internet des objets, intelligence artificielle, économie des plateformes numériques, pair-à-pair, communs, revenu universel... vastes questions qui méritent plus que 25 pages.

Le cadre d'analyse de l'auteur, qui fait la part belle aux mouvements sociaux, a le grand mérite de réintroduire une partie de la complexité des enjeux réels du numérique en débat depuis les années 1990. Par exemple, s'agissant de la culture, nos principaux médias nous ont généralement dépeint un affrontement binaire entre les industries culturelles et les «pirates». De Grosbois présente des acteurs mal connus du public québécois comme le mouvement Creative Commons et les «pirates» eux-mêmes, qui ne sont pas tous des adolescents sans idées politiques. Grâce à ces acteurs, sont restitués dans la discussion légitime des enjeux de première importance comme l'érosion du domaine public, la prolifération de dispositifs de verrouillage numérique (DRM) incompatibles avec nos droits fondamentaux et les nouveaux pouvoirs dont le public dispose en matière de culture grâce à Internet et qu'on s'efforce de lui confisquer en bloquant la réforme du droit d'auteur.

PHILIPPE DE
GROSBOIS

LES BATAILLES D'INTERNET

Assauts et résistances
du capitalisme numérique



¹ Fait rare dans le monde de l'édition québécoise institutionnalisée, la page des mentions légales du livre indique que «le texte sera placé sous licence Creative Commons (CC BY-NC-ND) à partir du 1^{er} janvier 2021.» J'ignore malheureusement l'effet juridique de l'omission du numéro de version de la licence choisie... Cela devrait probablement être corrigé par l'éditeur pour éviter toute confusion, surtout qu'il n'y a pas de lien web vers la licence en question.

² De Grosbois a donné aussi sur la base de son livre un cours public de l'Upop Montréal, de février à avril 2018, à la Station Ho.st.

ON NUMÉRIQUE

uthier-Pilote
t de FACIL

Ce même cadre d'analyse, s'il permet de réinsérer des voix injustement marginalisées dans nos débats de société à propos d'Internet, montre cependant ses limites en disant finalement assez peu de choses sur nos principaux acteurs politiques (gouvernements, élus, partis, etc.) et institutionnels (CRTC, CAI, etc.) et sur leurs positionnements et projets respectifs. Le faire eut pourtant servi la thèse principale de De Grosbois en démontrant, si c'était nécessaire, à quel point les analyses des acteurs publics au Québec et au Canada ne tiennent pas compte des perspectives très riches (et parfois même des propositions très abouties et concrètes) des hackers et des libristes politisés. Un livre qui ferait la synthèse des batailles d'Internet livrées dans nos parlements, nos tribunaux et nos partis politiques complèterait utilement l'essai de De Grosbois.

Pourquoi a-t-on si peu tenu compte de la voix des hackers et des libristes au Québec?

Est-ce parce qu'ils ne sont pas assez nombreux chez nous? Parce que leurs mouvements, leurs idées et leurs projets sont mal connus? Parce que le Québec s'enfonce dans le provincialisme et délaisse les grandes questions qui relèvent principalement de l'État fédéral canadien? Il y a là un véritable terrain d'enquête sociologique. De Grosbois se pose assurément

des questions à ce sujet, mais il n'y répond pas dans *Les batailles d'Internet*. Il signale par contre le malheureux retard du Québec dans la compréhension des enjeux du numérique en plus d'émettre le souhait – à plusieurs endroits dans son livre, mais surtout dans la conclusion – d'une rencontre entre les hackers, les libristes, les adeptes du pair-à-pair et les «mouvements sociaux plus anciens (syndicalisme, féminisme, antiracisme, écologisme, etc.)» de manière à «se protéger contre un repositionnement du capitalisme qui s'adapterait, de nouveau, à certaines de ses critiques». Des liens étroits entre ces mouvements devront être noués notamment pour remporter toutes les victoires nécessaires au développement d'un «Internet libre et commun», qui fait l'objet de plusieurs pistes de réflexions et propositions d'action de la part de l'auteur au chapitre 8.

Un «Internet libre et commun»? Il faut entendre un réseau «contrôlé par et pour la population plutôt que par les grandes entreprises ou les États». Les pistes et propositions avancées dans ce chapitre vont pour l'essentiel dans la bonne direction, mais elles méritent, comme l'admet l'auteur, «d'être approfondies et raffinées», surtout en ce qui a trait à la «nationalisation» ou la «municipalisation» des infrastructures réseaux. Il ne peut être question de propriété publique que pour les technologies filaires ou satellitaires coûteuses et difficilement décentralisables et dans ces cas particuliers il faut très

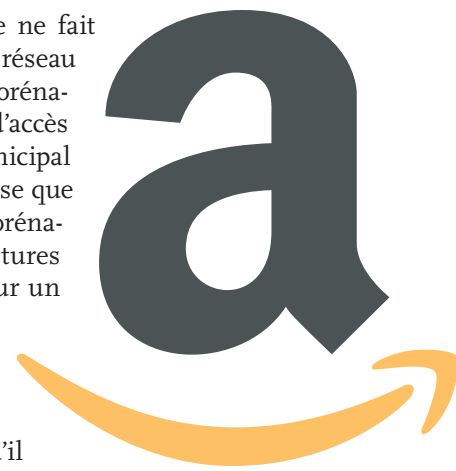
clairement distinguer, ce que ne fait pas l'auteur, les opérateurs du réseau Internet. Dire qu'il n'y aura dorénavant qu'un seul fournisseur d'accès Internet (FAI) national ou municipal n'est pas du tout la même chose que dire que les FAI passeront dorénavant par de grandes infrastructures de fibre optique qui seront, sur un territoire donné, de propriété publique³. Par ailleurs, l'étude sérieuse d'un tel projet ne pourra véritablement commencer que lorsqu'il sera chiffré. Il faudra entre autres démontrer que les investissements publics des Québécois seront suffisants pour suivre autant la demande que la cadence des progrès en matière de fibre optique.

Indépendamment des réseaux de fibre optique ou des satellites et de leurs propriétaires, il est souhaitable selon moi que l'État soutienne le développement d'infrastructures sans fil de voisinage dont les équipements seront la propriété privée des internautes. Ces équipements permettent de construire des réseaux maillés communautaires (comme le guifi.net catalan), qui en retour permettent de ne passer par des FAI que lorsque c'est vraiment nécessaire.

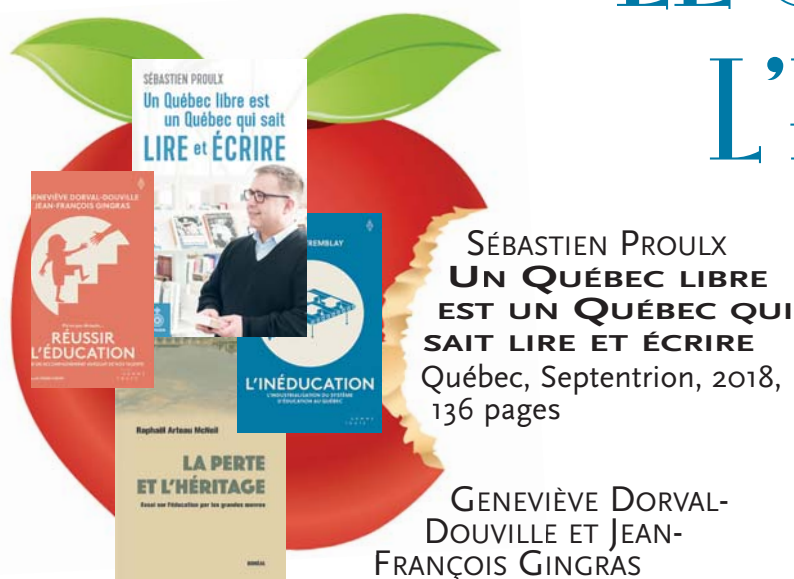
En conclusion: faut-il lire *Les batailles d'Internet*? Oui, je crois que ce sera une lecture fort utile pour beaucoup de gens: technophiles, technophobes ou autres. Ce que je retiens le plus personnellement de l'essai de De Grosbois c'est son appel à la production au Québec de nouvelles analyses politiques et sociales d'Internet. En plus de l'ouvrage de synthèse des batailles

d'Internet livrées dans nos parlements, nos tribunaux et nos partis politiques, évoqué plus haut, nous avons cruellement besoin de multiplier les écrits de qualité sur plusieurs questions d'une importance critique pour le Québec: Quelle est notre marge de manœuvre réelle dans le Canada fédéral s'agissant d'Internet? La langue de travail dans les métiers du numérique sera-t-elle toujours l'anglais? Concernant cette deuxième question, il est incontestable que le déferlement numérique qui s'impose à nous dans un esprit purement marchand et uniformisant depuis l'épicentre de la Silicon Valley n'est pas l'ami des droits linguistiques et culturels des peuples. Est-il possible de travailler en français au Québec quand on choisit l'industrie du numérique, où l'unilinguisme anglais est aussi hégémonique que dans les sciences? La bataille pour la liberté de programmer les ordinateurs dans sa langue maternelle (ou du moins celle de son éducation) reste entièrement à faire...

3 De Grosbois fait heureusement la distinction entre nationaliser les FAI et nationaliser les grandes infrastructures filaires dans son article de la revue *Relations*, repris le 10 avril dans la section «Idées» du quotidien *Le Devoir*.



LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



SÉBASTIEN PROULX
**UN QUÉBEC LIBRE
EST UN QUÉBEC QUI
SAIT LIRE ET ÉCRIRE**
Québec, Septentrion, 2018,
136 pages

GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS
RÉUSSIR L'ÉDUCATION. POUR

**UN ACCOMPAGNEMENT ADÉQUAT DE NOS
TALENTS**

Montréal, Éditions Somme Toute, 2018, 158 pages

JOËLLE TREMBLAY

**L'INÉDUCATION. L'INDUSTRIALISATION DU
SYSTÈME D'ÉDUCATION AU QUÉBEC**

Montréal, Éditions Somme Toute, Collection Brefs essais,
2017, 96 pages

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL

**LA PERTE ET L'HÉRITAGE. ESSAI SUR
L'ÉDUCATION PAR LES GRANDES ŒUVRES**

Montréal, Boréal, 2018, 174 pages

L'éducation fait écrire ces temps-ci : quatre essais, et sûrement une tonne d'autres. Quatre ouvrages où on y réfléchit à la fois comme système, réseau et infrastructure qu'à travers ses fondements philosophiques. Les essais dont il sera question dans cette lecture croisée apportent tous leur pierre à l'édifice. Même s'ils l'abordent selon un point de vue qui leur est propre, tous pointent dans la même direction : revaloriser l'acte d'enseigner et recentrer l'école sur la transmission des connaissances et de la « culture générale ».

Le ministre Sébastien Proulx a fait paraître en janvier dernier *Un Québec libre est un Québec qui sait lire et écrire*. Avec ce titre programmatique, Proulx veut mobiliser le milieu, lui rappeler ses responsabilités et insuffler un désir d'avenir en exposant sa vision de l'éducation. *Réussir l'éducation. Pour un accompagnement adéquat de nos talents* ambitionne aussi de consensus et d'une mobilisation globale. Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras, issus du collectif des « Orphelins politiques », s'attellent, dans une étude soignée et bien documentée, à définir des actions en amont pouvant renforcer le système et lui donner la noblesse qu'il mérite.

La perspective de nos deux autres auteurs ratisse plus large et aide à voir plus clair dans les maux de notre système d'éducation. Dans *L'inéducation*, la professeure de philosophie au cégep de Granby Joëlle Tremblay analyse les conséquences du dogme néolibéral sur l'éducation. Quant à l'essai de Raphaël Arteau McNeil, il n'aborde pas l'état du réseau. *La perte et l'héritage* présente plutôt une réflexion philosophique sur la lecture des grandes œuvres et

sur la définition même de l'éducation, fruit de ce qu'il nomme, paraphrasant René Descartes, sa « morale par provision ».

*

LE QUÉBEC LIBRE DE SÉBASTIEN PROULX

Cette lointaine, au fond si lointaine expression d'« Un Québec libre » utilisée par Sébastien Proulx a bien le sens d'une déclaration publique. Avec son essai, le jeune ministre livre un message politique : que l'éducation émerge à nouveau comme une priorité nationale et un projet collectif. Proulx a senti le besoin de prendre du recul et de rassembler son argumentaire sur les principaux défis du réseau de l'éducation et également pour s'attaquer à ce qui constitue à ses yeux les trois principaux obstacles à son amélioration : le cynisme, le corporatisme et le fatalisme.

Il y a bien sûr un calcul électoraliste dans l'exercice. Amorçant son propos par un rappel des valeurs profondes qui l'animent et qui devraient animer le milieu, Proulx interpelle tous les acteurs du réseau, ses adversaires politiques sans doute, les futurs électeurs et la société civile pour en faire des alliés dans la cause commune. Peut-être même que son entreprise est une réponse à son ancien collègue de la CAQ, Jean-François Roberge, qui avait écrit en 2016 *Et si on réinventait l'école*. D'avoir pris la peine d'écrire un essai dans l'exercice de ses fonctions est toutefois un acte salubre qui mérite d'être souligné, ne serait-ce que comme valorisation même de l'écrit et de la réflexion libre, mais aussi pour rehausser un poste plutôt instable sur lequel se sont succédé tant de ministres.

Proulx fait le pari de la franchise. Son livre est divisé en trois sections déclinées en trois formes de reconnaissance : celle de la responsabilité de tous, de la responsabilité des institutions et de la culture générale. Il insiste beaucoup sur le goût de l'effort et sur l'importance des premières années de l'enfant, traits également soulevés dans *Réussir l'éducation*. Les enseignants sont évidemment au cœur de son appel et son souhait est que cette conversation sur le sens de l'éducation ne soit « pas qu'une question de relations de travail » (p. 34).

On le sent sincère et volontaire, surtout quand il parle du goût de l'effort et de l'avenir. Optimiste, il veut lutter contre une défiance, voire une méfiance à l'égard des institutions publiques. Dans ses mots, ce sont du « braquage » et des objections de « tenants du statu quo » qui empêchent la marche de s'effectuer. Mais œuvrant au sein d'un gouvernement qui a opéré de nombreuses coupes budgétaires dans le secteur, ce que dénonce d'ailleurs *L'inéducation*, on peut trouver maladroit un énoncé comme : « Il faudra notamment sortir du cadre actuel de négociations. En langage gouvernemental, je dirais qu'il faut moins de Conseil du trésor et plus de conversations franches et ouvertes entre les enseignants, leurs représentants syndicaux, le ministère et le gouvernement. » (p. 35) Il veut dire qu'il faut parler d'éducation pour l'éducation, pour cette cause ; que les intérêts de chacun ne doivent pas faire obstruction à la possibilité de bien incarner ce principe, pilier d'un État démocratique digne de ce nom. Mais pour plusieurs, il est difficile de faire abstraction des conditions de travail, consubstantielles à une institution d'éducation bien construite et, conséquemment, à la vision qui la couronnerait. En ce sens, le besoin de franchise et de confiance est souhaitable.

Pascal Chevrette

Chef de pupitre, littérature

à tout instant, c'est sûr, mais il peut soulever des questionnements dans l'état actuel des choses.

Contre le cynisme, son livre a valeur de témoignage. Proulx parle des fonctionnaires du ministère, qui font un travail formidable. Il rappelle la fragile démocratie scolaire et veut que l'on valorise mieux les rôles de directeurs d'école et de commissaires scolaires. Son expérience lui permet effectivement de parler de l'engagement de tous ces gens du milieu, artisans et professionnels qui tiennent quotidiennement le réseau à bout de bras. Plusieurs autres volets sont abordés, soulignons-les en rafale : l'architecture des écoles à moderniser, le rôle du Lab-école, la place des technologies numériques, l'école comme milieu de vie. Le désir est grand, pour ce pragmatique, de mettre l'institution au diapason du XXI^e siècle. Proulx agit aussi sur d'autres fronts, il se positionne en voulant faire mentir ceux affirmant que l'école québécoise est inégalitaire. Il préconise ainsi la liberté des parents qui désirent envoyer leurs enfants à l'école privée, complémentaire du réseau public.

Enfin – et les médias l'ont soulevé lors de la parution du livre –, Proulx se prononce sur la création d'un ordre professionnel des enseignants et parle de stimuler la culture des compétences pédagogiques. Sa phrase-clef est qu'«enseigner n'est pas un métier comme les autres». Très sensible à la valeur de l'exemplarité, il veut que le Québec dispose des meilleurs professeurs possible. Pour ce faire, il insiste sur les trois points que sont la formation initiale, la formation continue et l'évaluation des profs, trois avenues qui culmineraient dans la création d'un ordre professionnel.

La voie est-elle ouverte pour ce débat? La création d'un ordre réglerait-elle les problèmes du milieu? Sa venue amenuiserait-elle la liberté académique et ne nous ferait-elle pas entrer dans une autre forme de corporatisme? Nous reviendrons sur ce point qu'aborde *Réussir l'éducation*, dans lequel ses auteurs y vont de nuances sur le sujet, sans mettre de côté l'importance d'une voix nouvelle officialisant le statut professionnel de l'acte d'enseigner, mais sans que cela prenne forcément la forme d'un ordre.

Bref, on peut se demander, après la lecture d'*Un Québec libre*, si Proulx réussit à communiquer sa vision. Le livre manifeste fortement un vif désir que le système se pare d'une envergure nouvelle. Proulx consacre ses dernières pages à faire valoir l'importance majeure de la lecture et de l'alphabétisation. Il désire que le Québec se dote d'une définition commune de la littératie. Il souhaite, dans la même logique, que l'éducation ne soit pas uniquement pensée en termes de spécialisation, mais qu'elle ouvre plus largement au monde, qu'elle sache tout simplement dire aux élèves et étudiants, pour prendre des mots de *La perte et l'héritage*, «Voici le monde». On peut sentir que le jeune ministre prend vraiment son rôle au sérieux et qu'il accorde une valeur profonde à ce service public de premier ordre lorsqu'il résume sa pensée : «L'éducation n'est pas un dossier comme les autres. Les actions ne peuvent se mesurer, encore plus en éducation que dans les autres missions de l'État, que sur le long terme. C'est un projet de société. Ça demande de l'énergie. De la volonté, mais aussi beaucoup de patience.» (p. 136)

Il veut revenir aux bases tout en affrontant l'avenir, son message est simple. La «franchise» qu'il met de l'avant est une volonté d'élever le dialogue sur l'école que nous voulons. Fier de son initiative sur la reconnaissance des enseignants, il valorise par le fait même les grandes figures lorsqu'il parle de son affection

pour l'Histoire. Napoléon, Churchill, Lincoln, il cherche l'inspiration (bien qu'elle n'ait pour sources que des modèles masculins, permettons-nous de le préciser). Pour que sa vision prenne racine, il ne peut cependant pas faire l'économie des conditions de travail des enseignants. Voyons ce que les autres essais peuvent apporter à l'appel de Proulx.



GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS VEULENT *RÉUSSIR L'ÉDUCATION*

Réussir l'éducation est une initiative de deux auteurs qui font partie du collectif «Orphelins politiques», mouvement lancé par Paul St-Pierre Plamondon à la suite du précédent, Génération d'idées, initié en 2011. Leur livre apporte deux pierres solides à la réflexion sur le système d'éducation. En gros, les deux auteurs vont chercher, eux aussi, à revenir aux bases et à agir en amont; agir sur «la ligne de départ», c'est le titre du premier chapitre portant sur les CPE, agir sur «la ligne de front», titre du second chapitre centré sur l'enjeu de l'enseignement. Tels sont les deux axes de l'ouvrage.

Sur ce sujet abordé avec tant d'insistance par le ministre Proulx, Dorval-Douville et Gingras essaient de comprendre les causes du «décrochage» des profs, dont on parle moins. Des causes tels la surstructuration de la tâche, le manque de modes d'insertion professionnelle, de formation initiale et continue, le sentiment d'insuffisance devant la tâche. Si «le métier d'enseignant n'est pas un métier comme les autres», il est effectivement important qu'une vision de l'éducation qui demande à naître soit porteuse de conditions assurant la plénitude de la fonction.

Dorval-Douville et Gingras rappellent que 54 % du corps enseignant disposent actuellement d'un emploi permanent, un manque de stabilité qui affecte irrémédiablement le sentiment d'appartenance à une institution. De plus, révèlent-ils, 25 % n'enseignent pas dans leur spécialité. Ils estiment donc qu'il faut «repenser les conditions de travail en fonction de l'attrait que cette fonction devrait exercer» (p. 105). Pour ce faire, ils vont offrir plusieurs pistes de solution : des programmes d'insertion professionnelle et du mentorat, mais aussi la mise en place de groupes de soutien ; ils vont opter pour le travail d'équipe et le coapprentissage pour ne pas laisser les profs seuls ou suspendus au fil interrompu des discussions de corridors. L'évaluation des enseignants n'aurait pas de sens sans cette organisation préalable.

Bien qu'ils reconnaissent, comme Proulx, que la relation professeur-étudiant est au cœur du processus d'apprentissage, ils se font beaucoup plus prudents relativement à la création d'un ordre des enseignants, rappelant qu'un avis de l'Office des professions recommandait en 2002 de ne pas aller de l'avant avec la mise sur pied de cet ordre. Car des mécanismes existent déjà. Constatant les change-

LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



ments et l'importance des compétences, ils sont d'avis qu'il faut une organisation faisant la promotion, le développement et l'évaluation des pratiques et que cette organisation ne serait pas de trop. Ils pensent qu'une réflexion doit à nouveau se tenir et qu'une voix qu'ils « ne définissent pas formellement, est trop importante pour être mise de côté » (p. 124). Ce qui est sûr, c'est qu'il faut, préconisent-ils, « une réforme en profondeur réalisée avec l'appui des enseignants. » Malgré sa position

sans ambiguïté, Proulx énonçait d'ailleurs que « les enseignants doivent s'approprier leur profession » (p. 36). Tout compte fait, on pourrait croire qu'il y a dans *Réussir l'éducation*, un flou et un refus de se prononcer, mais en fait, en exposant dans un dernier segment de leur essai les détails sur le fonctionnement du système finlandais, on comprend leur engagement à vouloir consolider le socle social-démocrate des institutions québécoises.

Le débat sur l'ordre doit-il donc être remis de l'avant ? Comme plusieurs le disent dans le milieu, on enseigne avec ce qu'on est. On se présente aux élèves et étudiants avec l'intégralité de notre personne, et pas uniquement comme un être doué de compétences. Il y a une vulnérabilité chez l'enseignant, elle est du même ordre que l'acteur sur scène ; voilà sa force et voilà ce qui rend délicate la question de l'ordre. Voilà aussi la confusion qui peut exister entre la pédagogie comme art et la pédagogie comme science. Lorsque nous parlons d'enseigner, sommes-nous dans une logique de « protection du public », comme les ingénieurs, les comptables, les denturologistes, les orienteurs ?

Nous ne pouvons pas être dans une logique de client, car l'enseignant, pour reprendre les mots du philosophe George Leroux, « instruit, enseigne, forme ». À son contact, l'enfant, l'élève, l'étudiant, se transforme. On n'en demande pas tant aux dentistes, aux comptables, à l'ingénieur ; doivent-ils « transformer » leur client ? L'ordre est là pour protéger le public et les gestes professionnels. Or, le métier d'enseignant, s'il repose bien entendu sur des gestes professionnels, exige en plus l'implication d'une personnalité, que l'on souligne si abondamment par cette image clichée, mais juste, celle du « feu sacré ». Proulx cite quelque part ce grand pédagogue et scientifique que fut Fernand Séguin : « Le véritable enseignement est avant tout non pas la transmission de connaissances, mais la transmission de la joie de connaître. » (p. 80) Tant mieux si notre dentiste a la joie des dents ; si l'architecte a celles de plans. Mais est-ce qu'on peut mesurer, calibrer, encadrer la joie de connaître ? On ne peut pas la commander ni la contrôler, mais on peut très certainement la favoriser.

Quelques mots, rétroactivement, sur la première partie de *Réussir l'éducation* portant sur la création des CPE : un grand choix historique du Québec, rappellent-ils. Les deux orphelins politiques veulent signaler à nouveau l'argumentaire à la base des CPE, convaincus « qu'un consensus fort envers [eux] existe toujours » (p. 66). Ils insistent sur la qualité des services qu'on y trouve comparativement aux garderies privées qui ont pourtant connu une hausse de places en dix ans. Dorval-Douville et Gingras se désolent de l'arrêt du développement du réseau sous les libéraux, car, parallèlement aux bénéfices qu'en retirent enfants et parents, les CPE ne sont pas que des « garderies ». Pour eux, il s'agit d'un service intégral qui prépare à l'école et va dans le sens de la scolarisation

de la population. Dorval-Douville et Gingras veulent l'inscrire dans le « continuum éducatif » : « peut-être sous-estime-t-on l'importance du développement dans la petite enfance ? » (p. 51), interrogent-ils. En rappelant qu'il représente 0,6 % du PIB, ils font également voir l'avantage structurel qu'il représente, en favorisant entre autres la venue de femmes sur le marché du travail. Sur la question du primaire, Dorval-Douville et Gingras demandent à ce que soit mis en place un véritable système de dépistage des élèves ayant des troubles d'apprentissage, car ils sentent qu'ici, on « navigue à l'aveugle ».

Les deux auteurs veulent donc également qu'on agisse à la base, et ils l'appellent avec une humilité qu'on apprécie. Prudents sur la question de l'ordre, ils sont enthousiastes et cohérents avec les choix faits par le Québec par le passé. Nullement passéistes, ils exigent plutôt un sens de la continuité et un désir de renouer une confiance dans nos institutions. Agir en amont et s'inscrire dans la durée, tels semblent être les deux principes qui guident cet essai, comme le prochain d'ailleurs.

*

Un rappel bref : le 2 mai dernier, l'Institut de la statistique du Québec révélait que le taux de diplomation secondaire était de l'ordre de 64 %. Il chute drastiquement à 51,4 % si on cible les jeunes garçons. D'autre part, les chiffres, rappellent *Réussir l'éducation*, ne sont pas plus reluisants lorsque l'on constate que près du quart des nouveaux enseignants abandonnent la profession dans les cinq premières années. Ces statistiques, comme beaucoup de statistiques, font du bruit. Elles doivent forcément nous interpeller, mais c'est un ensemble de faits qui devraient faire l'objet de notre attention soutenue. Des infrastructures à rénover, un manque de stabilité bien réel dans le corps enseignant, une lourdeur bureaucratique, des coupes budgétaires, un manque de personnel spécialisé sur le terrain. Ajoutons au portrait les nouvelles réalités : des groupes avec des élèves aux réalités diverses, avec troubles d'apprentissage, la réalité de la population étudiante issue de l'immigration, une réorientation de la pédagogie selon les compétences. Comment y voir clair ?

L'INÉDUCATION SELON JOËLLE TREMBLAY

Dans *L'inéducation*, Joëlle Tremblay tente de bien cerner les contours de l'idéologie néolibérale qui a affaibli le système pour mieux le refaçonner selon des objectifs bien précis. Son essai est à la fois inquiétant et limpide, synthétique. Il illustre le clivage des deux visions qui traversent actuellement les milieux de l'éducation. On trouvera ici mots et concepts pour éclairer ce que Sébastien Proulx qualifie de « braquage ». Le système est (caricaturons) présentement chaussé dans deux bottines de visions : les uns y voient un levier de développement dans une économie technologiquement avancée et postindustrielle ; les autres plaident pour un réenracinement de l'école dans les valeurs séculaires de l'humanisme. Joëlle Tremblay fait partie des seconds et elle a saisi l'occasion d'exposer ses motifs et ses critiques dans son essai qui explique les mécanismes institutionnels de la machine éducative québécoise.

Pour l'auteure, et contrairement à ce qu'en dit Proulx, le dessin est de moins en moins brouillé : quoiqu'on en dise, le Québec ne parvient plus ni à articuler ni à incarner une vision égalitariste et profonde d'une éducation perçue et pensée comme un tout, un curriculum, qui nous tirerait vers le haut avec pour souci central l'épanouissement de la personne humaine. L'accent militant de l'essai ne dissimule pas cette inquiétude légitime que partagent beaucoup d'acteurs du milieu et qui sans aucun doute, alimente une méfiance envers l'État et sa marche vers le progrès.

Car pour Joëlle Tremblay, les débats de fonds sur l'éducation sont présentement carrément évacués dans les médias. L'éducation y est surtout abordée sous l'angle du financement. « Le contenu des programmes, le nombre d'élèves par classe, la formation des maîtres, le fait que les enseignants précaires quittent le réseau » ne le sont pas. Ces demandes, relevées par les syndicats, qu'on accuse par-

1 George Leroux, « Instruire, enseigner, former : le métier d'enseignant aujourd'hui », conférence prononcée au Colloque : 40 ans après le Rapport Parent, 2003.

LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION

fois d'être corporatistes, réfractaires au progrès et aux innovations en matière de science de l'éducation, forment pourtant la pierre d'assise de l'institution.

Face à cela, Tremblay rappelle que des réformes qui viennent d'en haut et qui ne font pas l'objet de consensus du milieu, affaiblirait, comprend-on rapidement, un système d'éducation déjà mal en point, car remodelé selon les vertus de la productivité et dont les établissements, devenus autonomes, devraient assurer leur rentabilité. D'où l'idée d'industrialisation.

Le principal point d'achoppement, sur lequel accroche Tremblay, c'est cette réorganisation interne et la nouvelle approche clientéliste étudiante qui en résulte : un glissement vers la valeur économique des diplômés (reflètent-ils l'unité d'un parcours académique ou la certification qu'une unité de travail est prête ?), un recours à la manière de gérer et d'administrer les écoles, comme on le fait en entreprise. Tremblay parle d'industrialisation parce que c'est la performance économique qui serait devenue le critère de toute action sensée dans le milieu. Elle montre qu'idéologiquement aussi, de nouveaux arguments concourent à cet état de fait : une pédagogie centrée sur l'élève et l'approche par compétences, la conception d'une diplomation répondant aux pénuries d'emplois. Cela va jusqu'à l'affaiblissement des critères de correction.

Essentiellement, Joëlle Tremblay veut nous signifier que les coupes des dernières années ne seraient pas fondées sur des faits, mais bien sur une vision politique cherchant à réduire l'intervention de l'État en amenuisant la défense du bien commun. En 10 ans, rappelle-t-elle, 124 millions ont été amputés aux budgets des commissions scolaires alors que dans les secteurs privés, les subventions seraient à la hausse. Le secteur public doit, en plus de ces compressions, s'ajuster à une hausse toujours grandissante du nombre d'étudiants en situation de handicap ou ayant des troubles d'apprentissage.

Ces constats s'inscrivent dans l'idée que met de l'avant Tremblay, celle d'une industrialisation de l'école. La vision industrielle de l'école qu'elle décrit ne serait plus qu'une caricature et incarnerait de moins en moins le but premier de l'éducation, soit « l'actualisation de l'humanité » de l'enfant. Mais – un peu d'optimisme svp ! – même si le système perd de vue sa mission, Tremblay croit heureusement qu'il n'en est pas ainsi chez les enseignants, eux qui gardent le feu. Comme ses collègues essayistes, Tremblay désire qu'on les remette au centre du projet éducatif. Consciente que le débat est éternel et qu'à l'aube de la philosophie on en discutait déjà, elle exige néanmoins de recentrer ce projet sur ses postulats humanistes.

Elle émet des réserves face aux sciences de la pédagogie et à la psychopédagogie qu'elle décrit comme « un vaste désert de couleur et de stimuli » (p. 53). Elle parle du leurre du renouveau pédagogique : il négligerait la perspective classique de l'enseignement. Ici, elle exagère un peu. Elle reprend la critique mise de l'avant par Normand Baillargeon de préférer les compétences aux savoirs, remet de l'avant l'idée qu'un enseignant doit être « pétri » de culture générale, ce qu'aborde avec finesse *La perte et l'héritage*. Bien sûr, cela se confirme toujours : un prof passionné, allumé, est la voie royale pour la motivation aux études. Mais faut-il condamner pour autant toute la littérature scientifique sur la pédagogie et les troubles d'apprentissage ? Ici, pas question de cynisme, plutôt de scepticisme ! Bien qu'on puisse douter de la recherche, on ne peut négliger la meilleure connaissance que nous avons aujourd'hui du développement de l'intelligence de l'enfant et du jeune adulte. Distinguer cela de l'orientation néolibérale de l'éducation : voilà le défi.

Les derniers chapitres de *L'inéducation* portent sur les cégeps et les universités. Tremblay rappelle les intentions de la réforme Robillard de 1993 et du rapport de Demers de 2013 qui recommandaient un meilleur arrimage du cégep avec les besoins du marché du travail. Demers préconisait une révision de la formation générale. Pourtant, note Tremblay, le Conseil canadien des chefs d'entreprise et le Conference Board of Canada montrent que ce qui est recherché par les employeurs, ce ne sont pas forcément des travailleurs

plus spécialisés, mais de futurs employés faisant preuve de jugement et d'esprit critique. Ça va dans le sens de nos autres auteurs.

Un Québec libre : « [...] notre époque impose de revoir l'accent mis sur la technique et de se tourner un peu plus sur l'humain » (p. 84). Voilà ici un point de convergence.

Qu'a donc besoin l'éducation ? De la substance !, clame Joëlle Tremblay. L'évacuation petit à petit du modèle humaniste n'est pas, pour elle, un bon pari ni un choix sain. Si l'éducation doit avoir un fondement, c'est celui-ci : « Le seul point sur lequel nous pouvons intervenir dans ce système industrialisé jusqu'à la moelle, c'est sur la relation privilégiée qui doit se créer entre l'enseignant, l'élève et la chose à connaître. » L'éducation ne peut pas fonctionner comme l'industrie, assurément pas comme elle le fut au XX^e siècle. En lui exportant ses modes de fonctionnement, le paradigme industriel place l'éducation dans les mauvaises chaussures et lui fait faire de mauvais pas qui sapent sa responsabilité morale.

Autant Proulx que Dorval-Douville et Gingras et ici, Tremblay, tous partagent cette idée de recentrer l'éducation sur la relation pédagogique et la valeur de la connaissance. Jetons un coup d'œil du côté d'un dernier essai.

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL, ENTRE *LA PERTE ET L'HÉRITAGE*

Voici une définition tout élémentaire de l'éducation ; elle est de Cicéron, que cite Raphaël Arteau McNeil : « l'éducation est cette occupation de l'âme [...] la plus digne d'un être humain, la plus digne d'un homme libre » (p. 48). Sommes-nous dans les limbes de l'Antiquité ? Ou alors peut-on admettre que le besoin évident de modernisation est parfaitement compatible avec les définitions d'un autre âge ? Cicéron voyait dans l'« éducation humaniste et libérale » de son temps, héritage de l'Athènes démocratique du V^e siècle av JC, un moyen de se porter « à la défense de la République », d'accomplir un dessein de la civilisation, parfaire l'humain.

La perte et l'héritage fournit un éclairage que ne livrent pas les trois autres essais, des précisions sur l'idée de culture générale. Celle-ci est souvent admise d'emblée, mais n'est pas exempte d'ambiguïtés. Comment penser la culture générale aujourd'hui alors que les référents culturels s'entremêlent à des niveaux inégaux ? Que la culture populaire est diffusée à grande échelle ? Que les deux se structurent parfois selon des moyens financiers plutôt que des principes moraux ? Cela n'empêche pas que revenir aux fondements culturels est essentiel, mais la tâche est en soi herculéenne si l'on s'évertue à tenir compte de ce pluralisme culturel et social qu'amplifie la mondialisation et l'Internet. Raphaël Arteau McNeil perçoit qu'au-delà de la parcellisation, de la fragmentation à outrance, de l'individualisme contemporain, les humains que nous sommes recherchent, encore et toujours, le sens de l'unité, et que c'est cette quête qui valide l'étude que nous devrions faire des grandes œuvres de l'humanité.

Ces œuvres, ce peut être celles d'Homère, d'Augustin, de Montaigne, mais aussi de penseurs politiques comme Tocqueville, de scientifiques comme Darwin et Einstein, de sociologues comme Weber, de philosophes comme Arendt et De Beauvoir. Le critère étant des écrits dont l'influence grandiose est à la racine de champs disciplinaires, de visions esthétiques ou de philosophies. Arteau McNeil est responsable depuis plusieurs années d'un séminaire de



LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



lecture de ces classiques donné à l'Université Laval et il a proposé cet essai en partie pour exposer l'argumentaire sur lequel se fonde le besoin de relire ces œuvres qui ont à la fois marqué leur temps et l'ont transcendé.

La réflexion qui en résulte ne vise aucunement à redéployer une culture élitiste, tel qu'elle a pu exister par le passé. Arteau McNeil ne parle pas des collèges classiques. Il voit dans l'héritage des grandes œuvres un luxe que l'on devrait pourtant se payer, déshérités que nous sommes dans un monde individualiste à souhait.

Dans des pages consacrées à l'éducation en général, Arteau McNeil voit qu'un alliage nouveau genre a émergé au tournant des années 70 entre une volonté d'égalisation à outrance qui s'est doublée d'une libéralisation des mœurs, mais aussi de la revendication que le système d'éducation ait une visée plus pratique, plus utilitaire. Il en aurait résulté une dérive vers «des éducations» plutôt qu'une Éducation, des éducations menant tout un chacun vers sa spécialité, sa spécialisation, son travail. Selon cette perspective, la connaissance s'en trouve à être instrumentalisée plutôt qu'à être un véritable chemin vers une meilleure connaissance de la nature et de la condition humaine. Arteau McNeil critique rudement cette approche. Dans un des chapitres de l'essai, il présente une brillante analyse du *Banquet* de Platon dans laquelle il montre que les discours sur l'amour de Pausanias, Socrate et Alcibiade vont beaucoup plus loin qu'un texte scientifique contemporain expliquant le choc amoureux comme un débalancement des hormones. Le «comment» ne peut pas être une réponse suffisante à des êtres humains dont le «pourquoi» demeure si important, quoi qu'on en dise.

Arteau McNeil cible la génération lyrique (encore les boomers!), du moins l'idéologie qui la sous-tendrait, pour expliquer pourquoi on a liquidé l'héritage et la tradition, d'où sa désignation de «déshérités» pour parler des générations post-lyriques. Reprenant la démarche intellectuelle de René Descartes, il propose donc une nouvelle méthode pour refonder la pertinence de la lecture des grandes œuvres comme propédeutique à une connaissance profonde du cœur humain. Un tel programme devrait-il être inclus dans la formation des futurs enseignants? La question vaut la peine qu'on la pose. Arteau McNeil y va d'un argumentaire explorant les considérations morales et métaphysiques du statut de ces grands livres, le tout présenté dans une plume efficace et élégante.

On peut tirer plusieurs choses de cet essai. D'abord que l'éducation doit être comprise comme «la réflexion sur sa propre expérience» (p. 58). Ensuite, qu'elle n'est pas naturelle; elle «requiert un effort de la volonté et une conscience de la nature intellectuelle et sentimentale de l'entreprise» (p. 62). Proulx parle bien rapidement dans son livre de «l'ancrage de civilisation» que représente la littérature. C'est exactement ce dont il s'agit ici. Tremblay invite également à ce réenracinement dans les valeurs traditionnellement associées à l'humanisme. Mais ce qui est le plus important dans *La perte et l'héritage*, c'est que les grandes œuvres constituent une preuve, une «modalité» de l'expression de la connaissance de la condition humaine. On trouve dans cet essai une morale qui fonde le principe même d'éducation. Et c'est dans la mesure où cela est reconnu comme tel que le statut même de l'acte d'enseigner trouve toute sa force et sa légitimité. Arteau McNeil cite Hannah Arendt, pour qui l'enseignant est un peu comme «le représentant de tous les adultes qui lui signaleraient [à l'élève, à l'étudiant] les choses en lui disant: Voici le monde.» Voici donc comment *La perte et l'héritage* entreprend de définir une «morale par provision» et une éducation pour «une humanité éparpillée». Vadeboncoeur parlait d'une «humanité improvisée» et ce serait tout aussi juste de présenter les choses ainsi.

DES ORPHELINS, DES VOLONTAIRES, DES DÉSHÉRITÉS

Ces quatre ouvrages veulent repositionner l'éducation comme priorité. Ce qui est intéressant, c'est de voir comment chacun l'interprète. Sébastien Proulx est peu loquace sur les problèmes. Il les présente plutôt sous l'angle des défis. S'il y a effectivement une rhétorique pragmatique et politicienne chez lui, cela n'enlève pas à la véritable confiance qu'il place dans la mission éducative. Nous ne sommes évidemment pas dans les mêmes talles avec *L'inéducation* où prévaut la critique de l'ordre néolibéral en éducation. Pour les orphelins de *Réussir l'éducation*, c'est le pacte social-démocrate qui a faibli et qui doit être relancé. Chez le déshérité qu'est Raphaël Arteau McNeil, on recadre le sens même «d'éducation» en lui réassignant ses postulats philosophiques à travers les grands livres qui ont ouvert ce qu'il peut convenir d'appeler une tradition. Une tradition, soulignons-le, qui n'est pas une reprise docile de façons de faire ancestrales, mais une conscience que nos droits et les progrès qui en ont résulté reposent sur une lente et profonde maturation de la pensée humaine. En ce sens, la tradition est médiation d'un passé au présent, d'un présent à l'avenir.

On pourrait voir dans ces quatre essais les marques d'un néo-classicisme, d'une forme de pensée conservatrice tournée vers un rappel de principes philosophiques d'autre âge. Il y a un peu de ça. En même temps, aucun des ouvrages ne fait dans la nostalgie. Tous revendiquent plutôt une volonté de répondre aux enjeux de notre époque. *Un Québec libre* et *Réussir l'éducation* plaident tous deux pour que l'on se retrouve les manches. *L'inéducation* ne dit pas autre chose: que le recentrage sur les valeurs humanistes à la base même de l'idée d'éducation retrouve sa pertinence et que cela soit une base suffisamment solide pour que ressources et investissements permettent à l'école, et l'autorisent, à s'organiser pleinement.

Il y a des failles dans le système, des lézardes que la simple bonne volonté ne peut pas faire disparaître d'un seul coup; ce sont à la fois des manquements, mais aussi des besoins de s'adapter à de nouvelles réalités sociologiques et matérielles. Le désengagement de l'État au profit de la libre circulation des biens a eu des incidences profondes, non seulement sur les institutions publiques, mais aussi sur les comportements de tout un chacun. Si au Québec le système est devenu inégal et qu'il peine à incarner son statut de service public, c'est que le rapport et les attentes à son endroit ont évolué, que l'école représente maintenant une plus-value dans les économies fondées sur le savoir. Cela exerce sur lui des pressions. Mais il serait aberrant de le soumettre au strict critère de la rentabilité, trop aléatoire, favorisant les uns au détriment des autres.

Quoi qu'on en dise, un rapport clientéliste frappe l'école, on veut être bien servi. On recherche le meilleur rapport qualité/prix. Chacun cherche ce qu'il y a de mieux pour son enfant. Où est le problème? Mais comment refonder la possibilité de la vie collective quand les choix individuels disposent de tant de légitimité? Comment concilier les deux, comment définir la recherche du bien commun sans brimer, que chaque époque exige de réinterpréter, le bien de chacun? Jeu d'équilibre! Avant penser réengagement de l'État, il faut que les gens, responsables de tous les milieux et à tous les niveaux, sachent reconnaître que chacun a sa part de vérité dans l'affaire, quelque part dans le nœud de ses mots et le socle de ses convictions. Quatre auteurs, cinq, avec leur sensibilité propre, ont articulé quelques points de convergences opportuns, ce front inédit peut-il trouver l'écoute d'une large audience? Et souhait tout personnel, pour que le chantier avance: espérons que la curiosité intellectuelle, la curiosité tout court!, sache frayer son chemin là où il n'y a plus, finalement, qu'un impérieux, voire parfois impétueux, désir de performance. ❖

LE FÉMINISME COMME LANGUE MATERNELLE

Karine Castonguay

Enseignante en littérature, Collège de Rosemont

MARTINE DELVAUX

LE MONDE EST À TOI

Montréal, HélioTropé, 2017, 152 pages

La question de l'amour est celle de
l'hospitalité inconditionnelle

– Anne Dufourmantelle

Martine Delvaux est professeure, écrivaine (romancière et essayiste) et elle participe activement à la vie intellectuelle québécoise, le tout en faisant entendre sa voix féministe. Mais elle est aussi mère, rôle qu'elle n'a jamais caché à ceux et celles qui la suivent sur les réseaux sociaux. Son Instagram et sa page Facebook contiennent des références à sa fille unique, Éléonore, quand ce ne sont pas des photos de l'adolescente. Martine Delvaux arbore la même attitude que la plupart des mamans sur le Web, célèbres ou non. C'est d'ailleurs sur Facebook que l'écrivaine nous a présenté sa fille en partageant des bribes de leurs conversations, nous faisant ainsi connaître la répartie savoureuse et souvent cinglante de celle qu'elle surnomme «Petite féministe».

Après l'avoir souvent citée sur Facebook, Martine Delvaux, dans son livre *Le monde est à toi*, s'adresse maintenant à sa fille. Il s'agit bel et bien d'un livre qui réfléchit au féminisme, sauf que c'est d'abord et avant tout un livre écrit par une mère féministe à sa fille. Comme le demande Martine Delvaux : «Est-ce qu'on peut penser le féminisme sans penser l'amour?» (p. 23) Et, ajouté-je, comment penser la maternité sans l'amour? C'est certes impossible en lisant cet essai, que ce soit dans le discours intime que Martine Delvaux destine à sa fille ou encore dans la défense des adolescentes dans laquelle elle s'engage à un moment du livre.

Cette écrivaine engagée se soucie des filles, une fois de plus dans ce livre, comme elle l'a fait de façon aussi vive et sensible dans son essai *Les filles en série. Des Barbies aux Pussy Riot* (Les Éditions du Remue-ménage, 2013, *Cahiers de lecture* Printemps 2014).

**LE MONDE EST À TOI (AUSSI),
MON AMOUR**

L'amour de la mère pour la fille est célébré dès les premières pages : «Je t'aime et je vis avec toi, et ce qui m'importe le plus, c'est que tu existes. Que tu comprennes que tu en as le droit. Que tu saches, au plus profond de toi, que le monde est à toi.» (p. 12) Cette déclaration se situe au seuil de l'intime et du social : d'une part, l'expres-

sion privée de l'amour maternel ; d'autre part, l'encouragement de la mère à la fille à conquérir l'univers.

Le ton est donné, le lyrisme s'entremêle à la polémique : «En même temps, [prendre sa place dans le monde] ça veut dire : être prête à exiger, insister, réclamer, t'indigner.» (p. 13) Cette énumération de verbes d'action met en relief la force et la volonté nécessaires pour faire sa place dans le monde, ainsi que la nécessité d'y exprimer sa colère et sa révolte, particulièrement quand on est une femme.

**La vision du monde de
Martine Delvaux est ambivalente
dans ce livre. D'une part, elle
exprime un enthousiasme certain
envers les adolescentes qu'elle
aime tant, envers leur attitude
qui, en principe, leur permettrait
de conquérir le monde. D'autre
part, l'auteure ne cache pas
une puissante inquiétude face à
l'avenir de ce même monde dans
lequel grandit sa fille, ce monde où
on a élu Donald Trump...**

Malgré cette place accordée aux revendications féministes par Martine Delvaux dans son livre, ce qui y apparaît surtout, c'est l'écriture tendre et émouvante qu'elle adresse à sa fille dans la forme même du livre, qu'elle relie à la lettre d'amour (p. 22). Elle dit vouloir penser à ce qu'il y a de féministe «dans cet amour-là» (idem). Cet amour fait de «ravissement» (p. 34) reste non dépourvu de lucidité : «Je veux simplement essayer d'écrire sur ce que ça peut vouloir dire, pour moi, d'avoir une fille» (p. 16).

**ÊTRE UNE MÈRE, UNE MÈRE
FÉMINISTE**

Martine Delvaux était féministe bien avant la naissance de sa fille. Toutefois, avec sa venue au monde «s'est affirmé ce qui était déjà là avant ton arrivée, [s]on féminisme, mais qui était là sans l'urgence, le feu politique, l'impression qu'il faut agir maintenant et vite» (p. 80). Avec la mise au monde de sa fille est apparue, chez Delvaux, la mère féministe.

En tant que mère féministe, Martine Delvaux affirme ne pas avoir forcé sa fille à en devenir une : «Je n'ai pas fait de toi une féministe, et je ne t'ai jamais



demandé si tu en étais une. Parce que toi, tu l'affirmes sans hésiter. Tu parles le féminisme comme une *langue maternelle*.» (p. 137, je souligne) Le Larousse définit la langue maternelle comme «la première langue apprise par un sujet parlant [...] au contact de l'environnement familial immédiat». Delvaux a donc moins transmis son féminisme à sa fille à grands coups de discours péremptaires qu'à travers un mode de vie alternatif et fort ancré dans le réel, celui de ce monde décrit par l'auteure comme «fragile, violent, exigeant» (p. 66), surtout pour les femmes – pour toutes les femmes – et pour toutes les filles : «Être une mère féministe, c'est aimer entièrement la vie des filles, et travailler contre leur effacement, cet effacement des femmes qui s'opère, de mille et une manières, à l'adolescence» (p. 100).

**PLAIDOYER POUR LES
ADOLESCENTES**

Martine Delvaux les aime, les adolescentes, et elle leur livre un vibrant hommage. Elle manifeste d'abord son profond désaccord envers les expressions «l'âge ingrat» ou «l'âge bête», employées pour parler de cette période de la vie des filles. Elle est ensuite outrée de voir à quel point les adolescentes sont sous-estimées et à quel point on parle de leurs intérêts vides, de leurs amours sans importance, parce que passagers, et de leurs passions exagérées, pour énumérer seulement ces aspects dénigrants. Delvaux les met sur le piédestal qu'on leur refuse normalement : «Moi, je crois en vous! Je sais que vous allez l'emporter!» (p. 61)

En tant que féministe, elle encourage ces filles à résister ; en tant que mère féministe, elle ne peut qu'en faire autant avec sa propre fille – même si cela veut dire lui résister, à elle, «à la reine-mère» (p. 51). L'auteure compare cette résistance à «faire la grève» (idem), désir qu'elle ressent elle-même souvent – l'auteure s'étant fort investie dans les

voir *Le monde est à toi*

à la page 28

Le monde est à toi

suite de la page 27



grèves de 2012 et de 2015. Pour elle, non seulement «faire la grève demande du courage et de la détermination» (p. 55), mais c'est aussi un geste indéniablement féministe et, rappelant les luttes des femmes, nécessaires à leurs avancées.

Cet élan d'optimisme ne se ressent pourtant pas dans l'ensemble du livre. Delvaux pense à l'avenir de sa fille plus d'une fois dans son livre, et sous le mode de l'incertitude: «Je ne sais pas quelle vie tu vas mener» (p. 42); «Je ne sais pas ce que tu vas faire, ce que tu vas devenir» (p. 56); «Je ne sais pas si tu auras des enfants» (p. 81). Cette incertitude relève d'abord d'une totale confiance dans les choix et les jugements de sa fille: son avenir lui appartient, à elle. C'est aux filles à tracer leur propre voie. Par contre, à cause des circonstances actuelles et des conséquences qu'elles auront éventuellement, la confiance de Martine Delvaux envers sa fille se transforme en angoisse maternelle, et féministe de surcroît: «Je ne sais pas ce que sera ta vie. Je refuse de penser à l'avenir tant il me paraît sombre par moments.» (p. 109)

LE MONDE EST À TOI, MAIS QUEL MONDE ?

La vision du monde de Martine Delvaux est ambivalente dans ce livre. D'une part, elle exprime un enthousiasme certain envers les adolescentes qu'elle aime tant, envers leur attitude qui, en

principe, leur permettrait de conquérir le monde. D'autre part, l'auteure ne cache pas une puissante inquiétude face à l'avenir de ce même monde dans lequel grandit sa fille, ce monde où on a élu Donald Trump...

Quel est donc ce monde qui s'offre aux jeunes filles ? Un monde complexe, cruel, déréglé, mais qui ne peut que devenir meilleur si les filles prennent la parole et surtout, si elles s'écoulent. En tant que mères, féministes ou pas, il faut leur apprendre, selon Delvaux, «à reconnaître [leurs] propres limites, les frontières de [leur] corps, l'intégrité de [leur] personne, comment écouter ce que ça dit à l'intérieur [d'elles] au lieu de donner prise aux injonctions et à la rumeur, comment faire entendre [et écouter] cette voix au lieu de la faire taire» (p. 117). Un monde où les filles doivent, sans sombrer dans la peur, se lever et s'assumer, en (s'é)criant s'il le faut.

*

En guise de conclusion, dans ce livre, Martine Delvaux a répondu, de manière subjective, juste et bien humble, à la question «Comment être une mère féministe ?» Elle qui a refusé d'associer ce mouvement à une idéologie en préférant le considérer comme un mode de vie, elle rattache moins ce féminisme de la maternité à la façon dont elle éduque sa fille que dans sa manière d'être comme mère envers elle: engagée et consciencieuse, mais aussi sincère et créative.

Malgré une tendance à l'inquiétude engendrée par l'état actuel du monde, Martine Delvaux continue à rêver. Car le monde doit appartenir à celles qui s'indignent et qui s'aiment. ♦



Élections Montréal 2017
Cycle politique inédit
Élections Catalogne 2017
Deux pouvoirs constituants



Universités :
démissions inc.



Nationalismes en Europe

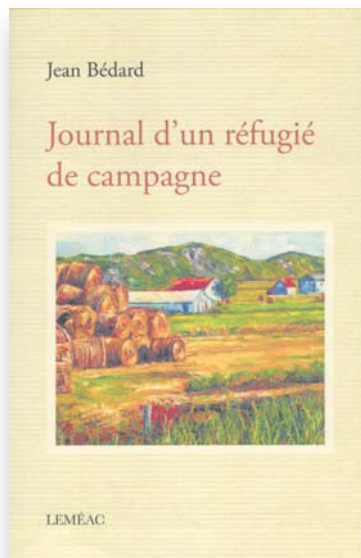


Québec
Lire les vents contraires



Loi 99
L'être et le droit

Le deuxième siècle de L'Action nationale est commencé !



S'ASSOCIER AVEC LA TERRE

Françoise Bouffière
Orthopédagogue



JEAN BÉDARD
JOURNAL D'UN RÉFUGIÉ DE CAMPAGNE
Montréal, Leméac, 2017, 152 pages

SERGE MONGEAU
L'ÉCOSOPHIE OU LA SAGESSE DE LA NATURE suivi de **LA BELLE VIE**
Montréal, Écosociété, 2017, 207 pages

Voici des années qu'Hubert Reeves nous avertit des dangers qui menacent la vie de la planète. À sa voix s'ajoute celle des physiciens, philosophes, écologistes qui plaident pour une transformation de notre mode de vie. Voici deux essais inspirés par la sagesse de la terre et qui nous proposent un art de vivre plus respectueux de la nature.

Jean Bédard est un homme étonnant qui cumule les fonctions d'écrivain, de philosophe, de fermier, de scientifique et de professeur à l'Université du Québec à Rimouski. En 2004, il a relancé avec sa femme une ferme à l'abandon, la ferme d'accueil écologique SageTerre au Bic (Québec) où il travaille avec l'aide de jeunes gens. L'auteur de plusieurs romans et essais, dont *L'écologie de la conscience* (2013), trouve le temps de cultiver sa terre, d'enseigner, de nourrir ses animaux et son blogue tout en prenant soin d'écrire son journal chaque semaine : «un cahier d'expériences» comme il le nomme. Il n'a rien d'un réfugié préoccupé par sa survie, mais bien d'un philosophe qui a trouvé sa place et son rôle dans la vie.

Son journal suit les saisons de la semaine du 1^{er} octobre à celle du 23 octobre de l'année suivante, offrant au lecteur une vaste et englobante réflexion nourrie de l'observation des végétaux. Sur cette terre du Bic, le paysan-scientifique explore, observe, cherche à comprendre les espèces et les interactions multiples du vivant. Il nous les explique et enchaîne sur les considérations morales ou philosophiques que ce vivant lui inspire. Parcourir ce *Journal d'un réfugié de campagne*, c'est donc suivre le paysan dans ses gestes et pensées concomitantes : ramassage des feuilles et réflexions sur la puissance d'un microbiote, plantation des gourganes à côté d'une allée d'arbres et méditation sur leur verticalité, etc. C'est accepter une série d'explications très scientifiques autour de la fabrication du compost, des cycles de désorganisation-organisation de la nature tout en suivant des propos philosophiques de haute voltige.

La beauté est au cœur du *Journal d'un réfugié de campagne* et c'est à son mystère que son auteur réfléchit. La beauté, nous dit-il, ne s'impose pas, elle est «un acte de conscience, un accomplissement». Il précise plus loin qu'elle «n'est pas un simple colorant versé sur le monde», mais que «le monde est la beauté à l'œuvre, l'acte de beauté.» La qualifiant de «germe du futur», il écrit avec lyrisme : «En nous, la beauté fait l'effet d'un germe qui fracture les surfaces, descend des racines et monte des branches qui sauront rabattre le ciel sur terre pour nous élargir comme un jardin.» (p. 36)

Jean Bédard recherche la contemplation du beau et nous la propose parce que la beauté rééquilibre l'ordre du monde qui ploie sous son lot d'horreurs et de malheurs dont cet écologiste est très conscient. C'est d'ailleurs pour se vouer à cette contemplation qu'il a choisi de fuir la ville et de se réfugier «dans un art de vivre bon pour l'esprit et pour la planète».

Il y a beaucoup de bonheur dans ce livre, une joie ancrée dans le corps en action, un corps et un esprit «en résonance avec la nature»; beaucoup de sagesse également comme en témoigne cet avertissement : «Tant que nous considérerons que notre destin personnel est dissocié du destin commun de tous les vivants, nous serons privés de l'élan de la vie, nous serons amers, arrogants et toxiques» (p. 112).

Les jardiniers et les philosophes aimeront ce livre, les rêveurs aussi. Reste une question : combien d'entre nous peuvent se réfugier dans cet art de vivre bon pour l'esprit et la planète?

L'écologie ou la sagesse de la nature suivi de *La belle vie* sont deux essais qui datent de 1994 et 2004. Ils ont été réédités en 2017 à l'occasion du 25^e anniversaire des Éditions Écosociété. Les propos demeurent brûlants d'actualité. Serge Mongeau est un médecin qui a choisi de s'engager dans le communautaire et le politique avant de se diriger vers l'édition et l'écriture. On le connaît

pour avoir critiqué une certaine vision de la médecine qui, répète-t-il dans cet essai, s'intéresse peu à la santé et «perd la vision d'ensemble nécessaire à la compréhension de la vie.» Il continue à porter très haut ce désir d'un environnement sain dans lequel pourra «s'épanouir tout ce qui existe y compris et surtout les êtres humains». Sans déifier ou sacraliser la nature, il nous invite à nous associer à elle en mettant de côté notre fâcheuse tendance à nous croire les maîtres du monde puisque nous faisons tous partie de la même biosphère, cet ensemble totalement interdépendant où l'être humain est «le dernier né» de cette histoire qu'est la vie.

Ce médecin-écrivain adore jardiner comme Jean Bédard et comme lui il vit en symbiose avec la terre dans un des plus beaux coins du pays : l'île d'Orléans (du moins au moment où sont rédigés ces essais). Lui aussi cultive la terre en lui restituant un sol fertile. Lui aussi jouit de ce plaisir de vivre le temps qui n'existe plus quand on bêche, pioche, ou sarcle la terre «en participant à l'épanouissement à l'œuvre de vie». Plaisir d'avoir l'esprit libre pour laisser



S'ASSOCIER AVEC LA TERRE

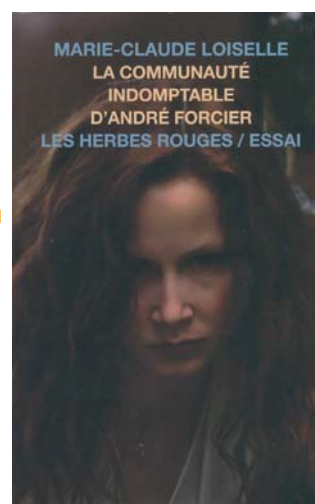


suite de la page 29

aller les pensées. Réflexions sur la vie et sur la mort qui, loin d'être un échec, s'impose, nous dit-il, comme une intégration dans un tout plus grand que soi. Réflexions sur l'impossibilité de contrôler totalement la nature où chaque animal, chaque plante essaient de survivre sans subordination les uns aux autres. La nature est neutre, nous dit-il, et elle évolue constamment.

J'avoue que les propos de ces heureux réfugiés de campagne qui ont le privilège de la contemplation génèrent en moi une petite gêne. Comment s'associer à la nature quand on vit à Parc-Extension, à Montréal-Nord ou tout autre endroit bien bétonné? Ou pire, comment s'associer à la nature quand on vit sous les bombes? Dans *La belle vie*, Serge Mongeau répond en partie à ma question en réfléchissant aux inégalités dans le monde. Il écrit: «À moins de

ne pas avoir de cœur, nous ne pouvons vivre béatement heureux alors qu'on sait que sévissent ailleurs des épidémies, des guerres civiles, des génocides et autres hécatombes.» (p. 190) À cette réalité, il oppose et propose l'implication dans des actions collectives, l'investissement dans une solidarité active. Son essai *La belle vie* nous invite à vivre le moment présent et à cultiver notre vie intérieure. Le texte prend des allures très moralisatrices. Mais bon, nul ne peut être contre l'amour, la générosité, l'écoute, la sympathie et autres bontés! Pourquoi donc m'agace-t-il? ❖



MARIE-CLAUDE LOISELLE **LA COMMUNAUTÉ INDOMPTABLE D'ANDRÉ FORCIER** Montréal, Les Herbes rouges, 2017, 180 pages

L'œuvre cinématographique d'André Forcier est unique au Québec et il était temps que quelqu'un prenne la plume pour rendre compte de la richesse de son univers. Ce que fait avec éloquence Marie-Claude Loisel, ex-rédactrice en chef de la revue *24 Images* dans un essai où elle nage comme un poisson dans l'eau dans son répertoire filmique. De son premier court métrage *Chroniques labradoriennes* (1967) au dernier film de fiction *Embrasse-moi comme tu m'aimes* (2016), l'auteure décortique en profondeur, avec précision et sensibilité, le moteur de la création en traitant des lieux, des objets, des personnages, des situations, du style particulier qui campe, entre autres, sur le dialogue entre le réel et la fiction (p.53). Les référents littéraires (Gaston Miron, Hubert Aquin, Jacques Ferron) et cinématographiques (Gilles Carle, Jean Vigo, Pier Paolo Pasolini, Aki Kaurismäki) auxquels l'auteure associe Forcier montre que son imaginaire s'abreuve à plusieurs sources.

Cinéaste de la démesure surnommé «l'enfant terrible du cinéma québécois» ou le «Fellini québécois» – avec qui il partage le goût de la fabulation –, Forcier réinvente la vie en permettant à ses personnages d'accéder à leur rêve. Bien que son univers repose sur une connivence entre le tragique et le burlesque «qui ne se prive d'aucun excès» (p. 55), on retrouve dans les films de Forcier (à quelques exceptions près), comme un leitmotiv, une communauté fraternelle tissée serrée dans un territoire réel ou imaginaire qui habite les personnages. Pour Loisel, «il s'agit de donner [...] un espace symbolique [...], un espace de rêve qui [...] dégage dès lors un horizon sans bornes» (p.22) alors que, «placée au centre de son œuvre, la communauté permet que subsiste dans notre monde une sorte d'utopie [...]» (p. 25).

Composés d'une multitude d'êtres singuliers – des plus communs aux plus excentriques ou marginaux –, les personnages de ses films sont pratiquement tous issus de la culture populaire. Parmi ces personnages pittoresques figurent au premier plan les femmes et les enfants. C'est un véritable hommage que Forcier rend à leur force de caractère. Alors que la jeunesse, toujours un peu sauvage, représente «l'expérience première du monde» (p.84), les personnages féminins, de leur côté, «avec leur énergie, leur pouvoir d'attraction et leur aplomb, [...] dynamisent le récit [...]» (p. 93). Sans être les personnages principaux de ses films, Loisel remarque avec justesse que les femmes sont libres et déterminées.

Le cinéma de Forcier est, selon l'auteure, un cinéma de la mémoire, celle de la pauvreté issue du Canada français, qui s'impose non seulement comme décor, mais comme «la plus grande des richesses» (p.71). On a tous le potentiel pour être heureux dans les films de Forcier, personne n'est totalement démunie face aux péripéties de la vie, ni laissée pour compte. L'amitié est prépondérante dans ses films, comme l'amour y est un absolu, la communauté est représentée comme une force, comme l'esprit d'insoumission évoque le refus de la fatalité et les personnages sont souvent des êtres indomptables qui s'expriment dans une «langue rude». Forcier, nous rappelle l'auteure, «offre à ces vies, sans histoire la place qui leur revient dans la grande destinée humaine» (p.49). Il propose ainsi une alternative à une «identité désastreuse» (Pierre Nepveu, cité p. 69) et à une conscience historique honteuse ou malheureuse. La reconstruction voire la réparation de la mémoire jouent un rôle dans l'articulation de ses fictions. Selon Loisel, l'imaginaire de Forcier rejette le défaitisme: «Le Québec de Forcier ne meurt pas, il est en train de naître», conclue l'auteure (p. 121). Ainsi s'achève l'analyse sur la découverte d'un cinéma qui poétise une réalité nationale enracinée en terre d'Amérique et digne non seulement de s'assumer, mais de revendiquer sa part d'humanité, de durer malgré des forces antinomiques.

Admirative de l'œuvre de Forcier, l'auteure termine son essai par 25 fragments – des petits récits d'une partie de la vie du cinéaste qui inspirent le moteur de son esprit créatif – et de quelques photos. Ce «créateur de mythes», selon les termes de l'auteure, qui, depuis 50 ans, est animé d'un immense espoir, reçoit dans ces pages un hommage mérité. Et, comme si les astres s'étaient enfin alignés pour signaler la part originale du cinéma de Forcier, Gala Québec cinéma lui remettra un prix, le 3 juin prochain. Il était temps...

Claire Portelance
Professeure retraitée

L'OBSESSION DE LA CONTINUITÉ

Claire Portelance
Professeure retraitée

JEAN-PIERRE LEFEBVRE
L'HOMOMAN À LA CAMÉRA
Montréal, Boréal, collection Liberté
grande, 2017, 211 pages

L'homoman est le titre du premier film, un court-métrage en noir et blanc, de Jean-Pierre Lefebvre tourné en 1964. Il s'agit d'un film expérimental qui annonce déjà son parti pris pour le cinéma de « création-signification » à l'encontre d'un cinéma de représentation spectacle qu'il exècre. C'est ce que, du reste, il poursuivra tout au long de sa carrière de cinéaste, comme en témoigne sa filmographie qui plonge ses racines dans le bagage culturel du Canada français et du Québec des années soixante en quête d'une identité nouvelle. *L'homoman*, ce n'est pas un personnage, ce n'est pas un homme, mais un groupe d'hommes qui, selon Michel Brûlé, représente « les Québécois comme collectivité ».

Dans cet essai, Lefebvre, qui reprend le titre de sa première expérience cinématographique, soutient qu'un film est, selon les mots de Gilles Groulx qu'il cite deux fois : « [...] invention et création dans la collaboration depuis le commencement jusqu'à la fin » (p. 133 et 193). En somme, le septième art est un travail d'équipe qui, comme l'expliquait Élie Faure dès 1934, est un art de synthèse, une architecture en mouvement qui rappelle les bâtisseurs de cathédrale¹. À cet égard, Lefebvre consacre quelques pages à la créativité des artisans du cinéma en insistant sur le fait que l'essentiel réside dans « [l]e sujet. LE SUJET. Voilà le seul et vrai patron, le seul maître, sur un plateau de tournage aussi bien que dans le bureau de production. Tout le monde – réalisateur, producteur, techniciens, comédiens – sert le sujet chacun à sa manière, selon ses qualifications et ses responsabilités » (p. 125).

Par ailleurs, confie Lefebvre, la création exige de composer avec l'imprévu (une tempête de neige, le passage d'un avion, par exemple). C'est à ce titre qu'un film se différencie du théâtre où le temps reste figé et fixe.

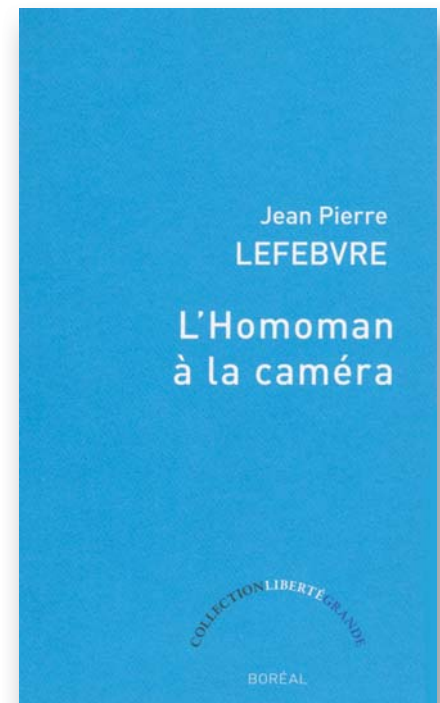
La première partie de l'ouvrage consiste ainsi en une réflexion sur la création et,

fort de son expérience cinématographique comme réalisateur, scénariste, acteur, monteur, producteur, auteur de plusieurs chroniques sur le cinéma, Lefebvre, en une forme de legs, raconte son histoire personnelle de cinéaste, révélatrice, par ailleurs, de celle du cinéma identitaire du Québec. Le cinéma identitaire, écrit-il, différent du cinéma national – c'est-à-dire des œuvres produites par une nation sans qu'elles soient représentatives de cette nation – « est à la fois cause et effet de la recherche d'une identité simultanément personnelle et collective et qu'il relève du cinéma de création-signification (et non du cinéma-spectacle) » (p. 103).

Le cinéma identitaire, différent du cinéma national – c'est-à-dire des œuvres produites par une nation sans qu'elles soient représentatives de cette nation – est à la fois cause et effet de la recherche d'une identité simultanément personnelle et collective et relève du cinéma de création-signification (et non du cinéma-spectacle).

Bien que Lefebvre reconnaisse que ce cinéma identitaire connaît ses premiers balbutiements avec les films des prêtres cinéastes, il leur reproche de n'avoir produit que des films de raison où sont exposés les idéaux d'une « réalité socio-religieuse » sans même donner la parole aux gens d'ici. « Ces gens sont de pures ouailles au sens premier du mot. On les dirige de l'extérieur, de haut, pour leur bien, c'est-à-dire celui qu'on a décidé pour eux et qu'on leur impose » (p. 110). Réflexion et jugement dignes du cinéma direct qui a voulu se dissocier, dès la fin des années 1950 d'un cinéma de narration, avec comme premier film du genre *Les raquetteurs* (1958) de Michel Brault et Gilles Groulx. L'ONF, écrit Lefebvre, a donné l'ouverture nécessaire en permettant un grand espace de liberté aux cinéastes et, dès lors, « la création est restée le moteur de la production jusqu'à la fin des années 1970 » (p. 118).

C'est en regard de cette continuité mise à mal par l'industrialisation, la professionnalisation, la technicisation sans cesse galopante jusqu'à la numérisation et l'étatisation de la cinématographie québécoise – le cinéma d'ici, affirme-t-il, est



un « cinéma privé d'État » (p. 152) – que l'essai de Lefebvre prend tout son sens. On reconnaît bien ici le dénonciateur, voire le pourfendeur d'un art qui se détourne de ses origines. En une bouffée de nostalgie comme il le souligne lui-même, Lefebvre évoque l'époque « où moyens minimums équivalaient à imagination et solidarité ; de celle où notre identité personnelle passait par la recherche d'une identité collective [...] ». C'est un cinéma qui se donne comme responsabilité de réfléchir le sens de l'existence, d'exprimer dans des formes libres et expérimentales, « la place de l'être humain en ce monde ». Alors que ce cinéma existe encore, il se réalise en marge du cinéma grand public. C'est entre autres grâce à des bourses ou des programmes d'aide subventionnaires que cette aventure se prolonge.

L'essai, selon les termes de son auteur, vise à « garder vivante, active, réfléchie, permanente la quête identitaire reliée aux gestes spontanément créateurs que nos ancêtres ont faits » (p. 145). Les films identitaires, écrit-il, constituent l'apport le plus original du cinéma québécois, « c'est en eux qu'on trouve les germes d'un cinéma signification » (p. 185). Fidèle à lui-même, Lefebvre avait dès lors déclaré en 1966 : « Je ne crois pas à l'œuvre unique, je ne crois qu'à la continuité des œuvres [...] Je n'ai aucun motif de continuer à créer si ce que je fais n'engendre pas d'autres créateurs » (*Dictionnaire du cinéma québécois*, p. 450). Bien qu'il n'ait plus réalisé aucun film depuis 2010, Lefebvre n'en continue pas moins de défendre l'œuvre de création et de provoquer des réflexions du lecteur-spectateur. ♦

¹ Élie Faure, « Introduction à la mystique du cinéma », *Ombres solides (Essais d'esthétique concrète)*, Paris, éd. Edgar Malfère, coll. « Perspectives », 1934, p. 168-189 [version électronique réalisée dans le cadre de la collection « Les classiques des sciences sociales », p. 1-17].

LES «AUTRES» DU ROMANESQUE

Philippe Girard
Artiste

FRANÇOIS DUMONT
L'OMBRE DU ROMAN

Montréal, Éditions Nota Bene, 2017,
225 pages

Comment se distingue une œuvre «littéraire» d'un texte «non littéraire»? Le roman est-il le seul «genre», si l'on utilise une telle catégorisation, à se présenter comme héraut de la littérature? Hégémonique, le roman nous aveugle par son omniprésence dans l'univers du livre; mais au-delà de la question d'une classification, qu'est le «littéraire» à l'intérieur même du texte? Nous pourrions diviser la littérature entre le roman d'un côté (la fiction romanesque) et tout le reste des publications (ce qui demeure de la fiction) de manière hermétique, mais il s'agirait alors d'une grossière réduction. Que l'on dise roman ou non, le littéraire doit être perçu et étudié au regard de ce qui fait «conditionnellement» une œuvre, que ce soit alors sous le nom de ladite littérature romanesque, de l'essai, de la poésie, des carnets, etc.

C'est dans cette optique que François Dumont, dans son essai *L'ombre du roman*, appelle la part silencieuse des textes non romanesques en nous montrant que cette facette moins entendue de l'univers du livre est tout aussi riche de ce qui «fait le littéraire». D'autant que cette manière de voir fait l'originalité de ce livre, l'auteur montrant qu'à l'intérieur de trois autres «genres» la littérature puise un perpétuel renouveau, une ouverture de ses traditions, une poursuite de son exploration; trois genres réussissant à faire évoluer le roman même par leur faculté de s'immiscer dans son œuvre.

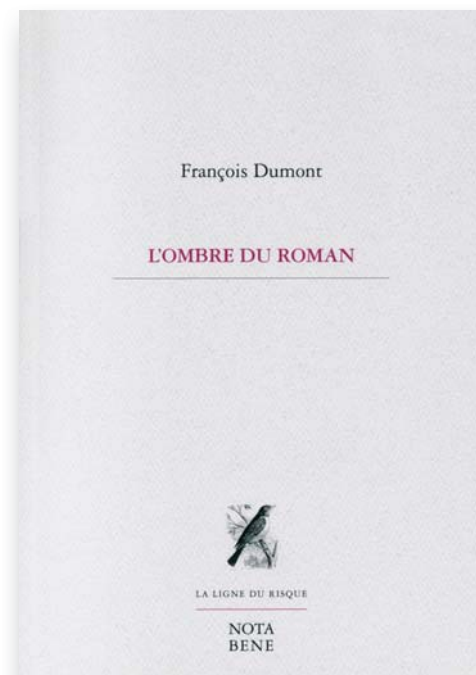
Publié dans la collection «La ligne du risque» chez Nota Bene, *L'ombre du roman* se divise en trois parties distinctes: l'essai, les carnets et la poésie. François Dumont demeure humble et ne se targue d'aucun pouvoir normalisateur en imposant des définitions exactes. Pris individuellement, ces parties se subdivisent dans son essai en plusieurs études d'auteurs et d'œuvres venant appuyer sa thèse: ces trois genres participent indéniablement du «littéraire» en se parant de multiples formes, de méthodes et de présences. Ne «suspendant» pas notre jugement moral (comme réussit à le faire le territoire romanesque selon Milan Kundera), l'essai, les cahiers/carnets et la poésie «travaillent sur une expérience dont le caractère fictionnel n'est

pas validé par une convention». Ils interrogent le propre de la «fiction» en ouvrant celle-ci aux processus de la création autres que la narration et la description (romanesque), tels que «l'écoute, la délibération, la critique, la rhétorique, le rythme» (p.8), etc.

Parce que les «genres» littéraires se métamorphosent et qu'ils brouillent de plus en plus les limites imposées par leurs définitions historiques, ce livre apporte à l'évolution des études littéraires une réflexion sobre et professorale d'une production non pas seulement parallèle à la littérature «romanesque», mais intrinsèque à celle-ci

D'abord l'essai. Sans contredit un genre excessivement polymorphe à l'intérieur duquel la fiction s'allie facilement à la réalité. Pouvant présenter des scènes imaginaires ou s'appuyer sur les faits véridiques, l'essayiste met sa prose au service de ses idées. Mais quelle est sa posture? Après la présentation de la méthode proprement «paradoxe» constituant l'écriture essayistique de Pierre Vadeboncoeur, Dumont consacre un chapitre à l'influence de cette façon de pratiquer l'essai chez les premiers écrivains de la collection «Papiers collés» de Boréal (fondée en 1984 par François Ricard et publiant entre autres Gilles Archambault, Jacques Godbout, André Belleau, Lise Bissonnette, André Brochu, et plusieurs autres membres collaborateurs à la revue *Liberté*). Chez ces auteurs de la décennie 1980, l'essai prend la forme d'une dialectique où les questions amenées par les auteurs n'arrivent à aucune réponse exacte, mais plutôt à la possibilité que tous les enjeux sur la littérature et la société québécoise invoqués, poursuivent une nécessaire et incessante réflexion.

Il y a un côté pragmatique dans le genre de l'essai, l'auteur ne voulant pas suspendre totalement le monde dans un univers clos (tel que le fait le roman), mais en n'étant pas obligé de laisser de côté son chapeau de romancier. Avec l'exemple de Monique Larue et de Neil Bissonndath, l'essai peut se construire soit par la personification romanesque de l'écrivain (Larue, dans *L'arpenteur et le navigateur*, conférence prononcée en 1996), soit par une conception «écrivain-citoyen» (Bissonndath,



dans *Le Marché aux illusions*, 1995). Chez Larue, il y a défense du caractère transformateur des questions romanesques que soulève un texte narratif, exemplarisant la figure d'une personne non-fictive (la figure de l'écrivain) à l'intérieur d'un cadre fictif (l'écrivain en tant que personnage romanesque). Comparativement, dans l'essai de Bissonndath, l'auteur se fait un «devoir» de transformer la société dans laquelle il s'inscrit par l'entremise de sa prose, directement par son «je» citoyen.

La deuxième partie est consacrée aux cahiers et aux carnets. François Dumont s'intéresse aux œuvres de Saint-Denys Garneau, René Char, Philippe Jaccottet, André Major et Jean-Pierre Issenhuith en montrant comment leur œuvre s'est majoritairement construite en relation avec la tenue de ce que chacun appelle un carnet, un cahier ou un journal. Question de nomenclature, l'objectif est souvent le même: bénéficier d'un espace d'écriture libre. Accompagnatrice du quotidien, similaire à la pratique de l'écriture intime, mais tournée vers ses uniques volontés littéraires, l'écriture des carnets permet aux poètes, penseurs et romanciers l'important «retrait» du monde; un endroit pour que leur pensée se libère dans un espace sans forme préconstruite. Le fait de se retirer à l'intérieur de ce terrain procure une liberté de toute méthode. Le «fragment» devient, notamment chez Saint-Denys Garneau, «l'invention jamais achevée, jamais vraiment instituée en forme inséparable de son support même, d'un texte qui se situe en deçà de la figure idéale du livre, et cependant au-delà des conventions de la littérature» (p. 118). Le désir d'écriture est simplement là et il est «tout» là, créant finalement une totalité similaire à l'œuvre (roman, poèmes, essais) et s'incarne de manière tout autant valeureuse que celle-ci.

voir L'ombre du roman

à la page 34

REFUS GLOBAL ET HORIZON D'ATTENTE

Andrée-Anne Leblanc

Enseignante en littérature, Cégep de Joliette

SOPHIE DUBOIS

REFUS GLOBAL. HISTOIRE D'UNE RÉCEPTION PARTIELLE
Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2017, 423 pages

Lancé le 9 août 1948 à la Librairie Tranquille, *Refus global* n'a certes pas besoin d'être présenté, faisant maintenant partie de notre histoire. Mais quel chemin laborieux a emprunté le manifeste pour arriver jusqu'à nous ? C'est par la métaphore de l'autoroute que Sophie Dubois, titulaire d'un doctorat en littérature et enseignante en littérature au cégep et à l'université, tente d'expliquer la réception partielle qui attendait l'œuvre marginale. En effet, le lecteur est convié à suivre le parcours de l'œuvre, de sa première réception (1948-49) jusqu'à sa subséquente (1950 à 2008). Son trajet comportera son lot d'obstacles, ses angles morts puis suivra parfois ce que Dubois appellera des « chemins secondaires » ou des « voies parallèles ». L'image n'est pas superflue. Elle permettra d'illustrer de quelle nature ont été les obstacles rencontrés par l'œuvre pour ainsi la faire dévier de la voie directe, celle qui l'aurait menée sans détour vers notre époque.

POUR UNE PREMIÈRE RÉCEPTION (1948-49)

L'autrice établit dès les premières pages la distinction entre « Refus global », le texte éponyme dont Paul-Émile Borduas est l'auteur, et *Refus global*, le recueil de textes et d'illustrations accompagnant ce dernier. Alors que les propos du premier se sont rapidement retrouvés sur toutes les lèvres (empruntant ainsi l'autoroute de la réception), le deuxième se serait contenté de mordre la poussière en se frayant beaucoup plus difficilement un chemin jusqu'à nous (ce que l'autrice qualifiera de voie parallèle).

En effet, le texte d'ouverture, composé par l'illustre et respecté professeur de l'École du meuble, fut accueilli somme toute plutôt positivement par la critique. Ce « non » à un Québec trop immobile et conservateur, quoiqu'accueilli comme une « bombe » dans le milieu artistique, fut perçu comme un vent de fraîcheur. Personne n'avait osé aller aussi loin, pas même Alfred Pellan et son groupe avec le manifeste *Prisme d'Yeux* qui occupaient, jusqu'alors, la place dominante dans la sphère artistique. Cependant, Dubois explique que l'horizon d'attente, celui des critiques entre autres, sera dés-

tabilisé à plusieurs niveaux. En effet, ces dernières auront tendance à disqualifier l'œuvre, surtout la deuxième partie : les cahiers et feuillets pliés, rassemblés manuellement, rendaient impossible une lecture linéaire traditionnelle. L'aspect artisanal de l'« objet », sa matérialité faisant penser à un bricolage enfantin, ne facilitait guère cette première réception, inspirant plutôt la moquerie (Dubois montre, à titre d'exemple, des caricatures formidables de Robert Lapalme publiées pour notre plus grand bonheur dans l'ouvrage). Donc, ne sachant trop de quelle façon commenter cette œuvre, qui ne cadrerait en rien avec ce que l'on connaissait, on se contentait souvent de parler de sa forme et non de son contenu.

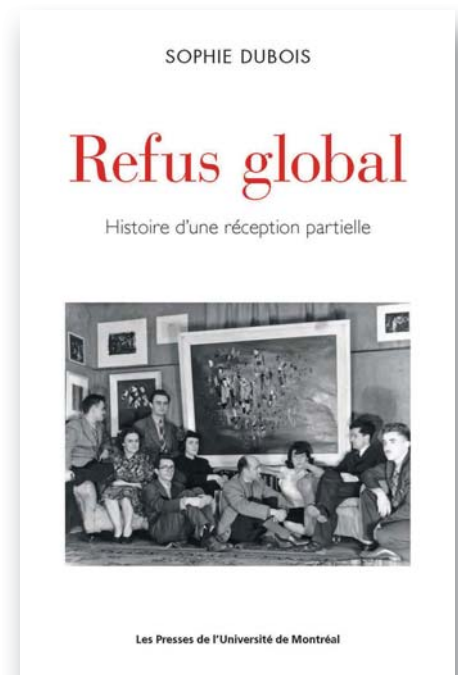
Discréditant les critiques, les traitant d'incompétents, les Automatistes firent certainement preuve de gaucherie en étant complètement fermés au dialogue. Cela eut pour effet d'éteindre l'intérêt du public et de faire sombrer *Refus Global* dans l'oubli, ou du moins, jusqu'à sa deuxième réception.

Ici, il aurait été apprécié que l'essayiste ajoute des photos de l'œuvre dont la forme correspondait à celle d'un porte-folio afin d'agrémenter la lecture. Rappelant que l'œuvre intégrale ne fut produite que quatre cents fois, ce qui créa un effet de rareté, Dubois relève un fait étonnant sur cet inconvénient : certains, comme André Laurendeau dans *Le Devoir*, critiquèrent même l'œuvre à l'aveuglette, se basant sur ce que les autres en avaient dit.

L'absence d'autonomie de la culture face au pouvoir de 1948 est un autre problème soulevé ici. Il aurait engendré, à l'époque, une lecture influencée, voire biaisée du manifeste :

Malgré le processus d'autonomisation en cours, le milieu artistique demeure en effet soumis aux normes du pouvoir : les productions esthétiques ne sont pas jugées que par des pairs, mais aussi par les autorités politiques et religieuses autorisées notamment à sévir contre la sphère artistique (p. 101).

Dubois entreprend donc de rappeler au lecteur le contexte historique du Québec de 1948 par de nombreux faits. Par exemple, le monde artistique étant un monde assez restreint, il est facile de concevoir



aujourd'hui que les amitiés qu'entretenaient certains membres du groupe avec des communistes furent connues et dérangèrent, d'autant que sévissait alors la fameuse « loi du cadenas ». Le renvoi de Borduas de l'École du meuble est un autre événement qui fit également beaucoup jaser, renvoi commandé par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse après la parution du manifeste dont les écrits « ne cadr[ai]ent pas avec la vision de l'enseignement de l'Union nationale » (p. 105). Plusieurs critiques le qualifieront alors « d'ingérence » politique, rien de moins. D'ailleurs, les journaux s'empareront de l'affaire pour attaquer le gouvernement en place. On ne parlera non plus de l'œuvre, mais plutôt de cet événement et du personnage victime d'une grande injustice. Borduas deviendra donc un mythe puisqu'il aura été cet incompris, ce marginal déchu trop en avance sur son temps. Ainsi le géant fera ombre sur l'œuvre pour un bon moment.

Finalement, Dubois expose à merveille, dans cette première partie, ce conflit sans brèche possible entre les critiques et les Automatistes qui aura raison de l'œuvre, du moins pour une certaine période. En effet, l'image du groupe étant liée à la controverse, nous sommes en mesure d'imaginer que ces derniers étaient complètement fermés aux échanges avec ceux qui déterraient le pouvoir de garder vivante l'œuvre en question. Discréditant les critiques, les traitant d'incompétents, les Automatistes firent certainement preuve de gaucherie en étant complètement fermés au dialogue. Cela eut pour effet d'éteindre l'intérêt du public et de faire sombrer *Refus global* dans l'oubli, ou du moins, jusqu'à sa deuxième réception.

Toujours est-il que ce retour sur cette première réception oblige le lecteur à resituer *Refus global* dans son contexte sociohistorique. Cela porte à une meilleure compréhension de l'accueil qui attendait

voir Refus global

à la page 34

L'ombre du roman

suite de la page 32



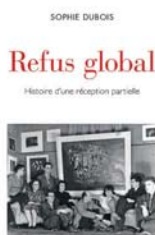
Finalement, troisième partie: la poésie. Qu'elle soit «hors de la spécialité où elle est le plus souvent confinée», c'est-à-dire surtout à l'intérieur du roman même lorsque celui-ci se veut lyrique et près de la métaphore (comme chez Gabrielle Roy); ou qu'elle soit dans l'étrangeté d'un poème, portée par une spiritualité (défendue par Gilles Marcotte en proposant l'hermétisme chez certains poètes québécois), elle poursuit ses incontournables métamorphoses dans le milieu littéraire. La poésie peut être aussi dans une volonté des écrivains de s'en «distancier» (comme chez Belleau) et de par ce mouvement contraire, ils lui donnent une haute importance en invoquant son «essentielle inutilité» par l'ajout d'une «substance» à la vie, une éclaircie. Puis certainement, comme chez

Robert Melançon, la poésie dans la dualité sémantique du poème, au-delà de son «objet» représentatif, au-delà des apparences, tenant lieu en quelque sorte d'une phénoménologie du monde. Présente non pas au-delà, mais dans l'essence de toutes choses.

L'ombre du roman est un essai concis, maîtrisé par son auteur qui fait montre d'une plume rigoureuse et d'une excellente expertise. C'est un livre intemporel, où les auteurs convoqués sont déjà des figures marquantes des littératures québécoise et française. Parce que les «genres» littéraires se métamorphosent et qu'ils brouillent de plus en plus les limites imposées par leurs définitions historiques, ce livre apporte à l'évolution des études littéraires une réflexion sobre et professorale d'une production non pas seulement parallèle à la littérature «romanesque», mais intrinsèque à celle-ci; déjà plus imposante que le roman et plus foisonnante, dont on n'entend peut-être pas autant parler dans le marché du livre, mais qui reste empreint d'une grande substance créative chez les écrivains et les écrivaines. ❖

Refus global

suite de la page 33



cette œuvre dont la canonisation était encore loin d'être garantie. Nombreux friands d'histoire seront comblés par ce premier segment, et ce, malgré la rareté d'exemples concrets tirés directement du manifeste. Car, il faut tout de même l'admettre, cette omission volontaire ne peut que décevoir.

POUR UNE DEUXIÈME RÉCEPTION (1950-2008)

L'essayiste établit cinq grands facteurs qui étiquetteront le manifeste d'œuvre marginale. Elle revient donc à la matérialité de l'œuvre. En effet, le texte éponyme fut réédité après la mort de Borduas alors que le recueil, lui, fut surtout présenté pour être vu, dans les expositions, par exemple. Puis, Dubois explique que sa pluridisciplinarité sera toujours un obstacle (déjà rencontré lors de la première réception et causé par «les champs disciplinaires [qui] évoluent en vase clos») (p. 405). Elle insistera également sur le côté «événementiel et humain» du décès de Borduas, en 1960, qui détournera l'intérêt de l'œuvre vers le côté plus mythique du personnage et sur la lecture sociopolitique que l'on en fera et qui privilégiera le texte éponyme au détriment du recueil. D'ailleurs, *Refus global* atteindra l'apogée de sa mystification dans l'essai de Pierre Vadeboncoeur, *La Ligne de risque*, en 1962: «[C]e n'est pas le texte de *Refus global* qui intéresse Vadeboncoeur, mais plutôt le geste de rupture qu'il représente¹.» Ainsi, même Vadeboncoeur n'abordera non pas le texte en soi, mais plutôt la démarche marginale de Borduas. Finalement, «l'optique mémorielle» se fera de telle manière que le texte obtiendra irrémédiablement le statut de référence, ce qui constituera un autre problème de réception puisqu'il fera l'objet de récupération et de reprises.

Cette deuxième partie de l'essai est, contrairement à la première qui est tout à fait fascinante, certainement moins intéressante

puisque'elle reprend dans un deuxième souffle plusieurs composantes de la première (ce qui est loin d'être étonnant puisqu'il s'agit d'un essai issu d'une thèse de doctorat). Même si l'ouvrage reste accessible, le lecteur dit «récréatif» risque de la trouver soporifique. Ce retour aux mêmes composantes, quoique constitué de nombreuses variantes, donnera souvent cette impression de redite même s'il nous semble évident qu'il s'agit là d'un passage obligé. La démarche de Sophie Dubois reste méticuleuse et soignée à souhait, ce qui ne peut lui être reproché. Cependant, cette deuxième partie semble surtout destinée aux initiés alors que les autres pourraient y perdre de l'intérêt. Cela est dommage puisqu'on ne peut que se réjouir de l'aboutissement de tout ce chemin parcouru: malgré tous les obstacles rencontrés, le texte survivra ou plutôt se «réactivera» dans l'histoire québécoise par toutes ces voies complexes,

autoroute principale ou simple voie parallèle, nous permettant ainsi aujourd'hui de le désigner comme une œuvre phare, celle d'une manifestation éloquente d'un dissentiment face à l'obscurantisme québécois.

Cette qualité de pouvoir se «réactiver», et qui expliquerait son caractère patrimonial aujourd'hui, résiderait dans sa dichotomie: «*Refus global*» reflète à la fois, comme un portrait de la société québécoise, l'immobilisme duplessiste, mais annonce aussi, de façon prophétique, l'avenir prometteur que lui réservait la Révolution tranquille.

D'ailleurs, la lecture de cet essai renvoie le lecteur à ses propres connaissances de ce manifeste. En effet, qu'a-t-on retenu de cette œuvre ou plutôt, quelle idée s'en fait-on aujourd'hui, en 2018? Comment présenter une œuvre de Gauvreau à de jeunes étudiants dans le cadre d'un cours de littérature? L'œuvre est mentionnée, lue, même à titre d'exemple en tant qu'objet marginal et étrange. Mais enseignée, vraiment? Rares sont les enseignants qui se hasarderont à analyser un poème de Gauvreau en classe. Quelle est notre réception personnelle de *Refus global*? Le lecteur pourrait avoir cette réflexion en refermant l'essai de Sophie Dubois: *Refus global* n'est-il pas encore réifié de nos jours? Cette idée perdure d'ailleurs dans cet essai: le lecteur aura cette étrange impression de lire sur l'«objet» sans jamais vraiment l'atteindre dans son intégrité puisque Dubois respecte après tout son engagement, celui de n'aborder que la réception de l'œuvre. ❖

¹ Patricia Smart, *Refus global: genèse et métamorphose d'un mythe fondateur*, Montréal, Programme d'études sur le Québec, Université McGill, «Grandes Conférences Desjardins», 1998, p. 15.

QUÉBEC-HAÏTI

VU DE TORONTO

Simon Couillard

Doctorant en études québécoises, UQTR

SEAN MILLS

UNE PLACE AU SOLEIL.

HAÏTI, LES HAÏTIENS ET LE QUÉBEC

Montréal, Mémoire d'encrier, 2017, 376 pages

«[...] comment pourrions-nous chercher à nous créer une place ensoleillée sur cette terre si froide et glissante qu'est le Québec?» – Guy Paul Roc, cité in, p. 263

Mégie Philogène (en grec, «l'amitié engendrée») était père oblat à l'époque où il avait dû fuir Haïti et trouver refuge chez ses confrères de Notre-Dame-du-Cap, au Cap-de-la-Madeleine. Durant les fêtes de l'Assomption (moment fort du calendrier au Sanctuaire) qui amenaient un lot toujours plus grand de fidèles haïtiens, il se cachait, de peur que des agents de Duvalier ne recueillent sur lui de l'information qui pourrait nuire à sa famille, à ses sœurs et à ses frères restés là-bas. Il a joint le clergé séculier par après.

«Il serait faux de penser que la violence psychologique et physique du régime Duvalier ne s'exerçait pas à l'intérieur de la société québécoise. En fait, le pouvoir du duvaliérisme suivait les Haïtiens jusque dans leur nouvel environnement, car les rumeurs d'espionnage au profit du régime et de soutien actif à Duvalier façonnaient la vie quotidienne des membres de la diaspora» (p. 130), souligne Sean Mills dans son ouvrage récemment traduit aux éditions Mémoire d'encrier. En lisant la première partie du livre, celle qui porte sur les missions canadiennes-françaises en Haïti entre la fin des années 1930 et le début des années 1960, c'est à ce prêtre de ma paroisse natale que j'ai pensé.

Mills offre une perspective fort critique de ces missions (et du «colonialisme» humanitaire de l'ACDI qui lui fera suite), s'accordant avec un nombre d'intellectuels haïtiens de tendance marxiste qui ont une place de choix dans le récit qu'il nous offre. Sur ce choix, le point de vue de l'auteur est, à bon droit, transparent: «J'estime que dans les années 1970 et 1980, les femmes et les hommes haïtiens cherchent à redéfinir le sens de la culture du point de vue des marginalisés, en reliant leur travail sur le plan local aux grandes analyses de l'impérialisme» (p. 229). Cet ouvrage partage avec le précédent du même auteur (*The Empire within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal* (McGill-Queen's University Press, 2010) un même

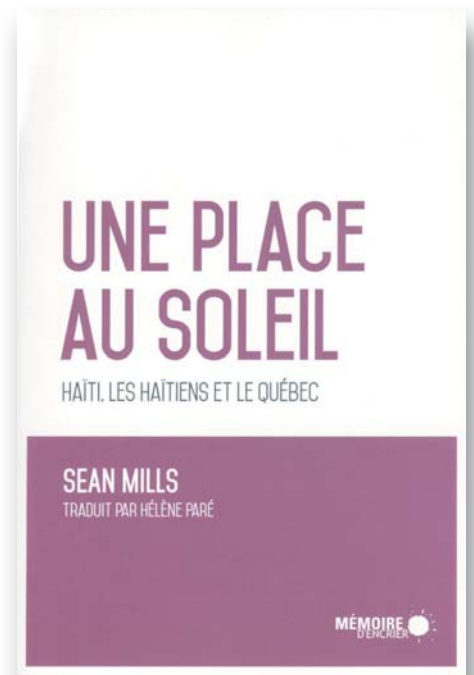
thème: la lutte culturelle menée par les groupes de Noirs et les groupes de femmes qui ont contribué à ébranler les structures de pouvoir dans les relations de races et de genres au Québec. Également, ces ouvrages se penchent tous deux sur la question de l'hétéronormativité et de son lien avec le nationalisme québécois.

Mills offre une perspective fort critique de ces missions (et du «colonialisme» humanitaire de l'ACDI qui lui fera suite), s'accordant avec un nombre d'intellectuels haïtiens de tendance marxiste qui ont une place de choix dans le récit qu'il nous offre.

Dans les deux cas, Mills se montre critique de ce dernier et s'inscrit globalement dans une mouvance idéologique, héritière de Trudeau et de «l'article 15», caractérisée par une certaine conception de l'identité et de la société au Canada, une conception soucieuse des «classes bafouées» (*disenfranchised*), des «subalternes» et de la diversité culturelle¹. Comme c'est le cas dans le Canada de Trudeau fils (feu «l'édifice Langevin», le bilinguisme à la Cour suprême, le bilinguisme à Ottawa²), dans *Une place au soleil. Haïti, les Haïtiens et le Québec*, le peuple québécois fait les frais de l'histoire, qu'il s'agisse de «l'historien nationaliste Lionel Groulx» (p. 85: une épithète dévalorisante qu'on n'accrole jamais à

1 Pour une histoire du Canada dans cette perspective, on pourra se référer à l'ouvrage de l'historienne Margaret Conrad, *A Concise History of Canada* (Cambridge University Press, 2012).

2 Cf. Marquis, Mélanie, «Bilinguisme à Gatineau? Justin Trudeau "avoue" avoir été "baveux"», *La Presse*, 20 décembre 2016. Le journaliste et ancien éditorialiste au *Devoir*, Antoine Robitaille, remarquait à juste titre qu'«il n'y a qu'avec la minorité francophone que Justin Trudeau se permet d'être "baveux"»: «Qu'aurait coûté au premier ministre du Canada d'offrir au moins un appui moral au Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue, qui se bute au "no way" du maire d'Ottawa, Jim Watson? Les militants de ce mouvement ne sont pas des méchants séparatistes envers qui les Trudeau aiment tant se montrer baveux, mais des valeureux défenseurs des droits des francophones hors Québec. [...] Selon le Dictionnaire québécois-français de Lionel Meney (Guérin, 2003), les multiples sens de (l'efficace) québecisme "baveux" n'ont rien de flatteur: prétentieux, insupportable, suffisant, péteux, morveux, merdeux, arrogant, puant, imbuvable. Les Franco-Ontariens ne méritaient vraiment pas une telle attitude de la part du premier ministre.» Robitaille, Antoine, «Bave révélatrice», *Le Devoir*, 22 décembre 2016.



ses contemporains canadien-anglais)³, de René Lévesque (démagogue et cherchant à instrumentaliser la tragédie haïtienne), ou du mouvement souverainiste (l'appui de certains Haïtiens à celui-ci dans les années 1970 «paraît étonnant», mais il faut comprendre qu'il «n'est pas le même que celui d'aujourd'hui» [p. 149]).

Cela dit, le résultat est fort intéressant. Le récit expose les rapports entre le Québec et Haïti sous différents angles, et surtout, il montre un pan de la vie et de l'histoire des Haïtiens au Québec. La première partie traite des décennies qui précèdent la migration des Haïtiens et le régime Duvalier. Il y est question des missions catholiques canadiennes-françaises, des préjugés entretenus à l'égard de ce peuple considéré dans son exotisme, mais aussi de l'offensive menée par Duplessis et certains intellectuels nationalistes dans le but de définir une relation «Québec-Haïti» à distance du fédéral, et de consacrer par le fait même la présence diplomatique du Québec sur le plan international.

La deuxième partie, la plus abondante, nous transporte à Montréal et nous fait d'abord suivre la première vague de réfugiés politiques haïtiens, ceux issus de l'élite intellectuelle et économique, francophone et francophile. Au cœur de cette seconde partie, on trouve la question du racisme vécu par les Haïtiens, auquel s'ajoute le sexisme pour les Haïtiennes. L'ouvrage dévoile un problème de plus en plus aigu à partir des années 1970, décennie durant laquelle l'immigration haïtienne, désormais largement créolophone, se massifie. L'auteur s'attarde en particulier à l'industrie du taxi et au travail domestique, des secteurs d'activité où se

3 La thèse d'Esther Delisle sur l'antisémitisme de Groulx a fait long feu au Canada anglais, comme on le constate. La critique de Gérard Bouchard, en 2003, n'a pas endigué ce phénomène. Cf. Nadeau, Jean-François, «Lionel Groulx, l'étranger», *Le Devoir*, 5 avril 2003.

Une place au soleil suite de la page 35



concentrent les immigrants haïtiens et où les conditions de travail, au vu de ce problème, apparaissent éminemment cruelles. Il faut lui rendre : l'auteur témoigne éloquentement des conséquences du racisme, en donnant à voir la subjectivité de gens dont l'immigration a, entre autres choses, entraîné le déclassement.

Mentionnons également le chapitre final qui présente la critique du premier roman de Dany Laferrière, *Comment faire l'amour avec un Nègre sans se fatiguer*, paru en 1985. Mills soutient que, à travers le récit de Laferrière, « c'est l'altérisation des femmes blanches anglophones qui permet d'atteindre une certaine intimité avec le

lectorat québécois francophone : [Laferrière] le fait en invoquant une conception profondément hétéronormative et masculine du nationalisme québécois, conception qui a toujours exclu les femmes et les hommes gais » (p. 297). Mills prend le romancier à témoin, qui déclarait avoir écrit son livre « pour être connu », et en conclut que, grâce à la manipulation habile des codes du nationalisme et de l'anticolonialisme québécois, l'écrivain a pu apparaître sur la scène littéraire et culturelle montréalaise pour mieux la faire éclater : « [L]es écrivains du Québec francophone ne peuvent plus écrire comme si les migrants racialisés n'étaient pas devenus une partie importante de la sphère publique de la ville. » (p. 302)

À lire et à réfléchir. ❖



AURÉLIE CAMPANA

L'IMPASSE TERRORISTE : VIOLENCE ET EXTRÉMISME AU XXI^E SIÈCLE

Québec, Éditions Multimondes, 2018, 139 pages

Aurélié Campana est professeure à l'Université Laval. Elle dirige une équipe de recherche sur les terrorismes et les extrémismes en général. Le titre de son essai reflète bien la conception qu'elle a de l'allure que prennent les luttes contre les différentes formes de terrorismes : celle d'une impasse. C'est la thématique centrale de l'ouvrage. L'essai a de l'ambition et ratisse large puisqu'en une « cenquarantaine » de pages l'auteure tente de nous faire comprendre les conditions d'apparition du terrorisme, ses motivations sous-jacentes et les différentes formes de terrorisme qui peuvent exister dans le monde.

La professeure précise que terrorisme ne signifie pas automatique-ment terrorisme islamiste, mais aussi celui d'extrême droite, voire le terrorisme nationaliste. Elle déplore l'absence de « définition scientifique qui fasse consensus ». Elle note que la majorité des chercheurs se penchent sur la radicalisation islamiste, mais regrette que l'intérêt pour la radicalisation d'extrême droite n'ait pas été aussi grand. Selon elle, le problème réside dans la conceptualisation de cette forme de violence. Il faut, dit-elle, bien différencier ce qui est un acte terroriste d'un fait qui relève d'une autre logique, ce qui de prime abord semble assez évident. Pour elle, le terrorisme se distingue par une pratique violente, mais il varie selon les époques, les lieux et les acteurs en jeu. Elle va jusqu'à inclure dans les actes terroristes des événements comme des tueries aux États-Unis ou celle de la mosquée de Québec en 2017. Tout ça pour conclure qu'il est très difficile de définir ce qu'est le terrorisme.

Finalement, et après bien des contorsions conceptuelles, la chercheuse nous propose à la page 132 de l'ouvrage une définition « scientifique » de ce que serait le terrorisme. Il s'agit d'une « stratégie visant à remettre en cause, par la violence ou la menace d'y avoir recours, l'ordre social et politique établi et les systèmes dominants d'autorité qui le régulent ». Selon le sociologue américain Charles Tilly : « Cela implique le recours à des moyens d'action qui sortent des formes "routinisées" de la lutte politique dans un contexte donné. »

Aurélié Campana est une sceptique ; elle doute de l'efficacité des luttes antiterroristes dans le monde. Selon elle, et c'est une banalité de dire ça, la menace terroriste est devenue omniprésente et imprévisible. Plusieurs types de terrorismes se côtoient, de sorte qu'il est devenu très difficile de savoir comment réagir à cette menace et comment la prévenir. Moutlt chercheurs avant elle se sont posé la même question, avec sensiblement les mêmes réponses.

Elle insiste, de façon peut-être excessive, sur les « terrorismes » qu'elle qualifie de droite, incarnés par les différents groupes extrémistes nationalistes ou suprématistes blancs. Madame Campana ne semble pas attacher une très grande importance aux différences qui peuvent exister entre la portée des actions des groupes terroristes, disons islamistes, et celle des autres groupes extrémistes. Elle analyse néanmoins Al-Qaïda, et néglige peut-être Daesh et la multitude de mouvances se réclamant de cette tendance. D'après elle, le discours

américain aurait conforté l'idée que nous sommes en guerre contre le terrorisme ; mais c'est une guerre sans fin nous dit la professeure de Laval, puisque l'ennemi est quasiment invisible. Ceci a entraîné les États vers une surenchère sécuritaire. Ainsi, des mesures affectant les libertés civiles et civiques risquent d'entraîner de la suspicion entre citoyens, en plus de saper les fondements des démocraties. Dans les pays non démocratiques, cela génère la mise en place de mécanismes de contrôle encore plus serrés sur les populations.

Fidèle à un certain manque d'originalité, Campana s'en prend également aux médias. Elle les accuse de grossir la réalité et de devenir ainsi les alliés objectifs des terroristes. Elle soutient que les groupes djihadistes, mais aussi les mouvements extrémistes de droite, ont réussi à occuper un espace médiatique disproportionné dans les médias. Elle va jusqu'à affirmer qu'Al-Qaïda et Daesh ont la « main mise » sur les médias sociaux.

Aurélié Campana n'apporte pas grand-chose de nouveau au débat qui concerne les motivations des terroristes. Elle conclut, comme d'autres avant elle, que ces motivations sont complexes. Une foule de variables peuvent influencer les comportements des individus. Elle parle de l'importance des « mécanismes cognitifs » qui enferment l'individu dans une logique d'opposition au système sociétal environnant. En raison de croyances extrémistes, il interprète autrement la réalité dans laquelle il évolue.

L'auteure souligne que les terroristes sont des gens normaux. Ces gens, hommes ou femmes, ont des existences banales, mais ont suivi des trajectoires différentes vers la radicalisation, ce qui rend difficile de dessiner des modèles types. Il y a cependant des points de convergences : ils veulent redresser une situation qu'ils jugent comme dégradante, discriminante et humiliante. À travers leur engagement ils cherchent une forme de valorisation. Ils sont animés en outre d'un besoin de reconnaissance. « La participation à une cause ou à un projet collectif peut apporter une rétribution psychologique et émotionnelle importante et conduire les militants à des sacrifices personnels. » (p. 112)

Finalement, l'essai de madame Campana est un peu décevant. Il intellectualise des banalités, mélange inutilement les formes de violence qu'on peut observer actuellement et ne nous apprend pas grand-chose de nouveau sur le terrorisme et ses motivations.

Daniel Gomez

Chef de pupitre, politique

OUVRIR LA BOÎTE DE PANDORE ?

David Dupont

ROMÉO BOUCHARD
**L'UPA : UN MONOPOLE QUI
A FAIT SON TEMPS**
Montréal, VLB éditeur, 2018,
256 pages

C'est un véritable cri du cœur que nous lance Roméo Bouchard dans son dernier ouvrage traitant de l'Union des producteurs agricoles. Si la cible de ce brulot est le syndicat qui regroupe l'ensemble des agriculteurs du Québec, on sent en filigrane du texte un amour indéfectible pour le Québec et pour les régions éloignées des grands centres urbains qui croulent sous le poids des enjeux démographiques. Ayant vécu son enfance dans une famille de pionniers dans l'un des derniers foyers d'établissements agricoles du Québec, au nord du Lac-Saint-Jean, et ayant, dans le Kamouraska, repris les rênes d'une ferme dans un élan de « retour à la terre » il y a plusieurs décennies, Bouchard fut un témoin privilégié des transformations en profondeur du secteur agroalimentaire québécois. C'est l'état actuel de ce dernier qu'il pourfend dans cet ouvrage écrit d'une plume vitriolique à l'égard de l'UPA, ne s'embarrassant pas toujours des nuances nécessaires que commande l'enjeu. Le présent compte rendu se fermera en ce sens sur une critique de la thèse défendue par l'auteur qui n'hésite pas à distordre par moment la réalité pour mieux lancer ses diatribes bien senties.

Roméo Bouchard fut pendant plusieurs années la figure de proue d'une agriculture et d'une mise en marché que l'on opposait au modèle dit « industriel » dont l'UPA aurait été le principal véhicule au Québec. Le livre fait en ce sens office de testament politique sur ces luttes menées au nom d'une approche alternative portée par une organisation (l'Union paysanne) dont l'élan s'est cassé depuis le dépôt du rapport de la commission Pronovost (Jean Pronovost signant d'ailleurs la préface de l'ouvrage).

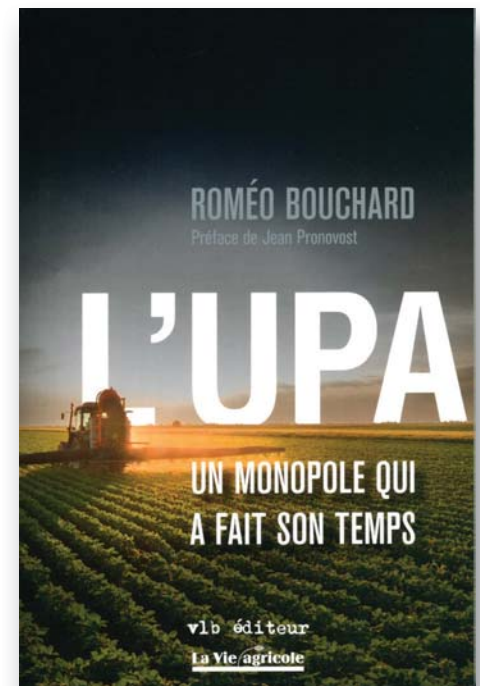
Le constat dressé par Bouchard est sévère : l'UPA aurait été un vecteur d'enfermement des acteurs et des espoirs du monde agroalimentaire québécois dans le carcan « d'un modèle unique de production » (p. 63), celui de l'agrobusiness, avec ses effets les plus délétères sur l'environnement et la malbouffe, ainsi que sur la dévitalisation des campagnes. L'UPA est du même souffle accusée par moment d'avoir tourné le dos au modèle de la ferme familiale que le syndicat participerait à faire disparaître en n'ayant rien fait pour freiner

l'essor des entreprises agricoles intégrées verticalement qui, au lieu de nourrir les Québécois, cherchent à saisir les opportunités offertes par les marchés d'exportation. (voir p. 58 et 88, notamment).

Si la loi sur les producteurs agricoles, qui permet à l'UPA de représenter l'ensemble des agriculteurs québécois, fut la cible de certains dissidents, d'autres ont cherché à ouvrir des brèches dans la loi sur la mise en marché des produits agricoles. Il importe de rappeler que l'un des objectifs de cette loi est d'empêcher que des acheteurs – multinationales, grandes chaînes de supermarchés et de restauration – puissent jouer les agriculteurs québécois les uns contre les autres.

Bouchard retrace la genèse des mouvements d'opposition à l'UPA dont l'épisode d'essaimage et de croissance des porcheries a constitué, à l'époque des grands accords commerciaux, revendications des droits de produire envers et contre tous en zone verte, « le point de rupture » vis-à-vis du syndicat agricole aux dires de Bouchard. Avec l'engouement pour un autre modèle qu'a suscité la création de l'Union paysanne – composée surtout de citadins et de non-agriculteurs regrette l'auteur –, la popularité du documentaire *Bacon, le film* et la verve du sympathique personnage qu'est Roméo Bouchard lui-même, le mouvement de dissidence vis-à-vis de l'UPA était parvenu au faite de son influence. À peine constituée et ayant adopté des structures internes lui permettant de se prévaloir d'une accréditation syndicale, l'Union paysanne se positionnait comme organisation concurrente à l'UPA. La lutte fut âpre par moment et, à l'évidence, gagnée sur le plan médiatique. Bouchard nous apprend que l'Union paysanne n'est plus que l'ombre d'elle-même, tandis que c'est sur sa droite que l'UPA rencontre l'opposition la mieux organisée actuellement.

L'emprunt d'une voie plus politique faisait suite à l'époque de la fondation de l'Union paysanne aux échecs répétés, et qui se répètent périodiquement de nos jours, des tentatives visant à éroder par la voie judiciaire les piliers légaux sur lesquels s'appuient les particularités du modèle



québécois en agriculture. Si la loi sur les producteurs agricoles, qui permet à l'UPA de représenter l'ensemble des agriculteurs québécois, fut la cible de certains dissidents, d'autres ont cherché à ouvrir des brèches dans la loi sur la mise en marché des produits agricoles. Il importe de rappeler que l'un des objectifs de cette loi est d'empêcher que des acheteurs – multinationales, grandes chaînes de supermarchés et de restauration – puissent jouer les agriculteurs québécois les uns contre les autres. On peut toutefois comprendre la frustration de ces agriculteurs, des propriétaires d'entreprises, qui avaient développé à l'extérieur de ce système leur propre marché, en tiraient un agréable profit, et qui se voyaient subitement contraints de vendre leur produit par l'intermédiaire d'un dispositif collectif qui recueillait au passage des frais comme autant de symboles d'asservissement.

Dura lex sed lex, à chaque onéreuse (parfois ruineuse) tentative, les tribunaux ont conclu au caractère raisonnable de ces lois. Même Me Julius Grey, ce défenseur québécois de toutes les libertés (pour caricaturer), déconseilla aux pourfendeurs de l'UPA d'adopter un argumentaire juridique basé sur les chartes et sur des droits individuels. Légalement, juridiquement, tant le mode d'accréditation dont se prévaut l'UPA, que la mise en marché collective par laquelle les producteurs peuvent négocier comme un seul homme avec des entreprises sans frontière, furent fréquemment jugées légitimes par des magistrats.

Roméo Bouchard relate avec une écriture inspirée et vivante plusieurs de ces batailles au dénouement parfois tristement tragique : on a retrouvé pendu dans sa grange Maurice Lapalme, l'un des agriculteurs s'étant lancé dans une déchirante saga judiciaire devenue sans issue.

Ayant été au front dans plusieurs de ces combats, l'auteur a eu accès à des infor-

voir UPA

à la page 38

UPA

suite de la page 37



mations de première main qu'il nous livre généreusement dans cet ouvrage. C'est le point fort du livre que de nous faire revivre de l'intérieur ces épisodes, et ce, peu importe où l'on se situe sur le spectre des opinions politiques en regard de l'UPA. Ainsi apprend-on que le ministre Vallières avait amené Roméo Bouchard à discuter avec Jean Pronovost avant de donner son aval à la nomination de ce dernier à la tête de la commission sur l'avenir de l'agriculture. Les dés avaient-ils été pipés sur certains enjeux polémiques? Une question qui arrive spontanément à l'esprit pour quiconque a lu l'ouvrage *The muses, the Masses and the Massey Commission* faisant état du cadrage de la commission Massey effectué en amont de celle-ci, laquelle avait plaidé pour un investissement massif du fédéral dans le réseau des universités, par-dessus le champ de compétence des provinces.

*

La description des rouages des institutions québécoises est faite de manière efficace de sorte que le non-expert s'y retrouvera facilement. On sort toutefois de la lecture de plusieurs passages de l'ouvrage avec l'impression que l'UPA est responsable de tous les déboires de l'industrie agroalimentaire, voire (de l') au-delà. «Avec l'UPA on est dans la religion». Il s'agit d'une «sorte de pouvoir parallèle ou occulte» (p. 83). Prétendre en outre que l'UPA ne défend pas l'intérêt des agriculteurs, comme dans l'extrait suivant, c'est à l'évidence trop forcer la note: «ce syndicat, par définition, devrait être du côté des agriculteurs et de la population plutôt que du côté des multinationales, mais il a choisi le jeu de Monsanto et consorts, embrassant sans hésiter le libre-échange à partir du début des années 1990» (p. 69). Est-il nécessaire ici de rappeler que peu de groupes au Québec furent aussi tièdes sur les grands accords commerciaux que l'UPA tandis que la rentabilité d'une part impor-

tante des entreprises agricoles du Québec est après tout tributaire de l'imperméabilité des frontières? Comme Roméo Bouchard est plus nuancé en beaucoup d'autres sections du livre, on se doute bien que c'est dans un but polémique que les quelques raccourcis servant à jeter l'anathème sur l'UPA parsèment ça et là l'ouvrage.

Sur le fond, on peut se demander si le morcellement du syndicalisme agricole tel qu'il est prôné par Bouchard servirait réellement les intérêts du monde agricole et du Québec en général. Le modèle agricole québécois s'est édifié en visant à préserver la famille agricole dans une industrie agroalimentaire nord-américaine de plus en plus concentrée en aval des fermes.

Face à Broden, à Canada Packers, puis maintenant à la globalisation des activités des firmes de transformation et de distribution alimentaire, il ne fallait pas laisser à elles-mêmes les fermes québécoises; la mise en marché collective fut le premier pilier de cet édifice et l'UPA servit à le solidifier (ce que Bouchard ne manque pas de noter). Ces institutions ne me semblent pas s'être détournées de cette finalité qui m'apparaît légitime (il m'est arrivé en ce sens de participer à des projets de recherche avec l'UPA comme partenaire) et force est de constater qu'elles remplissent assez bien leur rôle de préservation. Avec les effets bénéfiques que cela peut avoir sur l'occupation du territoire: au Québec, plus de 80 % des superficies agricoles sont exploitées par des agriculteurs qui en sont propriétaires, contre 66 % en Ontario et 58 % pour l'ensemble canadien. Et si on observe néanmoins une graduelle érosion de cette présence du propriétaire-exploitant dans le paysage du foncier agricole québécois, la chute fut sensiblement moins prononcée ici que dans le reste du Canada depuis l'adoption de la loi sur les producteurs agricoles en 1972. Quand près du trois quarts de la valeur des produits agricoles vendus par les fermes transitent par l'intermédiaire de la mise en marché collective, faut-il vraiment ouvrir cette boîte de Pandore? ♦

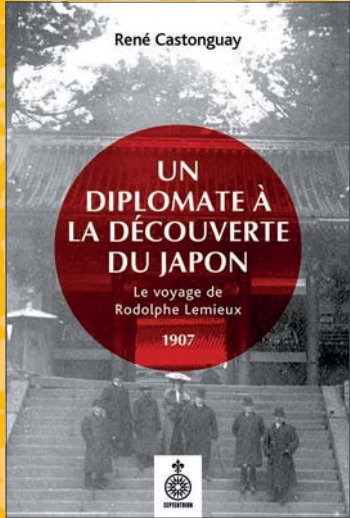
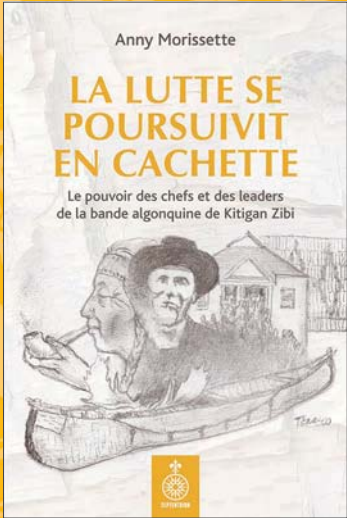
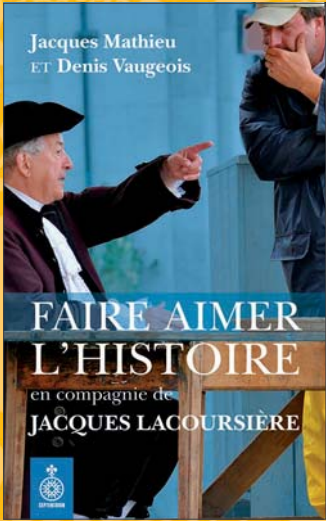
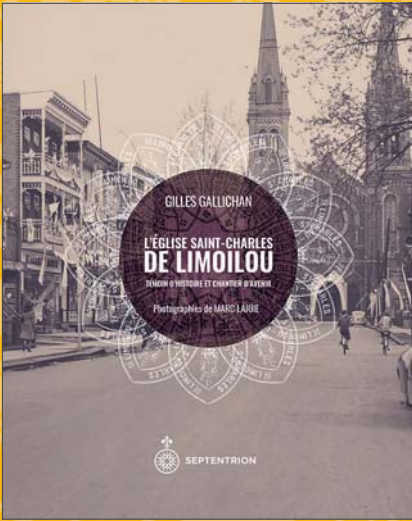
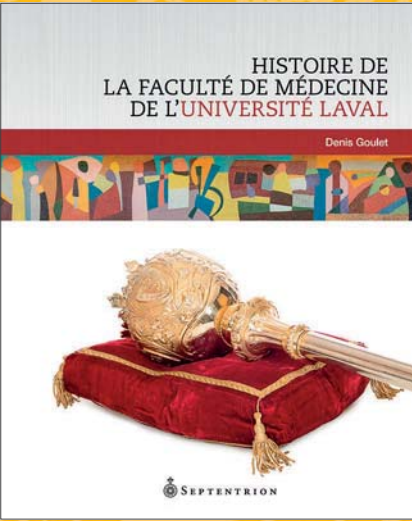
VIGNOBLE RIVIÈRE DU CHÊNE



807, chemin de la Rivière Nord
Saint-Eustache
Tél. : 450 491-3997 - Téléc. : 450 491-6339
www.vignobleriviereduchene.ca

Commanditaire des soupers-conférences
de L'Action nationale

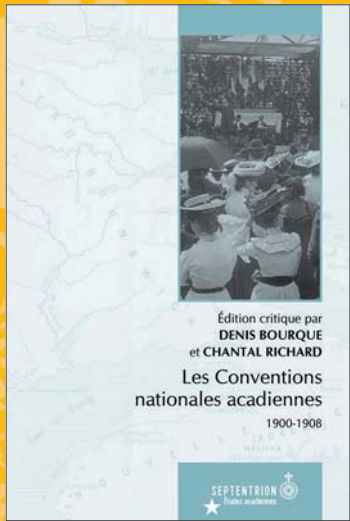
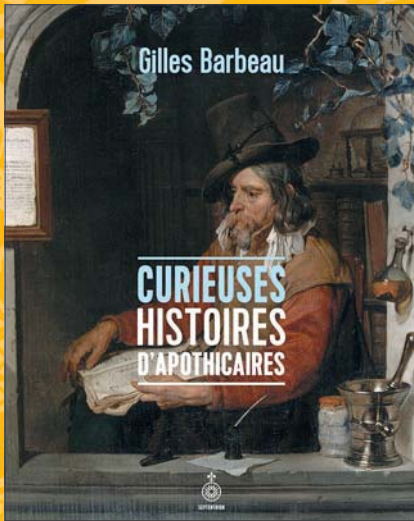
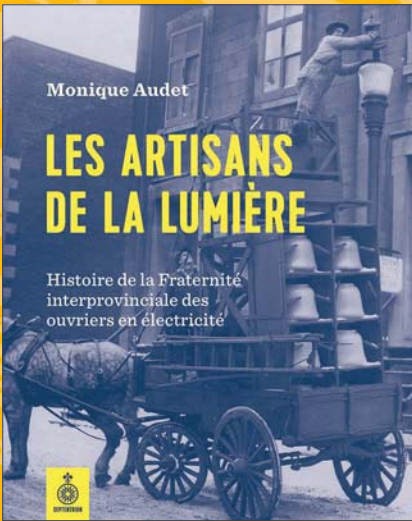
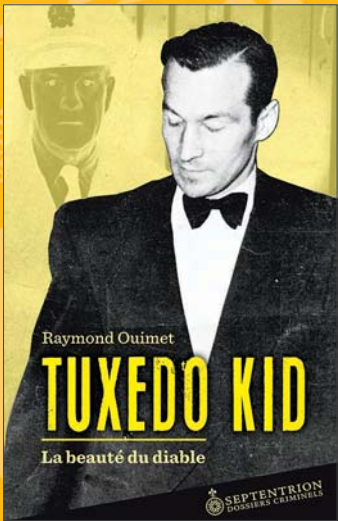
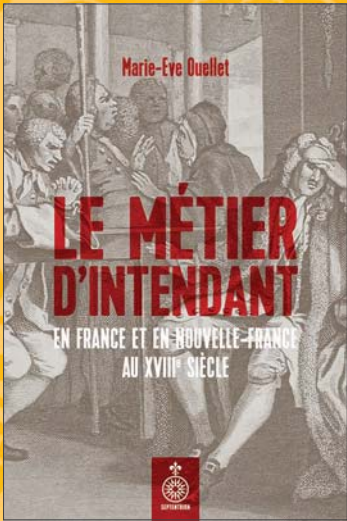




SEPTENTRION

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE
EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca





- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca